

De l'instruction militaire préparatoire à la structure Jeunesse + Sport [1941-1972]

*Synthèse et étude d'une évolution sociologique, politique et culturelle de
l'éducation physique en Suisse*

Travail de fin d'études en vue de l'obtention du titre de
Master of Science en sciences du sport
Option enseignement

déposé par

Pierre Friedli

à

l'Université de Fribourg, Suisse

Faculté des sciences

Département de médecine

en collaboration avec la

Haute école fédérale de sport de Macolin

Référent

Prof. André Gogoll

Conseiller / Conseillère

Dr. Dominique Fankhauser

Delémont, septembre 2018

Table des matières

Résumé	3
1 Introduction	4
2 Chronologie et développement de l'éducation physique en Suisse	9
2.1 La disciplinarisation de l'éducation physique	11
2.2 Le tournant de 1874 et la militarisation de l'éducation physique	12
2.3 Sportivisation de l'éducation physique	15
3 L'instruction militaire préparatoire et l'éducation physique [1941-1972].....	23
3.1 L'Organisation militaire de 1940	24
3.2 L'Ordonnance de 1941	27
3.3 L'examen physique obligatoire de fin de scolarité	28
3.4 L'insigne sportif suisse, témoin d'une éducation physique masculine efficiente ?	31
3.5 Ecole Fédérale de gymnastique et de sport de Macolin (EFGS) – au sommet de l'éducation physique nationale.....	36
3.6 L'Instruction préparatoire sous la critique citoyenne et l'Ordonnance de 1947	50
3.7 L'éducation physique dans les manuels fédéraux : une évolution significative	54
3.8 L'éducation physique dans la législation et « les débats parlementaires » des années 1960-1970.....	63
3.9 L'éducation physique dans la constitution fédérale : de l'Instruction préparatoire à Jeunesse et Sport.	70
4 Conclusion.....	84
Bibliographie.....	89
Remerciements	103

Résumé

Le présent travail de recherche provient d'un questionnement sur la spécificité de la discipline de l'EPS en Suisse. Unique branche scolaire dépendant de l'autorité confédérale, désormais relevant du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), celle-ci, nous allons le constater, a été et est actuellement sources de débats et d'enjeux sociétaux. Elle cristallise à la foi les ambitions sportives, militaires mais aussi politiques et identitaires helvétiques à travers différentes phases caractéristiques, de son apparition à son développement et son intégration au curriculum scolaire et dans la constitution fédérale.

La première partie chronologique sur l'éducation physique pose les bases nécessaires à la compréhension globale de son développement en Suisse. Elle passe en revue les divers courants de pensées concernant la pratique d'une activité physique, sa structuration et son cadre.

La partie principale de l'analyse se focalise sur la structure de l'instruction militaire préparatoire, véritable symbole d'une activité physique relié à la défense de la Patrie, à l'unité et à l'essor d'une conscience nationale helvétique.

Les bornes déterminantes pour l'analyse sont 1941 et 1972. La première est liée à l'Ordonnance de décembre 1941, qui implante l'instruction militaire préparatoire et symbolise le début du contrôle de l'État sur l'éducation physique, notamment postscolaire. C'est aussi durant les années quarante que l'EP s'institutionnalise et l'École fédérale de gymnastique et de sport se développe sur le site de Macolin.

La seconde borne historique représente l'introduction d'une base légale concernant le sport en Suisse, dans la constitution. Jusque dans les années 1969-1972, l'État peine à s'appuyer sur une base légale, notamment pour le sport extra-scolaire et le sport élite. De plus, 1972 concrétise la transition de la structure formatrice et *castratrice* de l'instruction militaire préparatoire à son successeur Jeunesse + Sport, présenté comme plus moderne et dont les objectifs et valeurs seront adaptés au contexte sociétal contemporain. Les années 1970 représenteront l'émergence de politiques publiques sportives fédérales lié à l'entrée en vigueur en juillet 1972 de la Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (LEGS). Elle précisera le cahier des charges de l'EFGS et de la CFGS et édictera, entre autre, les prescriptions concernant l'éducation physique scolaire obligatoire.

1 Introduction

En raison du particularisme de l'éducation physique et sportive dans l'espace scolaire et de « sa dépendance aux influences sociales, politiques et culturelles » (Attali & Saint-Martin, 2009), l'analyse du champ historique de l'EPS, dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, permet de cristalliser les enjeux relatifs à sa démocratisation exponentielle et à sa sportification récente. En outre, c'est « l'unique discipline d'enseignement qui dépend, dès 1874, de l'autorité de la Confédération » (Bussard, L'éducation physique suisse en quête d'identité (1800-1930), 2007, p. 12). Nonobstant la spécificité helvétique d'une instruction publique cantonale basée sur les systèmes éducatifs cantonaux,¹ l'analyse du développement des pratiques de l'éducation physique et son intégration au curriculum scolaire, d'un point de vue supracantonal et global, permet de souligner la conjonction d'objectifs sportifs, politiques et militaires. Selon les périodes et les événements historiques, différentes stratégies seront élaborées afin d'intégrer la discipline dans le contexte scolaire, post scolaire et civil avec comme finalité d'inculquer des valeurs perçues comme prolifiques à l'éducation de la jeunesse et de la population dans son ensemble.

L'éducation physique apparaît, à partir du XIX^e siècle, « comme un vecteur de valeurs identitaires et patriotiques bénéfique pour la Patrie et favorisant à travers une conscience nationale l'identité helvétique » (Bussard, L'éducation physique suisse en quête d'identité (1800-1930), 2007).

L'essentiel du présent travail de recherche vise à mettre en évidence l'importance des *pratiques du corps* dans le contexte du *processus identitaire helvétique*. Il s'articule autour du domaine sportif, politique et militaire.

La structuration de l'éducation physique en Suisse est tributaire des décisions et du budget confédéral. Ses principales structures nationales telle que l'École fédérale de sport de Macolin, les fédérations, ou encore le programme national Jeunesse + Sport, représentent la concrétisation du développement progressif et de l'institutionnalisation de l'éducation physique.

L'analyse du développement et l'évolution de l'instruction militaire préparatoire, dès 1940 et surtout dès l'Ordonnance de 1941, offre un témoignage de la perception et de l'enjeu sociétal de l'éducation physique dans un contexte de politique internationale « sous pression ». La législation fédérale, les débats politiques et les votations s'y référant fournissent un corpus de sources pertinent. À cette fin, l'apport de la Feuille fédérale (FF), publication officielle

¹ Sauf durant la période éphémère de l'éducation nationale lors de la République Helvétique (1798-1803)

hebdomadaire, est essentiel. Publiée par la Chancellerie fédérale, celle-ci contient en outre, selon l'article 13 de la loi concernant les publications officielles, *l'ensemble des messages et rapports du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale, les arrêtés fédéraux et lois fédérales au sujets au référendum, ainsi que diverses instructions et communications des autorités fédérales*.²

Les manuels fédéraux d'éducation physique attestent de l'évolution de l'éducation physique. Les aspects sanitaires et cliniques initiaux, puis les préoccupations militaires et identitaires, finalement la sportivisation et le ludisme seront mis en avant dans les ouvrages de références de l'enseignement de l'éducation physique.

L'utilisation de périodiques helvétiques révèle entre autre la perception populaire des édits et des lois débattues et des votations au sujet de la pratique sportive en Suisse. De plus, la *Revue Militaire Suisse* fournit un point de vue militaire sur la question.

La revue au titre plus qu'évocateur, *Jeunesse forte peuple libre*³ est la revue d'éducation physique de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport. Elle changera plusieurs fois d'appellation mais perdure sans interruptions des années 1944 à 2010, édition papier, puis désormais en ligne. C'est une source utile pour l'analyse, notamment des années 1950-1980 où les sources se raréfient.

Le bulletin officiel de l'Association nationale d'éducation physique (ANEP)⁴ compile des informations intéressantes. Il est publié quatre fois par année. Il y a plusieurs dossiers aux archives fédérales à Berne ou encore aux archives à Macolin. De plus, l'ANEP, organisation *faîtière* pour le sport helvétique dès 1922, regroupe les fédérations sportives et représentent leurs intérêts, ainsi que la promotion de l'activité physique et le sport « de masse », de compétition, le soutien pour le développement des infrastructures sportives nationales et locales, et collabore avec les institutions fédérales (COS, CFGS, EFGS, SST).

² Feuille fédérale, <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/droit-federal/feuille-federale/explications-concernant-la-feuille-federale.html>, consulté le 08.01.2019.

³ *Jeunesse forte, peuple libre : revue d'éducation physique de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport*, Macolin, 1944-1966, devient *Jeunesse et sport : revue d'éducation physique de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport*, Macolin, 1967-1982 puis *Macolin : revue spécialisée de l'Ecole fédérale de sport*, 1983-1998 et *Mobile : la revue d'éducation physique et de sport*, 1999-2010.

⁴ Désormais Association suisse d'éducation physique à l'école (ASEP) ou *Schweizerischer Verband für Sport in der Schule* (SVSS).

Les travaux fouillés des historiens francophones Louis Burgener et Jean-Claude Bussard sont une sources primordiales d'informations pertinentes et structurées sur le développement de l'éducation physique en Suisse.

L'éducation physique suisse en quête d'identité (1800-1930 de l'historien Jean-Claude Bussard (Bussard, *L'éducation physique suisse en quête d'identité (1800-1930)*, 2007) est un apport utile à la partie « chronologie et développement de l'éducation physique en Suisse ».

L'œuvre de l'historien Louis Burgener *La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse* (Burgener, 1970) est particulièrement dense concernant le XX^e siècle.

Cependant, les recherches se limitent généralement aux années précédant 1950.

L'état de l'historiographie sur le sujet de l'éducation physique en Suisse et l'imbrication sport-militaire-politique est relativement clairsemé. Des recherches sont actuellement en cours, notamment à l'ISSUL à Lausanne concernant de multiples questions sur le sport en Suisse, et particulièrement à l'institut des sciences du sport (SSP) de la faculté des sciences sociales et politiques.

À ce propos, j'ai bénéficié de l'apport de conseils précieux de la part de Grégory Quin, docteur, maître d'enseignement et de recherche à l'Institut des sciences du sport de l'UNIL. Le champ de ses recherches comporte deux axes majeurs, l'histoire des activités physiques et sportives (XIX-XX^e siècle) et l'histoire des sports en Suisse. Il est en charge particulièrement d'un cours sur l'histoire de l'éducation physique et des Institutions sportives suisses (*Introduction to the History of Physical Education and Sport Swiss Institutions*). Son expertise sur le sujet de l'éducation physique en Suisse m'a été grandement bénéfique dans l'élaboration des questions de recherche, l'apport de sources pertinentes ainsi que dans la structuration de l'analyse.

Un travail de Master a préalablement été effectué par Arnaud Clément sur une thématique similaire (Clément, 2015), mais la période concernée par la recherche, ainsi que la méthodologie et l'analyse divergent passablement. L'analyse se concentre sur la période 1918-1939 en Suisse, c'est-à-dire la période de l'Entre-deux-guerres. Il est donc complémentaire à la présente recherche qui se concentre principalement sur la période 1941-1972.

L'éducation physique, au-delà de l'aspect pédagogique, concerne de nombreux domaines dans les États modernes : *la politique, l'armée, l'économie, les sciences et les loisirs* (Burgener, 1974, p. 7). C'est donc un outil d'analyse pertinent permettant de mettre en évi-

dence les imbrications entre ceux-ci, révélateurs d'un contexte sociétal spécifique.

Le point central de cette étude tente d'analyser l'impact que l'Etat entend avoir sur la jeunesse par le biais, non seulement de la scolarisation, mais aussi à travers les multiples institutions fédérales ainsi que les sociétés dispensant une « éducation physique ».

L'axe principal d'analyse se concentre sur la transition institutionnelle de l'instruction militaire préparatoire postscolaire, véritable « pièce maîtresse » caractéristique de l'interventionnisme étatique, à la récente structure Jeunesse + Sport. Le glissement d'une institution hégémonique et soldatesque ou l'éducation physique apparaît comme un outil servant des intérêts patriotiques, favorisant la cohésion populaire et vital à la défense nationale à une structure encourageant le ludisme, l'égalité, le respect et le fair-play symbolise un changement d'idéologie et d'enjeux au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

Cette étude expose et questionne les aspects majeurs de l'évolution historique de l'interventionnisme fédéral sur la pratique sportive et majoritairement l'éducation physique.

L'analyse de l'histoire et du développement de l'éducation physique est susceptible de cerner le rôle et les enjeux passés mais aussi actuels d'une discipline qui, comme sa désignation l'indique, est d'abord *éducation*. Elle poursuit donc des « finalités qui sont nécessairement culturelles et porteuses de valeurs » (L'éducation physique au fil du temps, 2000, p. 19). Le questionnement concernant ces finalités amène alors à relever la considération attribuée au corps et au mouvement dans un contexte sociétal, à mettre en évidence comment celui-ci, à travers diverses époques, tient compte de la jeunesse et quels systèmes éducatifs il développe à son intention.

Comme l'éducation physique est reliée au mouvement humain, une telle démarche renvoie conséquemment à « la transformation des valeurs perçues au travers du prisme corporel. » (L'éducation physique au fil du temps, 2000, p. 19).

En effet, « le mouvement humain a toujours un sens et une portée. » (Ulmann, 1982)

Plusieurs questions sont à l'origine de l'analyse. Premièrement la spécificité organisationnelle et structurelle de l'EPS en Suisse a-t-elle influencé son développement ? Dans quelle mesure le Département militaire fédéral et la Confédération influencent-ils la pratique sportive ?

Deuxièmement, existent-ils des résurgences de la période de militarisation profonde de l'EP après la Seconde Guerre Mondiale ? Quels sont les changements et les permanences des influences fédérales et militaires sur la pratique sportive ? Quelles sont les similitudes entre les enjeux et valeurs de la pratique sportive et l'entraînement militaire ?

Finalement, quelles sont les politiques sportives et les conjonctures liées en Suisse dans la période 1941-1972 ?

2 Chronologie et développement de l'éducation physique en Suisse

Selon le général Henri Guisan, la tradition de l'éducation physique de la jeunesse helvétique serait née en 1291 (Burgener, 1970, pp. 5-10). Elle était étroitement liée à *l'existence d'un petit pays, constamment menacé dans son développement politique et territorial*. La nécessité de la défense du territoire amena aux Confédérés *une volonté farouche de tenir tête à leurs puissants voisins* et une réputation les définissant comme *les plus rudes joueurs de la chrétienté* (Buet, 1883, p. 211). Ce développement *prodigieux* d'un prestige militaire *serait inexplicable sans une préparation systématique, une organisation, une doctrine*. Durant le XIV^e jusqu'au XVI^e siècle, *les méthodes d'entraînement physique et moral des Suisses* maintiennent leur supériorité militaire. Le programme éducatif, influencé des méthodes de l'ancienne Grèce, *était basé sur le tétrathlon, le pentathlon, le décathlon de l'antiquité, sur la tradition religieuse, le culte des ancêtres et le respect dû aux mort tombés pour la patrie*. Il est notoire de souligner l'orientation militaire de l'éducation physique dans *la vieille Suisse* (Burgener, 1970, p. 15).

Durant le Moyen Âge, *tout Suisse doit servir de seize à soixante ans, à Bâle dès quatorze ans*. (Burgener, 1970, p. 16) Cependant, les garçons de 12 à 16 ans, *élevés dans une forte tradition militaire, n'attendent certes pas les ordres officiels pour s'exercer aux armes*. Ils se procurent des armes et s'entraînent sous la direction bénévole d'adultes et parfois même de fonctionnaires de l'Etat. Celui-ci encourage alors la jeunesse, subventionne les organisations ad hoc et autorise les revues militaires, les concours, se réservant ainsi un droit de regard sur cette préparation militaire qui comprend le tir à l'arc et à l'arbalète, la course, la lutte, le lancer du javelot le lever de pierre et les évolutions de groupe.

Toutefois, l'école médiévale ne se soucie guère du corps de l'enfant (Bussard, "Éducation physique", 2006). Les Suisses, *soldats dans l'âme, se désintéressaient, semble-t-il, de l'éducation, vouant tous leurs soins à la guerre et à l'élevage, à l'agriculture ou au commerce* (Burgener, 1970, p. 16).

Il faut attendre le XVIII^e siècle afin de parler d'une « éducation physique » véritable, c'est-à-dire *d'un système cohérent et rationnel d'exercices corporels, insérés dans une éducation systématique* (Burgener, 1974, p. 14) et ainsi percevoir la manifestation de *véritables et profondes préoccupations pédagogiques sous l'influence du rationalisme et du piétisme*, philosophies importées de l'étranger. Dans les écoles publiques et populaires, le programme basique

consiste à l'apprentissage du catéchisme, de la lecture, de l'écriture et du calcul. Concernant la gymnastique, on ne pratique et ne tolère que les jeux spontanés et les activités prémilitaires, distinctes de l'école (Burgener, 1974, p. 16).

Dans les hautes écoles municipales, plutôt réservées à une élite intellectuelle moindre, *des exercices corporels, sans rapport avec une culture physique rationnelle, généralisée et obligatoire, apportent aux étudiants une diversion utiles et nécessaire. Les disciplines les plus courantes étant l'escrime, la lutte, l'équitation, quelques jeux de balle et la danse sont enseignées par des spécialistes rattachés aux facultés et munis d'une licence municipale* (Burgener, 1974, p. 17). Néanmoins, la *valeur hygiénique* des exercices physiques n'est pas prise en compte.

Dans les universités, les exercices physiques demeurent un fait marginal. De même dans les gymnases où *on les limite et, parfois, on les proscriit* comme le démontre l'exemple de Josef von Wendel, recteur à Leitmeritz (Bohême) qui publia une ordonnance spécifique :

Il faut que les élèves sachent que les jours de congé ne doivent pas être consacrés aux jeux, mais qu'ils ont été institués pour le repos des professeurs et pour permettre aux élèves de répéter les leçons. Messieurs les professeurs exigeront donc après chaque jour de congé et les autres jours aussi, quand bon leur semblera, un certificat de tout élève afin de contrôler, au vu de leur application, si les jeunes gens se sont abstenus de jouer. Si certains élèves devaient désobéir à cet ordre, ils seront inscrits la première et la deuxième fois dans le livre noir, la troisième fois déclarés fainéants incorrigibles et exclus du collège. (Starke Jugen - Freieis Volk, 1948)

Une vision différente de la société et de l'être humain se développe peu à peu, notamment à travers l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), dans laquelle il recommande *les exercices corporels, la formation des sens et de l'hygiène générale jusqu'aux jeux et exercices utiles, au plein air et aux travaux manuels* (Burgener, 1974, p. 14). Au départ, le courant pédagogique de l'éducation physique ne trouve que peu de partisans, exception faite de quelques *médecins et réformateurs* (Burgener, 1970, p. 16) qui recommandent l'hygiène et les exercices corporels, tels que Samuel André Tissot, médecin ayant rédigé des recommandations précurseuses comme *Avis au peuple sur sa santé* (1761) et « *De la santé des gens de lettres* » (1768) , ou encore le chancelier du gouvernement de Bâle, Isaak Iselin (1728-1782) et son projet relatif aux écoles publiques contenant les exercices corporels et les travaux manuels en tant que discipline régulière de la première à la sixième classe, puis facultatifs dans les années supérieures (Burgener, 1974, p. 16). La majorité des pédagogues et des instituts d'éducation de cette période se réclament de l'auteur d'*Emile*, un traité dans lequel *le corps participe à la*

formation de l'intelligence et à l'éducation (Bussard, "Éducation physique", 2006). Nonobstant le succès considérable des théories de Rousseau, leur influence *reste circonscrite à une classe sociale aisée et seule la démocratisation des écoles et de la pédagogie rendra possible l'application de ses principes à une nation entière* (Burgener, 1970, p. 19). *En renonçant aux disciplines nobles ou prétendues telles, celui-ci postule une éducation physique non militaire, à visée pédagogique.*

À la fin du XVIII^e siècle, *l'éducation et l'instruction des enfants sont essentiellement assurées par la famille, ainsi que par certaines structures locales* (Bussard, 2007). La création d'un système éducatif étatique se dessinera concrètement au cours du début du siècle suivant. En résumé, *les médecins et orthopédistes,⁵ ainsi que les penseurs et les pédagogues⁶ jettent, au XVIII^e siècle, les bases de l'éducation physique moderne* (Bussard, 2007). Celles-ci sont reprises et transformées durant le XIX^e siècle afin d'être intégré dans le processus scolaire.

2.1 La disciplinarisation de l'éducation physique

Au XIX^e siècle, les conceptions hygiénistes ainsi que le rapport dualiste au corps,⁷ notamment celui de l'enfant, amènent une considération accrue sur la notion de « corps sain » et la *nécessité de contribuer autant à la santé physique du peuple qu'à sa santé morale* (Bussard, 2007, p. 47). L'aspect sanitaire de la « gymnastique scolaire »⁸ apparaît désormais comme une évidence, car « l'hygiène, c'est la vie, et la gymnastique rationnellement appliquée est un des plus puissants facteurs de l'hygiène ».

Il est important de relever que la finalité des aspects sanitaires du concept de gymnastique se lie généralement avec la notion de devoir patriotique. En effet, les considérations du courant hygiéniste et éducatif concernant l'éducation physique cèdent inévitablement le pas à celles officialisées du domaine militaire. Comme l'exprime de manière limpide *Daguet*, en 1856 :

« L'éducation physique de la jeunesse doit être un des devoirs de l'Etat. Aussi bien que l'Etat a le droit d'exiger de chacun de ses citoyens une certaine éducation intellectuelle et de l'astreindre à s'en munir, tout aussi bien il peut exiger que l'éducation physique ne soit pas négligée, d'autant plus que la force du peuple armé en dépend, et que tout citoyen doit être soldat. » (Bussard, 2007, p. 67)

⁵ Andry de Boisregard, Ballexserd, Tissot, Verdier

⁶ Rousseau, Basedow, Salzmann, Pestalozzi, GutsMuths

⁷ "*Mens sana in corpore sano*"

⁸ C'est sous le terme « gymnastique » qu'apparaît la discipline désormais dénommée éducation physique dans le contexte relatif aux sources.

Le gymnaste est alors un *fervent patriote et les pratiques qu'il revendique sont l'expression de son attachement à sa Patrie. Tout gymnaste fait ainsi acte d'obédience à une cause dépassant le cadre d'une simple activité physique.* (Bussard, 2007, pp. 57-58) Aux alentours de 1850, plusieurs États européens renforcent la défense nationale en introduisant progressivement la gymnastique masculine pour les écoliers et les soldats. En Suisse, *Clias (1854) recommande la gymnastique scolaire et prémilitaire tandis que Niggeler publie, en 1862, un guide de gymnastique pour les troupes fédérales.* (Burgener, 1984, p. 14)

La notion d'éducation et de patriotisme exprime désormais une complémentarité à travers le nationalisme permanent du XIX^{ème}. L'éducation physique est, en quelque sorte, un vecteur de valeurs au service de « la Patrie ». Cette perception va engendrer une imbrication omniprésente entre la dimension éducative et la perspective militaire de la défense nationale. De plus, un dualisme se ressentira au sein de l'armée, de l'école publique, des sociétés de gymnastique ainsi que des institutions dont le rôle dans la propagation de la pratique de la gymnastique au cours de ce siècle est primordial.

Le rôle civique de la gymnastique est donc prépondérant durant le XIX^e siècle. Celle-ci entre à l'école publique, *non sans quelques balbutiements.* Après le projet manqué de la République helvétique (1868)⁹ désirant *introduire à tous les degrés de la scolarité les exercices du corps* (Bussard, "Éducation physique", 2006), qui n'arrivera jamais jusqu'au Parlement puisque refusé par le peuple (1872),¹⁰ plusieurs villes et cantons inscrivent ceux-ci dans le programme scolaire. C'est notamment le cas de *Morat, en 1833, de Winterthour en 1834 et de Zurich en 1843* (Bussard, "Éducation physique", 2006).

2.2 Le tournant de 1874 et la militarisation de l'éducation physique

Concernant l'ensemble du territoire helvétique, l'adoption de la loi fédérale sur l'Organisation militaire, le 13 novembre 1874, votée par les chambres fédérales, entérine de facto l'immixtion de la Confédération dans la politique de l'instruction publique des cantons et celle du militaire dans le domaine de l'éducation (Bussard, 2007, p. 78). L'État institue hâtivement (décembre 1874) une *Commission fédérale de gymnastique* (CFG) qui se charge de l'élaboration d'une ordonnance et les mesures à prendre, *en collaboration étroite avec les maîtres de gymnastiques* (Burgener, 1974, p. 30). Son rôle consiste à promouvoir la gymnas-

⁹ Projet « *Welti* », du nom du conseiller fédéral et chef du département militaire Emile Welti [1825-1899]

¹⁰ Le 12 mai 1872, la révision de la Constitution fédérale est refusée par 260'859 non contre 255'606 oui et 13 cantons rejetants contre 9 cantons.

tique¹¹ par le biais de *manuels, plans standard pour installations sportives et formation des maîtres* (Marcacci & Busset, "Sport", 2018).

Dans un contexte européen *en pleine effervescence*, les élus du peuple s'efforcent de doter la Suisse d'une armée centralisée afin de garantir la sécurité du territoire helvétique. Voici un extrait d'article de la loi fédérale sur l'Organisation militaire (1874) :

Instruction préparatoire

Art. 81. – « Les cantons pourvoient à ce que les jeunes gens, dès l'âge de dix ans jusqu'à l'époque de leur sortie d'école primaire, qu'ils la fréquentent ou non, reçoivent des cours de gymnastique préparatoire au service militaire.

Dans la règle, ces cours sont donnés par les régents. Ceux-ci reçoivent dans les écoles de recrues de la Confédération (Art. 2) et dans les écoles normales (séminaires) des cantons, l'instruction nécessaire pour donner cet enseignement.

Les cantons pourvoient, en outre, à ce que les exercices de gymnastique préparatoire au service militaire soient suivis par tous les jeunes gens depuis l'époque de leur sortie de l'école primaire jusqu'à l'âge de vingt ans.

Dans les deux dernières années, la Confédération pourra joindre des exercices de tir. La Confédération donnera à cet effet les directions nécessaires aux cantons. ». (Burgner, 1962, p. 35)

Sous l'impulsion de l'Organisation militaire de 1874, *financé par le département militaire fédéral (DMF)*, la gymnastique devient alors obligatoire pour les jeunes écoliers seulement. Dans les faits, tous les cantons ne suivront pas les prescriptions avec la même assiduité.

Afin d'illustrer la conjonction entre l'armée et l'enseignement de l'éducation physique, nous soulignons le fait que les enseignants de cette discipline, généralement des *officiers de milices et dirigeants de clubs* (Furrer, 2008), reçoivent leur formation de gymnastique dans *des écoles de recrues fédérales et centralisées*, dès 1875. C'est à cette date que la CFG propose de procéder à un *examen des aptitudes physiques (Gymnastique)*, *parallèlement à l'examen pédagogique des recrues* (Furrer, 2008).

Des manuels fédéraux (1876 et 1898) concernant uniquement les garçons *prescrivent le programme* (Burgener, 1984, p. 15), applicable dans toute la Suisse. La première version, *L'Ecole de gymnastique pour l'instruction militaire préparatoire de la jeunesse suisse de l'âge de dix à vingt ans*, contient en 98 pages et un format similaire aux règlements militaires, *des exercices d'ordres, à mains libres et aux agrès, répartis selon l'âge* (Burgener, 1974).

¹¹ Dès 1930 Commission fédérale de gymnastique et de sport, dès 1989 Commission fédérale de sport (CFS).

L'école de peloton détient une place importante en comparaison des jeux relégué en un seul paragraphe. La finalité militaire de la gymnastique se matérialise, notamment à travers les manuels fédéraux, et l'obédience martiale de la culturalité du corps se matérialise.



Figure 1. L'heure de gymnastique de collégiens bâlois en 1897 (Musée national suisse, collection Herzog).

La militarisation de la gymnastique constitue, selon Bussard, une caractéristique majeure de l'éducation physique du XIX^e siècle. Cette discipline *participe activement à la construction de l'identité suisse. Le corps viril devient le symbole de l'attachement à la Patrie* (Bussard, 2007, p. 80). L'affirmation de cette virilité n'est pas innocente et, selon George Mosse, est le reflet d'un « *idéal masculin* » prêché par une *société bourgeoise et ses aspirations nationalistes* (Mosse, 1997).

L'éducation physique, à travers la gymnastique, participe donc profondément à la construction et au développement d'une identité suisse. L'auteur Jean-Claude Bussard l'exprime expressément:

« L'assujettissement des finalités spécifiques de la gymnastique à la fonction nationaliste détermine ainsi les pratiques corporelles mises en œuvre dans les sociétés, l'École et l'armée. Instrument de politisation au plan associatif, outil propédeutique de la formation militaire, d'accoutumance aux sens de l'ordre, du devoir et de la soumission en milieu scolaire, outil de préparation physique durant le service armé, l'enseignement de la gymnastique est soumis à la logique utilitaire et patriotique. [...] En demandant des conscrits scolarisés et en contrôlant leurs compétences scolaires par le biais

d'examens pédagogiques des recrues, l'armée exerce une pression considérable sur l'instruction publique. » (Bussard, 2007, p. 80)

2.3 Sportivisation de l'éducation physique

Lorsque débute le XX^e siècle, une révision de la loi sur l'organisation militaire est adoptée le 03 novembre 1907. Dès lors, la connotation patriotique, concrétisée en 1874, s'accroît avec *la création d'une instruction militaire préparatoire (facultative), confiée à la Fédération Suisse de Gymnastique (FSG) pour la partie gymnique* (Marcacci, "Gymnastique", 2015). La réorganisation de l'instruction préparatoire impose désormais la gymnastique masculine durant la durée complète de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire de 7 à 15 ans (10 auparavant). Les ordonnances de 1909 et 1928 réglementent la mise en œuvre et un troisième *Manuel fédéral pour l'enseignement de la gymnastique dans les écoles suisses* (1912) est édité (Burgener, 1974). Il ne s'agit dorénavant plus d'un *règlement de caserne*, mais plutôt d'un ouvrage pédagogique, méthodologique et moderne.

Plus encore, à la fin de la Première Guerre Mondiale, la volonté de *mettre la gymnastique, alors présentée comme la version moderne des vertus militaires confédérales, au service de la défense nationale* s'accroît. Cette « militarisation » atteindra son sommet en 1940 (Marcacci, "Gymnastique", 2015), comme nous le verrons plus en détails dans l'analyse, *avec le projet fédéral visant à rendre obligatoire la préparation physique pré militaire* (soutenu par les fédérations gymniques et sportives mais repoussé en votation populaire).

Un quatrième *Manuel fédéral de gymnastique pour l'éducation physique des garçons de sept à quinze ans* (1927) est publié sous l'auspice d'un renouveau pédagogique généralisé. *L'hygiène, le plein air, les jeux, les sports, les mensurations et le contrôle médical placent les exercices et leur technicité dans une ambiance pédagogique remarquable* (Marcacci, "Gymnastique", 2015).

Ce changement illustre, en ce début de siècle, la lutte, amorcée de manière embryonnaire à la fin du XIX^e siècle, entre les partisans d'une *gymnastique traditionnelle ou allemande, les défenseurs de la gymnastique suédoise et les récents promoteurs du courant sportif* (Bussard, "Éducation physique", 2006).

La première, dont la figure principale est Adolf Spiess, se caractérise par des exercices d'ordre et des exercices libres. Les gymnastes lui *reprochent le manque de considération accordée aux jeux ou lui préfèrent une approche plus hygiéniste* (Bussard, "Éducation

physique", 2006).

Nous l'avons vu auparavant dans la chronologie, l'influence du corps médical attribue aux exercices physiques *une importance sanitaire, anatomique et physiologique*, celle des pédagogues leur confère *une dimension éducative* (Bussard, "Éducation physique", 2006). La variation des pratiques obtient une importance croissante : *les exercices d'ordre (marche en diverses formations) et la gymnastique aux engins côtoient peu à peu des jeux comme le football, les jeux nationaux (lancer et lever de la pierre, lutte) jouxtent les exercices respiratoires* (Bussard, "Éducation physique", 2006).

L'apparition du sport dans les débats concernant l'éducation physique, bien que combattu ardemment par le camp traditionnaliste, devient une réalité et tend à s'imposer comme *une pratique de référence*. Se différenciant intrinsèquement des valeurs véhiculées par la gymnastique, celui-ci *pénètre la société par l'intermédiaire des sociétés et des clubs*, dont le nombre augmente considérablement.

En effet, le phénomène de revendication de l'éducation physique par les partisans des différentes pratiques est attesté par un indicateur révélateur, le nombre exponentiel de fédérations et d'associations qui fleurissent à cette période.¹² Dès 1880, les sports modernes se placent en *sérieux concurrents* (Marcacci, "Gymnastique", 2015) de « l'hégémonie gymnique ». Bien que les milieux à tendances traditionalistes et conservateurs considèrent le sport comme étant *une passion futile et non éducative*, à caractère « anticivique », le contexte de la défense nationale l'emportera sur ces oppositions *en réunissant les sociétés gymniques et les fédérations sportives*. (Marcacci, "Gymnastique", 2015) Au début du XX^e siècle, le conflit d'intérêt n'est encore qu'un prélude.

Certes, les gymnastes, grâce à la gymnastique scolaire, bénéficie du soutien de l'armée et de ses infrastructures ce qui leur permettent de se maintenir face à cette concurrence nouvelle.

Pourtant, une transformation *graduelle*, initié timidement à la fin du XIX^e siècle, par l'apparition et l'expansion des jeux et des sports, est en marche. Les « modernes », tel qu'une figure comme J. Steinemann, maître à Berne, tentent d'accélérer le phénomène, a contrario des « anciens », qui désirent *défendre une gymnastique formelle attachée à la tradition* (Burgener, 1974) et aux valeurs nationales.

¹² Voir « Annexes » n°1, émergences des fédérations et associations sportives en Suisse.

Des débats intenses vont diviser les différents acteurs de l'éducation physique, *les enseignants et les sociétés (gymnastes-sportifs)* notamment.

En 1918, la propagande du courant antimilitariste généralisé assaille désormais *l'éducation physique même, tributaire des subsides fédéraux* (Burgener, 1970, p. 289).

En 1922, après de longs *débats fructueux* (Burgener, 1974) à la Commission fédérale de gymnastique (1916-1920), les deux camps symbolisant les différentes approches de l'éducation physique, trouvent un *accord de fusion*. Le changement de dénomination de l'organe consultatif de la Commission elle-même, dès 1930, caractérise l'évolution : Commission fédérale de gymnastique *et de sport*.¹³

Les fédérations et associations ne sont pas en marge de la transformation, *elles s'ouvrent davantage aux femmes et aux jeunes* (Burgener, 1974, p. 36), l'offre de sports et d'activités se multiplient, ainsi que les infrastructures.

Le processus de « mutation profonde » attire de nouvelles couches sociales (*femmes, jeunes, églises, politique, etc.*) vers la naissante pratique sportive, ce qui conduit inéluctablement à une prise en compte, une adaptation de l'Organisation militaire, notamment concernant l'instruction préparatoire (1907), comme le témoigne les Ordonnances de 1909 et 1928 divisant en trois domaines différents : « La gymnastique, confiée à la haute direction de la Société fédérale (FSG), comporte un cours annuel de 50 à 80 heures : les cours armés attribués aux sous-officiers, combinent les exercices physiques et militaires, tirs compris ; les cours de jeunes tireurs sont réservés aux Carabiniers ». (Burgener, 1974, p. 36)

Malgré les transformations de plus en plus profondes des pratiques sociétales, de la naissance du courant sportif en Suisse relativement bien établi, et les réclamations de nombreux acteurs liés à l'éducation physique désirant une adaptation du « modèle gymnique » sacralisé, la Confédération et les organes décisionnels n'offre que peu de propositions concrètes allant dans un sens progressif. La tradition et le conservatisme priment dans l'argumentaire de la plupart des débats. La gymnastique, détenant une place primordiale dans le curriculum éducatif suisse ainsi que dans les structures externes telles que les sociétés et fédérations, réfute majoritairement le changement qui semble néanmoins de plus en plus inévitable. Dans un texte titré « *Qu'est-ce qu'un gymnaste ?* » et publié par la revue *le Gymnaste suisse*, non sans coïncidence, en 1930, période de questionnement et remise en question, la description précise des caractéristiques spécifiques du gymnaste est sans équivoque :

¹³ Dès 1989 Commission fédérale de sport (CFS).

« Un gymnaste, c'est celui qui, modestement, mais vaillamment [...], sans l'ombre d'un intérêt personnel ni d'un esprit de lucre quelconque, se prépare physiquement à son rôle social, sans oublier l'appel de sa patrie qui peut le réclamer, comme un de ses légitimes défenseurs. Un gymnaste, c'est celui qui s'impose une discipline volontaire, qui s'apprête à lutter sans tous les domaines pour accomplir honorablement sa destinée, qui s'imprègne de sentiments altruistes, de foi patriotique et de cordiale solidarité humaine [...]. Un gymnaste, c'est encore celui qui consacre son temps, ses moyens, sa fortune, sa vie, à l'amélioration de la race, à la rédemption universelle de l'espèce par l'éducation physique de la jeunesse, en vue de son élévation morale et pour en faire éclore non seulement des hommes robustes, mais aussi des citoyens conscients de leurs devoirs, plus encore que de leurs droits ». (Blomart, 1930)

Cette tentative, certes manichéenne, de décrire le gymnaste exprime une idéologie solidement ancrée dans le domaine de l'éducation physique. Le gymnaste, en effet, se sent investi d'une *mission* qui dépasse largement le simple désir de développer harmonieusement son corps (Bussard, 2007). Il obéit à un devoir, celui *de fortifier et de discipliner son corps afin de se mettre au service de la collectivité et de la Patrie* de manière conséquente, notamment en vue de la défense nationale. Il doit être conscient de son rôle moral envers la société, de résilience envers l'indiscipline et de son dévouement total à cet idéal. La discipline est un élément capital, car il *constitue la condition de la pérennité du système* (Bussard, 2007). Selon les valeurs traditionalistes et bourgeoises, le sport apparaît évidemment comme une pratique libertaire et laxiste et parfois même une dérive dangereuse.

Le conflit sectaire entre les différentes idéologies apparaît, inévitablement, dans le contexte de l'éducation physique et le débat se politise. L'importance croissante du sport *se heurte à l'hostilité des gymnastes*, craignant de préserver leurs valeurs propres et *le quasi-monopole qu'ils exercent dans le domaine de l'éducation physique* (Bussard, 2007, p. 187). En outre, le mouvement de sportivisation de la jeunesse helvétique à l'aube du XX^e siècle n'a encore *ni la connotation éducative, ni la dimension morale qui lui sont propres en Angleterre* (Bussard, 2007, p. 178). Toutefois, le sport devient rapidement *une chose sérieuse*, en se structurant et se réglementant. C'est le début de l'institutionnalisation sportive en Suisse, notamment à travers des ancrages tel que Pierre de Coubertin. Il exprime, dans un ouvrage phare, les valeurs positives de la pratique sportive, relié à l'olympisme :

« Nous estimons qu'il existe pour chaque individu un droit au sport et qu'il appartient à la Cité de pourvoir le plus gratuitement possible le citoyen adulte des moyens de se mettre, puis de se maintenir, en bonne condition sportive sans qu'il se trouve obligé

pour cela d'adhérer à un groupement quelconque. » (De Coubertin, *Le droit au sport*, 1926)

Le sport change progressivement son image initialement péjorative en devenant au fur et à mesure *acceptable*, puis, *respectable* (Bussard, 2007). La gymnastique s'adapte, non sans certaines velléités, et débute un processus de sportivisation, en intégrant des jeux et des sports dans ses programmes, principalement à vocation de *pallier le manque d'attractivité de leur discipline* (Bussard, 2007). A l'inverse, mais dans une moindre mesure, le sport s'imprègne de caractéristiques propres à la gymnastique, on parle alors de « gymnastisation » (Bussard, 2007), comme par exemple l'incorporation de l'échauffement élaboré et discipliné.

L'engouement pour le sport, inspiré en partie par le modèle anglais et les étudiants britanniques fréquentant les écoles privées suisses qui s'adaptent à leur clientèle fortunée en reproduisant leur pratique sportive localement, amène la Suisse à se *doter des structures qui vont lui permettre de devenir un véritable phénomène de société* (Bussard, 2007, p. 165). Il règne une *culture associative très vivace au passage entre deux siècles*. La frénésie sportive est telle que *de nombreux journaux spécialisés voient le jour* : *L'Union sportive* (1892), *Der Schweizerische Velosport* (1891), *La Suisse Sportive* (1897), *Schweizer Sportblatt* (1898), *Le Football Suisse* (1903), *Le Sport Suisse* (1905), *Sport* (1908), etc. (Bussard, 2007). Dans la presse traditionnelle, c'est le début des rubriques sportives. La presse joue un rôle non négligeable dans la *propagation des sports*, comme le témoigne *Le Gymnaste Suisse*, non sans une certaine amertume :

« Nous faisons de la belle gymnastique. [...] Nos exercices sont supérieurs. Notre école est une école d'éducation virile et de patriotisme [...]. Toutefois, nous sommes aveuglés par nos vertus. Comme l'autruche, nous avons des plumes superbes, mais nous enfouissons notre tête sous ces plumes pour ne pas voir le danger. [...] Et faut-il dire pourquoi ! Ne le voyez-vous pas ; ne le touchez-vous pas tous les jours du doigt ? Les journaux, tous les journaux, ont des cases spéciales dans lesquelles ils nous le signalent. Voyez-vous ce que c'est : Non. Ce sont les sports ! ». (*Le Gymnaste Suisse*, 1906)

Puis, peu à peu, la *reconnaissance d'une convergence des objectifs de la gymnastique et du sport* apparaît dans les débats, en butant toutefois sempiternellement sur la question de la *suprémie des doctrines*, particulièrement exacerbée lorsque l'enjeu en est l'enseignement de l'éducation physique à l'école. Le degré de convergence entre *les objectifs physiques et moraux des deux doctrines* s'intensifie lorsque *le sport prétend apporter sa pierre à l'édifice patriotique et militaire* (Bussard, 2007). Dans le contexte de l'après-guerre, marqué par le

conflit, le rôle de l'éducation physique est prôné : « *Les services rendus par L'Éducation physique ne s'arrêtent pas à l'individu ; ils s'étendent à toute la nation et aux générations futures. C'est pour la Patrie que nous jouons.* » (Communications, 1918)

La finalité patriotique de l'exercice physique, qui était auparavant l'apanage de la gymnastique, de la lutte et du tir (Bussard, 2007, p. 197), concerne désormais le sport. Ce *phénomène d'imbrication du sport et du militaire*, qui entraînera dans les années 1940 une *phase de militarisation du sport*, est basé sur « La construction du mythe de la pérennité d'une tradition sportive suisse » (Bussard, 2007, p. 197), mythe relevant en grande partie à l'œuvre de Coubertin.

Le patriotisme sportif se développe également à l'aube des olympiades et des compétitions internationales valorisant les nations sportives et renforçant un sentiment de cohésion nationale.

En 1926 se déroule, à Lausanne, la Conférence de l'Union pédagogique universelle. Celle-ci proclame, dans la mouvance de Coubertin, le droit au sport pour tous et responsabilise le monde politique en ce sens. Elle détermine finalement la place respective *dans le domaine de l'éducation physique en soulignant que « la gymnastique est préparatoire au sport »* (De Coubertin, Le droit au sport, 1926). Le débat sémantique ("Le problème de la fusion des mots "gymnastique et sports"", 1922), illustrant *une profonde mutation des concepts*, la symbiose croissante du sport avec la gymnastique et de nombreuses tentatives de définitions et classifications de ceux-ci, s'achève : « La gymnastique épouse la cause du sport pour devenir sport à son tour ». (Bussard, 2007, p. 205)

Concernant le cadre éducatif, le sport scolaire revêt une double potentialité à la fois normative et libertaire (Bussard, 2007). Comme l'exprime distinctement Bussard :

« Il (sport scolaire) est à l'image de l'École, encore fortement imprégnée de sa mission normative issue du XIX^e siècle et que d'aucuns voudraient réformer pour en faire un lieu où s'apprennent l'indépendance et l'autonomie. L'école publique est perçue comme une institution dans laquelle l'enfant perd sa liberté d'agir, où il doit passer du statut d'enfant libre à celui d'un élève attentif et discipliné. Le rôle qui est attribué dans ce contexte à l'éducation physique évolue dans les premières décennies du siècle. [...] L'éducation physique prend graduellement conscience de l'importance d'accorder à l'élève un pouvoir accru sur son développement physique, intellectuel et moral. Elle n'en demeure pas moins au service d'impératifs idéologiques, sanitaires et écono-

miques qui continuent à orienter le façonnement du corps et de l'idéal qu'on s'en fait. ». (Bussard, 2007, p. 185)

L'éducation physique scolaire, au début du XX^e siècle, en Suisse, est, nous l'avons vu, divisée par les conflits, *dont l'enjeu est le monopole de son enseignement*. La période allant de 1928 à 1940 révèle *trois influences prépondérantes* dans le contexte de l'éducation physique : « Au début, celle des pays de l'Europe centrale (Autriche, Tchécoslovaquie) et de leurs nouvelles méthodes éducatives, puis celle de l'Allemagne hitlérienne dont les efforts prodigieux en faveur de l'éducation physique paramilitaire stupéfiaient le monde, enfin celles, conjuguées, du scouting et des pays nordiques. Parfois, l'influence anglo-saxonne fut reléguée au second plan, elle qui était la source-même des sports. » (Burgener, 1970, p. 310)

Dans les années 30, le contexte politique international et diplomatique influence de manière significative le rapport à l'éducation physique. Les dictatures italienne et allemande, imitées par d'autres pays, *créent une jeunesse d'État et militarisent les sports* de manière extrême (Burgener, 1974, p. 36). En effet, en Allemagne, entre 1933-1937, Hitler opère *sa politique militariste et ses armements spectaculaires*. Durant l'été 1936, Le Département militaire fédéral (DMF) obtient un rapport détaillé ¹⁴ concernant la jeunesse fasciste et un autre sur les Jeux olympiques de Berlin et la mise en lumière de la préparation physique allemande. La loi sur la Jeunesse hitlérienne est décrétée le 1^{er} décembre de la même année.¹⁵ Certains milieux, en Suisse, se montrent impressionnés voire favorable à l'imitation de ces structures « déviantes et despotiques » et estiment qu'une instruction prémilitaire plus complète et obligatoire doit être mise en place. Plus encore, la menace créée par le réarmement des États totalitaires amène les Suisses à accepter, en 1935, *la prolongation des écoles de recrues et les cours de répétitions* (Burgener, 1984, p. 17). Un premier projet émanant du Service de l'infanterie (août 1937), qui devient le troisième projet, agréé par le Conseil fédéral (décembre 1939) témoigne d'une volonté de modification de l'Organisation militaire, dans le contexte menaçant d'un *pays cerné par les puissances totalitaires* (Burgener, 1974, p. 38). Il prendra forme en 1940 puis sera soumis à référendum en 1941 et rejeté par la population et les cantons. La Confédération, *se fondant sur les pleins pouvoirs qui lui étaient conférés du fait de la guerre*, édicta en 1941 *une nouvelle ordonnance sur l'instruction militaire préparatoire lui monopolisant la compétence de la formation des moniteurs* (Furrer, 2008). *Encadrée par la toute ré-*

¹⁴ Rapport de Rome, 20 juin 1936, Rapport de Berlin, juillet 1936, classeurs de HEFSM (Burgener, 1970, p.371).

¹⁵ Date identique pour le plébiscite sur la votation fédérale (1^{er} décembre 1940).

cente Centrale fédérale d'instruction préparatoire pour la gymnastique, le sport et le tir, leur formation commença dès 1942 sur le site de Macolin. (Furrer, 2008)

3 L’instruction militaire préparatoire et l’éducation physique [1941-1972]

Instruction militaire préparatoire obligatoire ?

Nous l’avons vu précédemment dans la chronologie, l’instruction militaire préparatoire prend forme, en Suisse, avec le premier projet réformateur de l’armée en 1868, afin d’encourager *le développement physique des jeunes gens entre la fin de leur scolarité et leur école de recrues* (Furrer, 2008). Puis, en 1874, l’Organisation militaire rend obligatoire *l’enseignement de la gymnastique, financé par le DMD, aux jeunes gens d’âge scolaire seulement*. En 1904, un examen de gymnastique au recrutement est introduit. Il est constitué par *des épreuves de saut en longueur, de lever d’haltères et d’une course de 80 m*. L’ordonnance de 1909 sur *l’instruction militaire préparatoire facultative, considérablement augmentée par celle de 1928, valorise les offres de diverses organisations de droit privé, parfois concurrentes, proposant l’instruction gymnique (SFG) et l’instruction au tir (Société suisse des officiers)*. Un nouveau projet de révision, impulsé en 1937 par le DMF, se précise en 1939 et désire instituer *une instruction centralisée comprenant trois types de cours obligatoires (gymnastique, tir et cours prémilitaires) pour les jeunes aptes au service*. L’instruction prémilitaire postscolaire symbole profondément l’interventionnisme de l’Etat.

L’été 1940 correspond à *l’apogée militaire allemand en Europe* (Burgener, 1970, p. 396). La « Wehrmacht » est victorieuse *en Pologne, en Scandinavie, en Hollande, en Belgique et en France*. Cependant, il symbolise aussi les prémices d’une possible victoire, avec la résistance anglaise et l’aide américaine naissante (Burgener, 1970, p. 396).

Il est nécessaire de prendre en considération le contexte international et son effet psychologique par rapport à la volonté confédérale, soutenu par la majorité des cantons, d’assimiler l’éducation physique à la défense nationale en recourant à une instruction militaire préparatoire obligatoire pour la jeunesse masculine. En suisse, *une certaine fatigue se manifeste, motivée par les mobilisations ayant maintenu les unités d’élite plus d’une année sous les drapeaux* (Burgener, 1970).

L’élaboration finale du projet, en 1939, *est hâtée et influencée par la situation politique et militaire mondiale*, peut-être à l’insu des milieux concernés :

« Les succès prodigieux de la Wehrmacht en Pologne se placent entre la rédaction du troisième projet et l’agrément du Département militaire fédéral ; la guerre russo-finnoise, commencée le 30 novembre 1939, se termine par la paix du 12 mars 1940 ; la discussion au Conseil des États a lieu au début d’avril, quelques heures avant l’invasion du Danemark et de la Norvège ; celle au Conseil national suit le désastre des armées alliées en France, la retraite de

Dunkerque et précède l'armistice franco-allemand de quelques jours seulement ». (Burgener, 1970, p. 382)

3.1 L'Organisation militaire de 1940

Le projet de la *Loi fédérale* modifie, le 8 juin 1940, les *articles 103 et 104 de la loi du 12 avril 1907 sur l'Organisation militaire* comme suit :

Art. 103

La Confédération veille, d'entente avec les cantons, à ce que tout Suisse, dès l'âge de 16 ans et qu'à ce qu'il soit en âge de servir, reçoive une instruction militaire qui le prépare au service.

La Confédération prend à sa charge les frais de l'instruction militaire préparatoire.

L'instruction militaire préparatoire comprend les cours suivants :

- a) L'enseignement de la gymnastique pour les jeunes gens de 16, 17 et 18 ans ;
- b) Les cours pour jeunes tireurs de 17 et 18 ans ;
- c) Le cours préparatoire militaire pour les jeunes gens de 19 ans reconnus aptes au service.

Des examens obligatoires ont lieu annuellement pour pousser les jeunes gens à pratiquer la gymnastique avant d'être astreints au service militaire.

Seuls sont tenus de suivre les cours de gymnastiques prévus sous la lettre *a* les jeunes gens qui n'ont pas obtenu les résultats minimums aux examens annuels obligatoires.

La participation aux cours pour jeunes tireurs et aux cours préparatoires militaires prévus sous lettre *b* et *c* est obligatoire.

Les officiers subalternes et les sous-officiers de l'élite (20-32 ans) sont tenus de donner, dans les cours préparatoires militaires, l'enseignement dont ils sont chargés par les autorités militaires de la Confédération et des cantons.

Un examen des aptitudes physiques a lieu lors du recrutement.

Les cours d'instruction militaire préparatoire ne doivent être donnés qu'exceptionnellement le dimanche.

Art. 104

La Confédération subventionne de même les associations et encourage, en général, tous les efforts qui, dans l'intérêt de la défense nationale, visent à donner une éducation physique aux jeunes Suisses ayant accompli leur scolarité obligatoire. (Burgener, 1970, p. 383)

Suite à la création d'un comité référendaire, *issu de certains milieux de tendance religieuse (protestante et catholique)* et composé pour beaucoup d'enseignants et/ou de pasteurs, un plébiscite a lieu, en dépit de *l'adhésion presque unanime* de la presse, *l'accord presque complet dans les associations de gymnastiques et de sport* (Burgener, 1970, p. 396).

Effectivement, malgré la gravité de la situation, certains députés s'opposent au projet comme par exemple *J. Piller, catholique conservateur de Fribourg* :

« Il s'agit d'organiser l'avenir ou, en d'autres termes, d'étendre les obligations militaires pour après la guerre, à l'exemple de ce qui se fait dans d'autres pays, en particulier dans les états totalitaires. Il s'agit de l'éducation future de la jeunesse masculine. Nous ne sommes pas encore un Etat totalitaire ; nous ne voulons pas l'être... Mettre la main sur la jeunesse pour la militariser est une des caractéristiques des Etats totalitaires... nous espérons que l'après-guerre aura, en cette matière, des exigences un peu différentes de celles de la guerre ». ¹⁶

Le 1^{er} décembre 1940, date de la votation fédérale, le peuple rejette à hauteur de 434 817 non (55.7%) contre 345 430 oui (44.3%) la modification de la loi sur l'organisation militaire visant à rendre obligatoire l'instruction militaire préparatoire en dépit de la pression morale exacerbée par la situation européenne. Seuls cinq cantons ont accepté sur le total de vingt-deux (Zurich ; Soleure ; Bâle (Ville et Campagne) ; Schaffhouse et Genève). ¹⁷

Ainsi, *aucune des trois tentatives (1868-1874 ; 1895 ; 1940) de rendre obligatoire l'instruction prémilitaire des jeunes de seize à vingt ans* n'a été acceptée.

Pourtant, ses partisans, se basant sur le cadre légale de *l'instruction facultative*, à partir de l'ordonnance de 1909, prennent l'initiative d'intervenir, *soit au DMF, soit d'agir eux-mêmes dans le cadre de leur jeunesse* (Burgener, 1970, p. 405).

Une semaine écoulée après le plébiscite, l'assemblée des délégués de la Société suisse des maîtres de gymnastique¹⁸ adresse au DMF une *requête sur la gymnastique scolaire*.¹⁹ Celle-ci, en plus d'un rappel des *bases légales*, sollicite une activité plus importante de la part des cantons, supervisés par des inspecteurs de gymnastique (Burgener, 1970). Selon les auteurs, « la Confédération devrait veiller à l'application des mesures légales, par exemple les constructions sportives, l'enseignement dans les écoles normales (trois heures hebdomadaire), par des inspections directes et bienveillantes, et exiger un rapport sur l'ensemble tous les trois ans. » (Burgener, 1970) . Ils réclament finalement la création d'un *livret d'aptitudes physiques (Leistunbsbuch)* personnel pour chaque élève, *pièce à produire au recrutement, où seraient inscrits les mensurations, résultats athlétiques, l'activité dans les sociétés et les mouvements de jeunesse*. (Burgener, 1970, p. 406)

¹⁶ Bulletin sténographique officiel, Conseil des Etats, Session d'été 1940.

¹⁷ D'après l'Annuaire statistique de la Suisse, 1940, Berne, p.414.

¹⁸ Fondée en 1858.

¹⁹ In *Education physique*, 1941, n°33.

C'est aussi le cas dans le canton de Berne. Dès le printemps 1941, *le Conseil d'Etat bernois charge sa direction militaire d'organiser l'instruction préparatoire cantonale* (Burgener, 1970, pp. 407-408). Le 15 mars 1941, *les délégués des sociétés sportives, militaires, scouts et pédagogiques* tiennent une conférence à Berne. Il y est établit *les bases de l'action nouvelle appelée Jeunesse sportive (wehrhafte Jugend)* qui veut attirer, par le biais d'un système de récompenses selon les résultats au test sportif, donc de la performance, les jeunes à donner leur maximum.

« Ce système greffé sur la gymnastique préparatoire vise moins les gymnastes, déjà préalablement embrigadés, que le reste de la jeunesse ; aussi voit-on les associations sportives (football, athlétisme, etc.), les éclaireurs, les cadets, les sociétés religieuses mobiliser leurs membres, les entraîner et les présenter aux examens ». (Burgener, 1970, p. 408)

L'interventionnisme gouvernemental témoigne d'un succès éloquent dans le sens de la militarisation physique de la jeunesse, soutenu par divers milieux (gymnastes, carabiniers et militaires) et malgré le revers plébiscitaire de 1940. Le gouvernement profite, en partie, des pleins pouvoirs *accordés par le Parlement pour la durée de la guerre, ce que l'opposition catholique, protestante et socialiste avait admis*. (Burgener, 1974, p. 40)

Selon l'historien Louis Burgener, les mesures prises vont transformer tout à fait l'influence de l'Etat :

« Jusqu'en 1940, celui-ci avait disposé d'un personnel administratif très réduit, car la direction technique était confiée aux fédérations et à leurs sociétés locales, c'est-à-dire à des amateurs qualifiés et bénévoles. Dorénavant, l'Etat entend diriger lui-même la gymnastique postscolaire par ses fonctionnaires techniques, fédéraux ou cantonaux. Un office central obtient la haute direction et la formation des moniteurs de clubs ; il s'appuie sur des succursales, ses offices placés auprès des Directions cantonales des Affaires militaires. Ces cadres professionnels vont établir peu à peu un réseau technique et administratif dans lequel viendront s'insérer les fédérations et les clubs qui désirent participer au programme fédéral (c'est-à-dire recruter de nouveaux membres) et obtenir des subsides qui deviendront bientôt indispensable à la survie de ces sociétés. » (Burgener, 1974, p. 40)

De plus, les diverses revendications émanant de différents cantons (Berne et Zurich notamment) et milieux, sont soutenus indirectement par l'ordre du général Guisan concernant *l'intensification des exercices physiques à l'armée*. (Burgener, 1970, p. 414)

3.2 L'Ordonnance de 1941

La révision, le 1^{er} décembre 1941, de l'ordonnance de 1928 est réalisée avec la volonté « d'étendre l'instruction préparatoire traditionnelle » et « l'ajout du livret d'aptitudes physiques à titre de stimulant moral » (Burgener, 1970). Cette révision, quoiqu'étonnante par rapport à son caractère coercitif et au contexte de refus populaire de 1940, reflète l'aspect extraordinaire de mesures prises en temps de guerre et sous le bénéfice des *pleins pouvoirs contrôlés par une commission parlementaire*.

Les *stipulations* essentielles de la révision sont : les trois heures de gymnastiques imposées aux écoliers (auparavant deux) ; le passage, au terme de la scolarité obligatoire, d'un examen de gymnastique dont les résultats, communiqués au DMF, se voient inscrits dans le livret d'aptitudes physiques. *Il fait désormais partie intégrante du livret de service*²⁰ et sert de pièce officielle lors du recrutement, de promotions militaires et lors d'une candidature professionnelle. Celui-ci contient les données médicales et anthropométriques, les résultats d'athlétisme, de tir, la mention de l'insigne sportif suisse, etc.

Puis, les cantons établissent un rapport de situation, tous les trois ans, et *ils sont invités à instituer la gymnastique dans les écoles secondaires, professionnelles et complémentaires* (Burgener, 1970, p. 415). « Les élèves doivent en outre avoir l'occasion de s'entraîner suffisamment, en particulier dans les jeux, la natation et le ski ». ²¹

Concernant l'éducation physique scolaire, l'organisation de l'enseignement de la gymnastique est l'objet d'un arrêté du Département militaire fédéral en 1942 ²² spécifiant l'aspect administratif et techniques : trois leçons d'éducation physique sont généralement dispensées, mais selon les variantes dépendantes de la « géographie du territoire » :

- a) Trois heures, plus une activité sportive complémentaire (sports d'été, d'hiver, jeux, excursions, gymnastique appliquée) ;
- b) À la campagne (situation peu propice) : deux heures et le programme complémentaire en plus ;

²⁰ Ordonnance sur l'Instruction préparatoire, du 1^{er} décembre 1941, 18 pages.

²¹ Ordonnance sur l'Instruction préparatoire, du 1^{er} décembre 1941, 18 pages.

²² Arrêté du DMF, 15 avril 1942, 4 pages.

- c) En montagne (conditions très pénibles ; écoles d'hiver) : deux heures, ski et gymnastique appliquées y compris. (Burgener, 1970, p. 439)

Les cantons ont la charge de surveillance de l'enseignement, basé sur le cinquième manuel fédéral de 1942, et l'entretien des stades, halles et du matériel leur incombe. De plus, il leur est recommandé de confier la surveillance technique de la totalité de l'enseignement physique à des spécialistes.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, les sports et l'éducation physique vont connaître un engouement viral dont témoignent *les championnats d'armée, l'insigne sportif, le Sport-Toto, etc.* (Burgener, 1970, p. 538). La performance devient prépondérante, même dans le domaine scolaire. L'éducation physique va alors connaître une période de diffusion unique :

« Elle conquiert les villages et les hameaux ; elle prêche le retour à la nature, s'accommode d'installations simplifiées, de fortune parfois et répand la gymnastique d'application dans la campagne. » (Burgener, 1970, p. 538)

3.3 L'examen physique obligatoire de fin de scolarité

L'examen physique, *imposé par l'ordonnance de 1941 (art. 9) et fixé en détail dans les arrêtés du DMF du 1^{er} mars 1942 et du 9 janvier 1945*, représente vraisemblablement *le premier contrôle fédéral de la gymnastique à l'école* (Burgener, 1970, p. 448). Cet examen, véritable *antichambre de l'instruction préparatoire*, consiste en plusieurs disciplines, certaines à choix :

« La course de 80 mètres, le saut en longueur avec élan, le lancer à distance d'une petite balle de cuir, le jet de boulet de 4kg., gauche-droite, 16 km. De marche ou une journée à ski, grimper à la perche, à la corde ou travail à la barre fixe, sauts de mouton »

Il y avait en plus, des épreuves facultatives :

« Saut en hauteur avec élan, nager 50m. et plongeon du tremplin d'un mètre, course 1 km., examen technique de ski. »²³

L'aspect « polysportif » et la variété est remarquable, et symbolise la tendance, dans l'activité postscolaire, à une éducation physique multiple. Des disciplines d'athlétisme aux exercices d'endurances, de forces en passant par la gymnastique aux engins et à différents sports, l'examen se veut polyvalent. Bien que les exigences minimales pour la réussite de celui-ci ne soient pas difficiles, il faut toutefois *satisfaire dans toutes les branches puisqu'aucune compensation n'est possible.* (Burgener, 1970, p. 485)

²³ *Prescriptions d'exécution*, Département militaire fédéral, 1^{er} mars 1942, 31 pages.

Le candidat se présente en premier lieu à l'examen du groupe A (instruction de base). Les exigences minimales sont échelonnées selon 3 catégories d'âges : 15 ans ; 17 ans ; 19 ans.

Disciplines	Exigences minimales		
	15 ans	17 ans	19 ans
Course 80 mètres	12" 8	12"	11" 6
Saut en longueur	3,50 m.	3,90 m.	4,10 m.
Lancer d'un engin de 500 gr., 15-17 ans: à distance	18 m.	25 m.	
De 17-19 ans: dans un cercle de 7 m. de diamètre, à		25 m.	25 m.
Lever d'haltère av. élan, 10 fois de chaque bras	12 kg.	14,5 kg.	17 kg.
Grimper à la perche verticale, 5 m.	8"	7"	6" 6
ou à la corde, 5 m.	12"	10"	9"
ou tronc lisse, 4 m. (diamètre 20 cm.) . .	temps illimité		
Jet du boulet, 4 kg., g. et dr. additionnées . .	12 m.		
Boulet de 5 kg.		13 m.	15 m.
Course de 1 km.	4' 30"		
Course de 3 km.		16'	14' 30"
Marche 20 km.	5 h.		
Marche 25 km.		5 h.	5 h.
<i>Discipline facultative :</i>			
Saut en hauteur	100 cm.	110 cm.	120 cm.

Figure 2. Tabelle des exigences du groupe A pour le test sportif postscolaire, BURGENER Louis, La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse, Kraus Reprint, Nendeln/Liechtenstein, 1970, p.485.

En continuation de l'examen du groupe A, afin de courtiser les sportifs de toutes tendances et motiver les jeunes à pratiquer différentes disciplines, la possibilité est offerte aux candidats de participer à des examens à option, dénommés groupe B. Par exemple, il y a des examens de canotage (canoë), marche avec paquetage, gymnastiques aux engins, vol à voile, navigation (ponton), bicyclette, aviron, vol (avion à moteur), ski.

De plus, des cours à option, dits du groupe C, sont mis en place. Il constitue chacun 30 heures d'instruction ou cinq jours consécutifs. *L'autorité fédérale renonce alors au système des examens brefs, faciles à contrôler, et reconnaît un entraînement technique spécialisé :*

« Tir à l'arbalète (garçons de 15-16 ans), radiotélégraphie, topographie, tir au petit calibre (garçons de 15-16 ans), aviation, navigation aérienne, combat rapproché (boxe, par exemple), travaux de pionnier et de campeur, programme des pontonniers, natation, vol à voile, signalisation, ski, alpinisme, premiers secours, excursions ».

Ces différents entraînements spécialisés caractérisent distinctement l'aspect militaire de l'éducation physique avec ses visées guerrières et nationalistes.

La variété des disciplines révèle la volonté d'assurer un recrutement étendu à tous les milieux sportifs. Car l'examen sportif postscolaire est un « terreau fertile » pour l'instruction préparatoire.

Le moyen de pression le plus efficace de cette structure d'éducation physique militariste est le cours complémentaire obligatoire *imposé aux conscrits n'obtenant pas la note minimum (2) dans chacune des six épreuves physiques du recrutement* (Burgener, 1970, p. 486). Cette menace, *motivée par la guerre et les pleins pouvoirs*, constituant une *pression antilégale*, favorise un nombre important de « volontaires » à l'instruction préparatoire.

Voici les statistiques concernant les examens de type A, B et C entre 1942-1946 :

	1942	1943	1944	1945	1946
Total des jeunes gens en âge d'instruction préparatoire	155'305	150'300	130'600	135'180	139'250
Participants à l'examen A	50'646	50'473	56'633	58'267	49'995
Réussis	28'156	28'451	32'276	36'335	31'590
Participants à la marche	36'427	55'957	63'437	62'096	47'422
Accidents	162	191	143	204	118
Participants aux examens B	5'190	6'966	7'426	6'645	5'322
Participants aux cours C	4'204	14'128	29'160	35'384	22'618
Moniteurs formés dans les cours fédéraux	1'355	1'902	1'886	2'567	1'318

Figure 3. Statistique établie par l'Ecole fédérale à Macolin, in BURGNER Louis, La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse, Kraus Reprint, Nendeln/Liechtenstein, 1970, p. 491.

La participation est plus forte que dans l'ancienne formule de l'instruction préparatoire. Dès 1945, à partir de la décision du 9 janvier,²⁴ *les épreuves du groupe B sont réduites à 7* et les cours du groupe C augmentent dans le but *d'attirer plus de sportifs spécialisés* (Burgener, 1970, p. 491). Par exemple, le cours de combat rapproché *se scinde en cours de boxe, de judo (jiu-jitsu) et de lutte*. Le tir au petit calibre, l'aviation et la navigation aérienne, quant à eux, disparaissent. En revanche, des cours nouveaux sont prévus : athlétisme léger, aviron, basket-ball, cyclisme, escrime, football, gymnastique, gymnastique aux engins, handball, hockey sur glace, hockey sur terre, canoë, patinage, ponton civil, tennis et véhicule à moteur.

L'apport de l'Office fédéral de Macolin dans la propagation de l'éducation physique post-scolaire est indéniable. En effet, outre le bulletin mensuel de l'institution, le service de propagande « tourna des films d'informations générale ou de nature technique, organisa des centaines de séances de cinéma dans toute la Suisse et servit la presse de communiqués et d'articles ». (Burgener, 1970, p. 495)

3.4 L'insigne sportif suisse, témoin d'une éducation physique masculine efficiente ?

Destiné initialement aux adultes, l'insigne sportif suisse était patronné par l'ANEP, l'Association nationale d'éducation physique. Dès 1941, l'idée d'un brevet sportif populaire émergea. Celle-ci découle de la volonté, notamment de l'ANEP et du DMF, d'astreindre la population à un entraînement régulier et généraliste. Afin de toucher un public des plus importants, il s'articulait autour de cinq groupes d'épreuves, dans lesquelles il fallait choisir au moins une des différentes disciplines : une course de vitesse, un saut, un jet ou un lancer, une spécialité (vélo ; nage ; etc.), une épreuve de fond (Burgener, 1970, pp. 418-419). Les performances étaient différenciées à travers des catégories d'âges, et furent adaptées afin de ne pas *éloigner les sportifs moyens*. Les facilités accordées aux soldats, à l'origine, conférèrent à l'insigne sportif *un succès prodigieux, mais éphémère*. Au total, environ 50'000 Suisses réussirent ce brevet sportif, au moins une fois. Car celui-ci présente deux difficultés, qui lui confèrent une dimension méritoire : *Il faut obtenir dans les disciplines choisies une performance minimale ; aucune compensation n'est admissible d'une branche à l'autre* (Burgener, 1970). il est, en plus, nécessaire de repasser les épreuves à intervalle régulier et de payer, à chaque fois, *une finance minime*.

²⁴ *Examens des Aptitudes physiques*, 28 pages, 9 janvier 1945.

Le processus d'obtention du titre, ainsi que son renouvellement régulier, exigent ainsi des candidats un entraînement systématique, continu et une polyvalence sportive. Ils devaient généralement se préparer à l'intérieur des associations sportives et fédérations affiliées à l'ANEP, qui leurs procurait un entraînement spécifique au test d'obtention de l'insigne avec des moniteurs agréés et le matériel adéquat. L'examen se concentre sur les capacités cardiaques et pulmonaires, l'adresse, la vitesse et l'endurance.

Malgré ces multiples contraintes, le nombre de candidats, dès la première année, prouve l'intérêt de la population suisse pour l'éducation physique.²⁵

Voici le règlement de l'insigne sportif suisse, publié dans la revue militaire suisse en 1941 (Grosjean, 1941) :

Règlement de l'insigne sportif suisse

I. Dispositions générales

1. L'association Nationale d'Education Physique (ANEP), en tant qu'autorité sportive supérieure, décerne, à titre de récompense, pour performances multiples, accomplies dans la pratique des exercices physiques, une mention officielle, « insigne sportif suisse ». Celui-ci est placé sous le patronage du Département militaire fédéral.
2. L'insigne sportif suisse a pour but d'engager les citoyens suisses, dans l'intérêt de la santé publique, à pratiquer des exercices physiques rationnels pour se maintenir en forme jusqu'à un âge avancé, ce qui les obligera à un entraînement systématique et continu.
3. L'insigne sportif suisse est décerné sur la base d'une série de performances déterminées accomplies. L'examen porte avant tout sur la force du cœur et des poumons, l'adresse, la vitesse et l'endurance.
4. L'insigne sportif suisse peut être obtenu par tout citoyen suisse jouissant d'une bonne réputation,
 - a) s'il a accompli sa 18^e année ;
 - b) s'il a rempli les conditions prescrites par le règlement.
5. Il est décerné en trois valeurs, soit en bronze, en argent (argenté), en or (doré).

Reçoit l'insigne en *bronze* :

celui qui, dès sa 18^e année accomplie et jusqu'à la 32^e, remplit les conditions fixées par le règlement.

Reçoit l'insigne en *argent* :

²⁵ 30'192 candidats pour l'insigne sportif suisse en 1941.

celui qui, dès la 32^e année accomplie et jusqu'à la 40^e, remplit les conditions fixées par le règlement.

Reçoit l'insigne en *or* :

celui qui, dès la 40^e année accomplie, remplit les conditions fixées par le règlement.

6. L'insigne sportif national ne peut être porté que par l'ayant droit. Le droit de le porter s'éteint à la fin de la deuxième année qui suit l'examen, si le porteur n'a pas, entre-temps, passé avec succès un nouvel examen, correspondant à la classe d'âge à laquelle il appartient.

Celui qui a obtenu l'insigne sportif dans la 5^e classe d'âge est autorisé à le porter à vie.

Le port abusif de l'insigne est interdit.

Les conditions requises pour l'obtention de l'insigne sportif suisse sont les suivantes :

II. CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DE L'INSIGNE SPORTIF SUISSE.					
Groupes d'épreuves	Classes d'âge				
	1. 18-20 ans	2. 21-32 ans	3. 33-40 ans	4. 41-50 ans	5. 51 ans et plus
I. 1a Course : 80 m.	11 ² / ₅ ''	—	—	—	15''
1. Course : 100 m.	—	13''	14''	16''	—
2. Course : 400 m.	—	65''	75''	80''	100''
II. 1. Saut en longueur avec élan. . .	4,50 m.	4,90 m.	4,50 m.	3,80 m.	3,00 m.
2. Saut en hauteur avec élan. . .	1,20 m.	1,30 m.	1,25 m.	1,15 m.	1,00 m.
III. 1a Jet du boulet : 5 kg.	8,5 m.	—	—	—	8,5 m.
1. Jet du boulet : 7 ¹ / ₄ kg.	—	8 m.	7,5 m.	7 m.	6,5 m.
2. Lancer du disque : 2 kg.	20 m.	24 m.	22 m.	20 m.	18 m.
3. Lancer du javelot : 800 gr. . . .	25 m.	30 m.	27 m.	24 m.	20 m.
4. *Jet de la pierre : 15 kg.	8 m.	9 m.	8,5 m.	8,5 m.	8 m.
*(gauche et droite additionnés, sans élan)					
IV. 1. Natation, eau morte/eau courante	50/100 m.	50/100 m.	50/100 m.	50/100 m.	50/100 m.
2. Ski	Test 2 de l'A.C.S.C.				
3. Tir : fusil ou	300 m. 6 coups cible 5, 19 p. 6 t. à terre ou à genoux				
pistolet	50 m. 6 coups cible P. 18 p. 5 t.				
4. Gymnastique aux engins	Conditions S.F.G.				
5. Cyclisme : 1 km.	1' 50''	1' 45''	1' 50''	2' 00''	2' 30''
6. Equitation	Conditions F.S.S.E.				
7. Aviron, eau morte, skiff-yole . .	Conditions F.S.S.A.				
V. 1a Marche : 25 km.	5.00 h.	—	—	—	5.00 h.
1. Marche : 35 km.	—	6.15 h.	6.30 h.	7.00 h.	7.30 h.
2. Course : 10 km.	—	55'	1.00 h.	1.15 h.	1.30 h.
3a Ski : 8 km. fond	45'	—	—	—	—
3. 16 km. fond	—	1.30 h.	1.40 h.	1.50 h.	2.00 h.
4. Cyclisme : 80 km.	—	4.00 h.	4.30 h.	5.00 h.	5.30 h.
(supprimé temporairement)					
5. Cyclisme : 20 km.	50'	45'	50'	55'	1.00 h.
6. Aviron, skiff-yole	Conditions F.S.S.A.				
7. Natation, eau morte/eau courante	600/1000	800/1000	800/1000	800/1000	800/1000

Figure 4. Tableau des conditions requises pour l'obtention de l'insigne sportif suisse, GROSJEAN, G., L'insigne sportif suisse in Revue Militaire Suisse, n°86, 9, 1941.

Dans la presse de 1941, l'année de lancement de la distinction sportive, on en parle comme d'une *œuvre d'éducation nationale*, comme par exemple dans l'article explicatif de *l'Impartial* « Qu'est-ce que l'insigne sportif suisse »²⁶ :

« L'insigne sportif suisse est une œuvre d'éducation nationale. Son but est d'engager chacun à pratiquer les exercices physiques jusqu'à un âge avancé. Il doit répandre chez nous « l'habitude » d'un entraînement régulier et nous permettre de pratiquer des sports divers. Ne croyons pas que la création de l'insigne sportif ait été décidée pour remplacer l'instruction prémilitaire obligatoire. Non, l'idée en fut conçue antérieurement; la mobilisation et des soucis d'ordre financier ont seuls retardé la mise en chantier de cette initiative intéressante.

Les hommes de 18 à 50 ans et plus seront examinés dans diverses disciplines sportives, athlétisme, natation, ski, gymnastique, tir, cyclisme, aviron, équitation, marche, et devront atteindre, selon les épreuves choisies, au résultat minimum correspondant à leur âge.

Déjà à Lausanne, Zurich et Berne, des épreuves d'essai ont été organisées et ont connu le succès le plus vif. Dans notre ville (cf. La Chaux-de-Fonds), ce mouvement est destiné également à prendre une grande ampleur. Un comité, comprenant des représentants de différentes sociétés sportives de notre ville, s'est formé [...] et on prévoit que les premiers concours pourront débiter vers le milieu du mois de juin. [...].

Pourquoi en juin seulement, dira-t-on ? Il faut s'entraîner, et s'entraîner méthodiquement. C'est là un des buts de l'insigne sportif. Aussi adressons-nous un appel pressant auprès de nos sociétés sportives pour qu'elles étudient dès maintenant la possibilité de mettre à la disposition des candidats leurs emplacements de travail et, si possible, quelques entraîneurs qualifiés. Nous sommes persuadés que notre population masculine comprendra tout l'intérêt de cette idée nouvelle et que lors des inscriptions, dans deux mois, des centaines d'enthousiastes jeunes et vieux seront prêts à affronter les examinateurs. »

La même année, dans *Le Confédéré*,²⁷ après avoir sommairement rappelé les dates des prochaines épreuves ainsi que les dispositions concernant, l'obtention de l'insigne, il est signalé la présence d'*entraînement pour l'insigne sportif* :

²⁶ L'Impartial, « Qu'est-ce que l'insigne sportif suisse », n°18472, p.3, jeudi 17 avril 1941.

²⁷ Le Confédéré, « Entraînement pour l'insigne sportif », n°86, Martigny, vendredi 25 juillet 1941.

« Nous rappelons que les entraînements en vue des épreuves des 17 et 24 août à Martigny-Ville ont lieu tous les mercredis soir et dimanches matin au Parc des Sports aux heures habituelles. »

L'impact de cet insigne sportif et l'engouement lié à celui-ci est remarquable, et ce dès la première année. Il est *une des initiatives les meilleures, sinon des plus durables, dans l'éducation physique en général* (Burgener, 1970, p. 418). Il témoigne ainsi, d'une manière certes moins directe que l'instruction préparatoire, de la volonté politique de répandre le « goût de l'effort » au sein de la population suisse, afin de s'assurer de la prédisposition citoyenne au service militaire et à la défense efficiente de la patrie. Les propos du Général Guisan, à l'occasion de son discours du 1^{er} août 1951 vont dans ce sens :

« [...] En ayant le culte de l'effort, on développe sa volonté et on forme son caractère, faisant ainsi honneur à notre pays. Mais en cherchant à devenir plus forts, nous voulons aussi devenir plus humains. N'oublions jamais que le libre effort doit s'employer, avant tout, à servir, servir la communauté et par elle notre belle patrie ! » (Burgener, 1970)

L'insigne sportif brièvement, l'instruction préparatoire, l'école publique, les associations et les sociétés sportives, sont de multiples vecteurs favorisant une éducation physique de la population helvétique, parfois même de manière coercitive, et le développement de valeurs communément partagées dans le but de l'édification d'une cohésion nationale efficiente et d'un *peuple sain, fort et libre*.

À l'origine de l'impulsion de l'ANEP pour l'insigne résidait la volonté la valorisation du *sport de masse* et l'objectif *d'éveiller l'intérêt du grand public pour l'activité physique* ainsi que de *favoriser l'acquisition et le maintien de la condition physique générale et des capacités de performance*. (ANEP, 1972, p. 16)

L'insigne sportif, qui compte à sa création en 1941 précisément 30'192 participants, majoritairement des soldats mobilisés aux frontières, ne compte plus que 3'542 insignes obtenus en 1951 (Burgener, 1974, p. 50).

Il se trouve conséquemment supprimé, alors même qu'il devait initialement *attirer la grande masse des sportifs moyens*.

L'insigne sportif est une des nombreuses (EFGS, 1974) *stratégies* de l'ANEP afin de développer l'engouement pour l'activité physique en Suisse.

3.5 Ecole Fédérale de gymnastique et de sport de Macolin (EFGS) – au sommet de l'éducation physique nationale

Dès la fin du XIX^e siècle, l'idée de la création d'une institution pour la formation des moniteurs, mais aussi d'une école supérieure de gymnastique apparaît. Il faudra toutefois patienter avant que le projet prenne forme, car de nombreuses tentatives seront vaines. En 1858, « la Société fédérale de gymnastique se prononce en faveur de la fondation d'un centre de formation » (EFGS, 1974, p. 15). En 1876, la Commission fédérale de gymnastique *s'exprime dans le même sens*. L'année 1910, la Société suisse des maîtres de gymnastique *soulève à nouveau la question et lance l'initiative pour la réalisation de l'ancien postulat*, mais elle n'y parviendra pas. Le 15 novembre 1941 se déroule, à Olten, *une conférence de la Commission fédérale de gymnastique et de sport et des délégués des grandes fédérations* (Burgener, 1970, p. 430). L'ANEP participe conjointement à l'action commune, en rédigeant une pétition communément avec la Commission. Les représentants de l'éducation physique suisse votent alors la résolution suivante :

« Les délégués de l'Association nationale d'éducation physique et des associations suisses de la gymnastique et du sport, réunis sous la présidence de la Commission fédérale de gymnastique et de sport, après avoir été orientés sur le projet général, établi par la CFGS, de créer un centre national de gymnastique et de sport dans le but de centraliser et d'approfondir l'instruction donnée aux dirigeants de la gymnastique et des sports de l'armée, aux organes de l'instruction préparatoire, aux chefs techniques d'associations, de sociétés, de cours, de même que la sélection des meilleurs éléments de la gymnastique et de tous les sports suisses, prient, d'une manière unanime et pressante, les autorités fédérales compétentes et l'armée, de mettre immédiatement à l'étude la création d'un centre d'instruction dont l'urgence s'avère nécessaire (sic) ».²⁸

L'usage de la formulation « tous les sports suisses » exprime à elle seule l'évolution caractéristique des sports et de leurs implantations dans le panorama sportif suisse. L'appropriation nationale de sports, généralement de provenance étrangère, dénote une volonté d'édification d'une identité nationale de l'éducation physique et de la pratique sportive. Cet aspect est conséquent dans l'élaboration du projet d'un institut comme centre de formation, et témoigne de la volonté, dans le cas présent dans le domaine de l'éducation physique, de favoriser le sentiment de cohésion nationale par le biais de vecteurs culturels communs. Certes, le contexte peut expliquer, en partie, cette nécessité identitaire, exacerbée par le courant nationaliste gé-

²⁸ Cf. la *lettre circulaire de l'Association nationale d'éducation physique*, du 3 décembre 1942, 4 pages.

néral en Europe et par le conflit mondial. Il est significatif, en effet, que la période de création véritable de l'EFSM soit 1939-1945.

L'articulation de l'éducation physique, à travers la gymnastique et le sport, avec le DMF et la Confédération est considérable et constante. Celle-ci est illustrée de manière univoque dans la subordination pyramidale prévue par le DMF et le général Guisan qui *étaient persuadés de l'urgence du problème* (Burgener, 1970). Il s'agit notamment de *centraliser les efforts officiels en faveur de l'éducation physique*.

En 1941 (juillet), le DMF institue un *Comité sportif de l'armée* (*Ausschuss für Turnen, Sport und Mehrkampf in der Armee*). « Il pensait adjoindre au futur office central des organes consultatifs, la Commission fédérale de gymnastique et de sport (questions civiles), le Comité sportif (affaires militaires), l'Association nationale d'éducation physique (liaison avec les sociétés sportives et le peuple), et soumettre cet office au Service III (instruction de l'armée) du département (Burgener, 1970, p. 431). »²⁹ Cet organe central aurait alors la responsabilité de diriger *l'instruction préparatoire selon l'ordonnance du 1^{er} décembre 1941, le tir hors service et le sport militaire*. Le général Guisan émet une préférence pour *un office solidement organisé (suggestion de la Commission fédérale) à une autorité collégiale (projet du comité sportif)* (Burgener, 1970). Il désirait une *personnalité dynamique* à la tête d'un office civil comprenant *les aspirations de la jeunesse*. Cet office de l'éducation physique centralisé serait alors *placé sous l'autorité directe du chef du département*. Voici l'illustration du projet et de la structure pyramidale prévue :

²⁹ M. Kobelt, *lettre au général Guisan*, 11 décembre 1941.

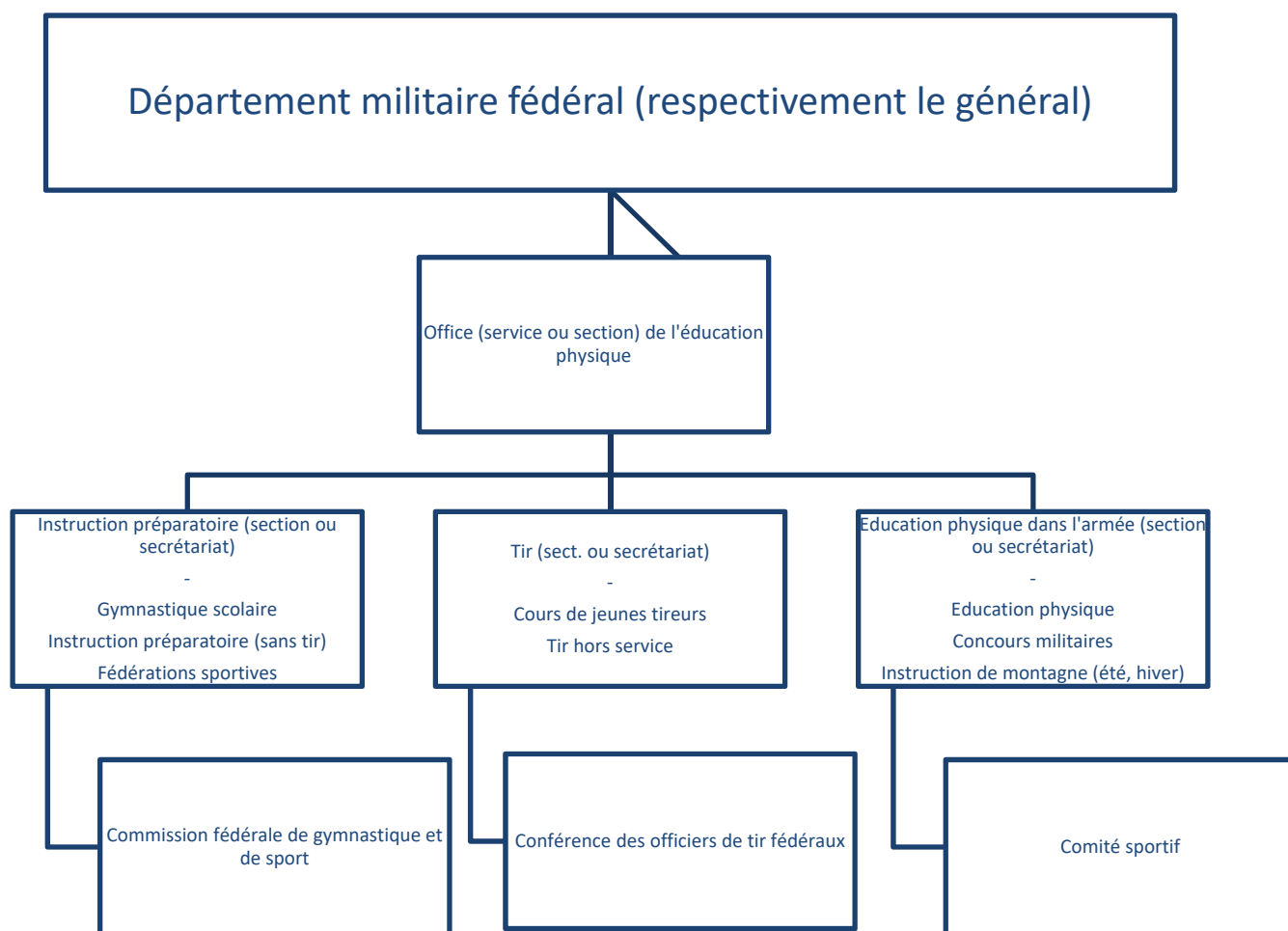


Figure 5. Structure pyramidale du projet élaboré par le DMF pour un office de l'éducation physique d'obédience « civil ».

Le DMF est en charge de l'office d'éducation physique. Dès le projet initial, la direction fut d'obédience militaire car relevant du Département militaire fédéral. L'éducation physique est alors orientée dans une pratique permettant la préparation au service militaire et à la défense nationale. Cet aspect ressort très clairement du graphique ci-dessus.

En 1942, le 6 février, le Conseil fédéral, ayant pris connaissance du rapport adressé par le Département militaire³⁰ et de l'accord du Département des finances, rédige *un arrêté significatif* :

³⁰ Rapport du DMF au Conseil fédéral, 4 février 1942.

« Pour assurer l'unité de la direction et d'organisation de l'instruction préparatoire, ainsi que de la gymnastique, du sport et du tir hors service, le Département militaire est autorisé à créer un office central ».³¹

L'office central pour l'instruction préparatoire, la gymnastique, le sport et le tir (OFI) est alors fondé et le *colonel Raduner est nommé chef de cet office* (EFGS, 1974).

Le 15 juin 1943, M. Kobelt, chef du DMF, ayant approuvé *le postulat du conseiller national Müller* (Burgener, L'éducation physique, 1949, p. 81), exprime la volonté des autorités fédérales de créer un centre sportif.

Plusieurs localités étaient en compétitions : Neuchâtel (Chaumont), Bâle, Brunnen, Davos, Lausanne, Lucerne, Maloja, Thoune, Bienne (Macolin) (Burgener, 1970, p. 433). Les rapports des experts favorisaient toutefois la candidature « biennoise », *tant du point de vue géographique qu'à la suite des avantages offerts par la commune de Bienne*. Celle-ci avait agi sous l'impulsion d'un véritable mouvement populaire en faveur d'un office à Bienne, déclenché notamment par l'association locale *Pro Stadion*,³² fondée en avril 1939. Cette association libre composée de 51 sociétés de gymnastiques, de sport et militaires de la ville de Bienne, soutient le projet d'une école nationale de gymnastique et de sport à Macolin. Les délégués des 51 sociétés, représentant plus de 9'700 membres, se font

un devoir de collaborer en esprit et en actes à cette institution ; de donner à l'Etat, par les valeurs éducatives de la gymnastique et du sport, une jeunesse physiquement forte, moralement propre, d'opinion saine et qui soit inébranlable dans sa foi en l'avenir de notre peuple.³³

Le DMF procéda à *des études approfondies* des différentes candidatures, à la suite desquelles le Conseil fédéral, par son arrêté du 3 mars 1944, décida de la fondation d'une école fédérale de gymnastique et de sport et porta son choix sur le site de Macolin. Le Département militaire fut autorisé à signer un contrat d'une durée initiale de vingt ans avec la commune de Bienne.

Macolin détenait, entre autres, *un avantage immédiat : le grand hôtel était disponible pour y recevoir les services fédéraux*. Le 1^{er} mai 1944, l'Office fédéral d'instruction préparatoire, de gymnastique et de sport s'installe dans *le vaste édifice qui domine si majestueusement le plateau seelandais*. Cet office « formait notamment des moniteurs sur le site depuis 1942 »

³¹ Bulletin sténographique du Conseil national, 1942, p.127.

³² L'Institut de Macolin, Conseil de Ville de Bienne, La Sentinelle, vendredi 31 mars 1944, p.9.

³³ L'Institut de Macolin, Conseil de Ville de Bienne, La Sentinelle, vendredi 31 mars 1944, p.9.

(Eichenberger, Die Eidgenössische Sportschule Magglingen 1944-1994, 1994). Dans le courant de la même année, la mise au concours architecturale du projet est initiée et M. Schindler (Bienne) en remporte le premier prix ainsi que la réalisation. Le projet, *répartit les nombreux logis, maisons administratives, stade, etc., sur les terrasses ensoleillées de Macolin et sera réalisé en plusieurs étapes* (Burgener, 1970, p. 434). La première étape, achevée en 1949, « force le respect » et suscite une admiration générale de cette réalisation rondement menée:

« Quand vous vous promenez dans la région, vous quittez un stade parfait, avec une vue plongeante sur la plaine, pour trouver derrière un rideau d'arbres de nouvelles installations, des halles ; un peu plus haut, vous admirez un magnifique terrain de jeux dans la forêt, vous suivez de jolis sentiers par les sous-bois et vous tombez, au gré de votre promenade, sur une piscine placée dans une délicieuse combe ; vous vous arrêtez pour jouir de la vue, examiner tel emplacement, une coquette maison abritant la sauna. Bref, le promeneur trouve bien des surprises et des agréments à cet ensemble de constructions assez proches les unes des autres, mais séparées par des bosquets, des coins de pâturage qui isolent chaque emplacement. » (Burgener, 1949, p. 81)

En 1949, après la première phase du projet réalisée, l'Ecole fédérale se composera de :

- Une place de jeux et de sport sur la terrasse supérieure (stade de la Forêt) ;
- Une autre place de jeux (stade des Bouleaux) ;
- Un stade avec piste circulaire de 300 mètres sur la terrasse moyenne (stade des Mélèzes) ;
- Plusieurs installations de jet, de lancer et de saut ;
- Une halle de gymnastique (14 x 25 mètres)
- Une halle de sport (40 x 25 mètres)
- Une halle d'athlétisme (au sous-sol)
- Une place de tennis ;
- Une piscine (25 x 12 mètres), avec bassin séparé pour les débutants ;
- Le bâtiment principal contenant environ 120 lits, une salle de conférence et de projection, une salle de lecture, une salle de cours, une bibliothèque, laboratoires de photographie, une buvette, les locaux de l'administration ;
- Une sauna (Burgener, 1949, p. 81)

Le projet, *représenté par une maquette, des plans et des photographies*, sera honoré d'une médaille d'argent à l'occasion de l'exposition « Le Sport et l'Art » des Jeux olympiques de Londres en 1948 (Perret, 1957, p. 493).

Le 9 août 1946, le DMF, tenant compte des circonstances récentes de la guerre terminée, modifie l'appellation « Office fédéral » par celle d'Ecole Fédérale de gymnastique et de sports.

En 1947, l'*Ordonnance encourageant la Gymnastique et les Sports*,³⁴ particulièrement l'article 32, authentifie le rôle de l'Ecole fédérale qui *organise dans les limites des crédits ouverts à cet effet, des cours visant à développer l'éducation physique de la jeunesse libérée de l'école*. C'est, à défaut de la suppression des cours complémentaires obligatoires,³⁵ la création d'un enseignement postscolaire de la gymnastique et des sports (EPGS) qui est l'élément prépondérant de l'Ordonnance. L'article 16 spécifie le rôle de l'instruction préparatoire qui « a pour but de parfaire la préparation physique et d'affermir le caractère des jeunes gens libérés de la scolarité obligatoire. Elle tend ainsi à en faire des citoyens aptes à remplir les exigences de la défense nationale » (Burgener, 1974, p. 43). Cet enseignement est *civil, facultatif et ouvert à tout adolescent de nationalité suisse*.

Il est évident que la structure est subséquentement subordonnée au Département militaire fédéral, car inscrite dans la loi militaire (art. 167 et 183 quater) (Burgener, 1974, p. 40). Celui-ci fixe jusqu'aux *attributions et l'organisation de l'Ecole fédérale, détermine aussi le genre de cours et leur administration générale*. (Burgener, L'éducation physique, 1949)

L'année suivante, le 20 janvier 1948, le Département militaire stipule le statut moderne de l'institut national :

« Les tâches se répartissent dans quatre secteurs :

1. L'instruction par des cours d'école (moniteurs de la gymnastique préparatoire, cours des candidats au diplôme fédéral de gymnastique, médecine sportive, constructions sportives, etc.), des cours d'associations organisés par les fédérations sportives ;
2. Les recherches médico-sportives, historiques, pédagogiques, etc., dans le domaine de l'éducation physique ;
3. L'information par la revue de l'école, les films, le service de la bibliothèque et de la presse ;
4. L'administration, soit la direction de l'éducation physique à l'école et postscolaire dans les limites légales prévues, la gérance des immeubles, le secrétariat des différentes commissions officielles.

Une Commission d'école exerce la haute surveillance sur l'ensemble ; elle est l'organe de la Commission fédérale de gymnastique et de sport. »³⁶

³⁴ *Ordonnance... encourageant la Gymnastique et les Sports*, du 7 janvier 1947, 9 pages.

³⁵ Ces cours d'une durée de 12 jours, imposés grâce aux pleins pouvoirs, représentaient une sanction considérable pour les jeunes physiquement « faibles » qui échouaient au test physique annuel dès 1940. Cette sanction appuyait profusément le succès de l'Instruction préparatoire. Ils sont supprimés en 1946, notamment en raison de vives critiques, après l'armistice, des milieux paysans, religieux et gauchistes.

³⁶ *Décision du Département militaire fédéral concernant l'Organisation de l'Ecole fédérale de Gymnastique et de Sport*, du 20 janvier 1948.

De plus, le DFM confère, par le biais de la révision partielle de l'Organisation militaire datant de 1907, en 1948, notamment l'article 118, *une assise légale à l'Ecole fédérale* (Burgener, 1970, p. 435).

Le Conseil fédéral sépare ainsi l'instruction prémilitaire (le tir et techniques spéciales, l'aviation, radio, navigation, etc.) de la gymnastique et des sports. Ces derniers sont confiés à l'Ecole fédérale. *L'enseignement postscolaire de la gymnastique et des sports, dirigé par Macolin et auquel participent des clubs, des écoles et des groupes ad hoc se développe remarquablement.* (Burgener, 1984, p. 17)

3.5.1 L'esprit de Macolin. L'Ecole travaille à maintenir un contact permanent avec les moniteurs de l'instruction préparatoire et les milieux sportifs en général grâce à un support spécifique, *un bulletin, lancé en 1944, et consacré à l'information sur les cours, les nouveautés techniques, les problèmes généraux de l'éducation physique et les publications nouvelles* (Burgener, 1970, p. 436). Sa dénomination est caractéristique du contexte mais aussi de la perception généralisée d'une éducation physique en relation directe avec la dimension de défense nationale : « Jeunesse forte – Peuple libre ». Ce fut aussi la devise de l'Ecole fédérale (Perret, 1957).

La législation concernant l'éducation générale est d'obédience cantonale à l'exception de l'éducation physique. En effet, celle-ci relève du gouvernement fédéral, notamment en raison de son imbrication avec l'Instruction Préparatoire (IP) et la préparation au service militaire. Cependant, malgré que l'EFGS soit subordonnée au DMF, elle demeure *une institution civile et son personnel est constitué de fonctionnaires civils. Elle ne s'inspire pas de méthodes militaires, mais de principes pédagogiques généralement appliqués dans l'éducation civile moderne* (Perret, 1957). Sa mission principale, qui fut déterminée en 1941 à Olten, comme nous l'avons vu préalablement dans le chapitre, peut être synthétiser en *quatre points principaux* :

- 1) Devenir le centre de toute l'activité sportive suisse par l'éducation physique, intellectuelle et morale du monde sportif, par des recherches d'ordre scientifique, médico-sportif et techniques.
- 2) Assurer une collaboration étroite entre l'école, l'IP, les associations et l'armée, afin d'en tirer le maximum de profit pour la santé du peuple et, partant, de mieux assurer la défense nationale.
- 3) Former les moniteurs pour l'IP, les sociétés et associations, les maîtres de sport et de gymnastique de l'armée, en vue de créer une unité de méthode et de doctrine, et subordonner toute cette activité à l'intérêt national.
- 4) Instaurer un esprit sportif spécifiquement suisse dans l'ensemble de la communauté gymnastique et sportive, par l'exemple de la parfaite camaraderie et du fair play des personnalités dirigeantes. (Perret, 1957, p. 491)

Un certain centralisme transparaît indéniablement des objectifs fixés. L'EFGS a pour mission de rassembler, de fédérer en son sein tous les domaines sportifs et les acteurs liés à l'éducation physique. La vocation de devenir « la Mecque » du sport helvétique est évidente.

Le caractère formateur de la démarche est remarquable, et celle-ci se justifie foncièrement car elle est bénéfique « pour la santé du peuple », « la défense nationale » et symbolise « l'intérêt national ».

L'ultime objectif, l'instauration d'un « esprit sportif spécifiquement suisse » est caractéristique de la volonté fédérale et du DMF de favoriser l'unité nationale durant cette période cruciale. On désire se démarquer des autres pays en distillant un état d'esprit spécifiquement « helvétique » au moyen de l'offre formative de l'EFGS.

Arnold Kaech³⁷, premier directeur de l'EFGS (1947-1956), parlait alors de « l'esprit de Macolin » (*L'esprit de Macolin*, 1960). Cette allégorie exprime la volonté de développer, au-delà d'une formation pratique, technique et intellectuelle, une mentalité particulière du goût de l'effort, de la conscience collective et nationale, de *la parfaite camaraderie*.³⁸ L'Institut national d'éducation physique a pour tâche *le développement général et non la spécialisation d'une élite de champions sportifs*. (Perret, 1957, p. 492)

Au « Grütli du sport suisse »,³⁹ le sport civil côtoie le sport militaire. L'Ecole est alors un trait d'union entre le sport et l'armée. Une place particulière est accordée à certains cours militaires, notamment *le cours de médecine sportive, théorique et pratique pour officiers sanitaires* et *le cours d'instruction pour aspirants officiers et sous-officiers instructeurs*. Concernant le premier cours, les participants *ont l'occasion d'analyser les effets d'une culture physique intensive et ses répercussions physiologiques sur leur propre organisme. Ils deviennent de ce fait des médecins sportifs, non seulement pour le domaine militaire mais surtout pour satisfaire les exigences du sport civil*. (Perret, 1957, p. 494)

³⁷ Arnold Kaech [1914-1998], Etudes de droit (1933-1939) à Lausanne, Berne, Paris, aux Etats-Unis et au Canada. Brevet d'avocat (1939). Juriste au Département de l'économie publique (1939-1940), adjoint de l'attaché militaire et de l'Air à Berlin (1940-1943), puis attaché militaire et de l'Air à Stockholm, Oslo et Copenhague (1943-1947). Premier directeur de l'Ecole fédérale de sport de Macolin (1947-1956). Directeur de l'administration militaire fédérale (1957-1979). Officier EMG dès 1947, brigadier en 1967, commandant de la brigade frontière 11 (1967-1972). Membre de la commission pour la répartition des tâches entre cantons et Confédération. Membre du Comité olympique suisse, biographie tirée de : GUIROLAN Jérôme, *Käth Arnold* in Dictionnaire historique de la Suisse, URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/F/F23937.php>, consulté le 06.06.2018.

³⁸ *A l'école fédérale de Macolin*, retranscrit du discours de M. Kobelt (conseiller fédéral), La Patrie valaisanne, 14 octobre 1949, n°82, p.2.

³⁹ *Macolin, au cœur du sport suisse*, archives de la RTS, dossier sport, documents audio et vidéos, <https://www.rts.ch/archives/6126638-macolin-au-coeur-du-sport-suisse.html>, consulté le 25.04.2018.

De 1948 à 1955, ce sera plus de mille médecins qui participeront à la formation. Comme l'invoque le médecin en chef de l'armée, le colonel-brigadier Meuli, dans son article intitulé « le bon esprit de Macolin se répand » :

« [...] On attendait beaucoup de ce nouveau système, mais ces espoirs ont été dépassés. Grâce à l'entraînement judicieux et régulier auquel ils sont soumis, l'attitude et la tenue des aspirants changent à vue d'œil au cours de ces treize jours. Et plus d'un de ces jeunes médecins, dentistes, pharmaciens, a pris goût au sport, [...] et continue d'en faire dans la vie civile. Ce ne sont pas seulement les soldats, mais aussi les sportifs et surtout la jeunesse de tout le pays qui bénéficient de cet état de chose. Les jeunes médecins peuvent maintenant utiliser leurs connaissances sportives en tant que médecins des écoles, de campagne, membres des autorités et rendre ainsi service au peuple. Le sport bien compris – le sport militaire également – n'est pas une fin en soi, mais son but est d'assurer la santé du peuple. Il sert donc un idéal élevé. Le sport développe, en outre, l'esprit de camaraderie et le contrôle de soi-même. » (Perret, 1957, p. 494)

Les vertus concédées à l'éducation physique et à la pratique sportive sont au cœur même des considérations de l'EFGS. Les protagonistes de l'institution désirent répandre « l'esprit de Macolin » dans la population, non pas strictement militaire, mais aussi civile. L'ambition des fondateurs était non seulement *d'enseigner aux jeunes la culture physique*, mais surtout d'atteindre « *la pénétration éthique du sport* ». ⁴⁰

L'orientation martiale de l'EFGS et sa vision de l'éducation physique comme une éducation morale et fédérale n'est pas partagée par l'ensemble des acteurs de l'éducation physique suisse. Les *valeurs éducatives* de l'éducation physique ne sont pas identiques selon les enjeux visés. Certaines associations et fédérations suisses ⁴¹ se méfient d'une *mentalité militariste* et du *spectre de la « Jeunesse d'Etat »*. ⁴² Elles critiquent notamment l'usage des pleins-pouvoirs de la Confédération pour instaurer l'Ordonnance de 1947.

⁴⁰ *La Confédération doit-elle encourager le sport de compétition ?*, éditorial par Aloys Copt, conseiller national, Le Confédéré, 19 février 1970, n°37, p.1.

⁴¹ Centre suisse d'action pour la paix ; Assemblée générale des Amis ; Assoc. Suisse pour le Service civil international ; Féd. suisse des amis des enfants ; Féd. suisse du personnel des Services publics (section des instituteurs) ; Fédération suisse des socialistes religieux ; Jeunesse libre de Suisse ; Jeunesse ouvrière socialiste suisse ; Ligue suisse des droits de l'homme ; Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté ; Union du Touring ouvrier suisse Solidarité ; et d'autres, notamment alémaniques.

⁴² *Aux parents de notre jeunesse suisse!*, La Sentinelle, 17 janvier 1947, n°13, p.2.

3.5.2 Le développement de l'EFGS et son impact sur l'éducation physique. Du point de vue fédéral, la création de l'EFGS, à Macolin, avec tout son appareil administratif et ses installations techniques, marque *un tournant décisif* dans l'éducation physique globale :

« La Confédération dispose maintenant d'un service spécial, espèce de secrétariat d'Etat. Elle tend de plus en plus à centraliser le mouvement sportif, d'une part dans l'administration, puisqu'elle garde le contact avec les sociétés et les cantons, d'autre part dans le travail technique par un nombre croissant de cours à Macolin. Ce mouvement, qui va de pair avec une tendance générale de centralisation géographique, politique et économique, s'affirme surtout dans les fédérations sportives, et moins dans la gymnastique scolaire. Autrefois, le Département militaire devait s'en remettre à des experts choisis en dehors de ses services, aujourd'hui il possède lui-même un collège de spécialistes.

L'influence de la Confédération, qui a toujours augmenté depuis 1874, ne témoigne pas d'une volonté ferme, d'une centralisation à outrance, d'une ligne de conduite bien tracée. Il s'agit bien plutôt de plusieurs circonstances spéciales, venues s'ajouter les unes aux autres. Cependant, la mise en valeur de l'éducation physique, tant à l'école que dans les sociétés, nécessite une aide accrue du Département militaire. Pour obtenir des subsides, les sociétés, puis les cantons dans leurs écoles, se soumettent à des directives générales et en arrivent ainsi à une certaine unité. Par ailleurs, le Département militaire accentue la *démilitarisation* de la gymnastique. Si la part de la Confédération augmente considérablement, celle de l'initiative privée et des cantons grandit aussi, peut-être dans une mesure plus forte encore, tant est remarquable la diffusion de l'éducation physique. De militaire qu'elle était, celle-ci devient pédagogique, nationale, commune à tous les âges jusqu'à devenir un facteur capital de la santé publique. » (Burgener, 1970, p. 539)

1950 marque le début de la formation des maîtres de sport. Auparavant recrutés sans baccalauréat, les maîtres de sport peuvent ont la possibilité d'acquérir à Macolin, *un diplôme qui, s'il n'autorise pas à enseigner dans les écoles publiques, ouvre des possibilités intéressantes dans le secteur privé et les fédérations* (Burgener, 1974, p. 46). La durée de la formation sera augmentée de six mois initiaux à huit, puis, dès 1958, à deux ans. Par ce biais, le DMF trouve un moyen annexe de *s'assurer une certaine unité de doctrine jusque dans les associations d'adultes et le public en général, action qui fut d'ailleurs déjà amorcée par les cours centraux* (Burgener, 1970, p. 550).

Les enseignants d'éducation physique de niveau supérieur se forment généralement dans *les cours universitaires où ils étudient l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, l'histoire, la psy-*

chopédagogie et la didactique en rapport avec les exercices corporels (Burgener, 1974, p. 46).

Globalement, voici un tableau permettant d'illustrer le développement de l'offre de cours et de la participation à ceux-ci à l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport :

Année	Nombre de cours	Nombre de participants
1946	14 associations de plus de 600 membres	
1947	56	2'369
1948	85	3'795
1949	95	4'443
1950	100	4'045
1951	111	4'813
1952	123	5'073
1953	97	3'729
1954	115	5'567
1955	144	5'871
1956	149	6'281
1957	125	4'983
1958	102	4'660
1959	146	5'365
1960	145	6'059
1961	165	5'921
1962	151	5'834
1963	150	5'796
1964	176	5'966
1965	152	5'046
1966	187	6'134
1967	208	6'022
1968	201	5'601
1969	228	5'355
1970	218	5'822
1971	221	5'659

1972	255	8'406
1973	238	6'487
1974	271	6'542
1975	270	6'955
1976	340	9'895
1977	366	9'630
1978	366	9'793
1979	368	10'281
1980	422	11'730
1981	418	10'252
1982	362	10'200
1983	400	10'099
1984	433	14'165
1985	411	10'978
1986	422	11'333

Figure 6. Tableau de l'offre de cours pour les associations entre 1946-1986 in EICHENBERGER Lutz, Die Eidgenössische Sportschule Magglingen 1944-1994, 1994, p.151.

Le tableau illustre l'évolution de la demande des associations en terme de formation. Des sauts importants sont observés en 1955, 1966/1967 et en 1976. La base de calcul étant modifiée à partir de 1987, les résultats ultérieurs sont supprimés. L'achèvement des bâtiments de logements (3) et des nouvelles installations sportives en 1954 peut expliquer le premier saut. La demande est donc conséquente et dépendante de l'évolution de l'offre et des infrastructures. L'achèvement de l'importante salle de sport « End der Welt » influence de manière identique le taux de participation en 1976.

L'augmentation constatée en 1966/1967, n'est cependant pas due à des extensions structurales, mais à l'élargissement du champ d'application : « L'imbrication de l'Ecole fédérale avec le sport d'élite suisse est ici clairement perceptible » (Eichenberger, Die Eidgenössische Sportschule Magglingen 1944-1994, 1994, p. 150).

Ces changements sont partiellement englobés par *un deuxième cycle* ; Tous les quatre ans, le nombre de missions assignées par les associations augmentait avec la multiplication des camps d'entraînement à Macolin dans le cadre de la préparation aux Jeux Olympiques.

Une augmentation « constante » est aussi constatable dans le nombre d'employés de l'EFSG entre 1946 et 1993 :

1946	41	1970	94
1947	47	1971	98
1948	46	1972	104
1949	48	1973	111
1950	51	1974	118
1951	51	1975	119
1952	52	1976	119
1953	51	1977	119
1954	53	1978	119
1955	54	1979	119
1956	56	1980	120
1957	55	1981	120
1958	59	1982	124
1959	59	1983	124
1960	60	1984	123
1961	59	1985	121
1962	64	1986	123.4
1963	65	1987	124.2
1964	67	1988	121.3
1965	68	1989	124.4
1966	73	1990	124.7
1967	79	1991	125.7
1968	84	1992	126.1
1969	89	1993	125

Figure 7. Personnel de l'EFSG (sources : bureaux des budgets) in EICHENBERGER Lutz, Die Eidgenössische Sportschule Magglingen 1944-1994, 1994, p.190.

Originellement corrélée uniquement à une offre formative militaire, Macolin aspire à devenir une véritable école. Dès 1950, *un cours de maîtres de sport, d'une durée de six mois*, est mis sur pied (Burgener, 1970, p. 436). Toutefois, le diplôme *exclut explicitement une nomination*

dans l'enseignement public. Ceux-ci peuvent néanmoins se diriger vers les écoles privées en tant que maître de sport, vers les clubs en tant qu'entraîneurs ou devenir moniteurs sportifs dans les usines, maîtres de bain et professeurs dans les lieux de villégiatures (Burgener, 1970). La première année, 18 candidats suivirent le cours et 11 accomplirent les examens.

Par ses fonctions diversifiées, l'Ecole fédérale est « un véritable service de l'éducation physique en Suisse. Organe exécutif de la Confédération, elle touche à tous les domaines de l'éducation physique, à la répartition des subsides, au travail des associations, à la gymnastique scolaire, aux constructions sportives et, dans une mesure encore réduite, aux sciences (médecine, histoire) [...]. Enfin, l'instruction préparatoire, dans sa forme présente, influence profondément l'éducation physique en général et voit ses principes se répandre dans de nombreux milieux. L'importance de Macolin [...] ne cesse donc de grandir.» (Burgener, 1970) Elle « aspire à un idéal difficile, celui de donner à l'éducation physique sa pleine valeur dans la vie nationale ». (Burgener, L'éducation physique, 1949, p. 81)

L'instruction préparatoire, et son administration dans tout le pays demeure une des tâches principales, outre la formation des moniteurs, de la EFGS. *Cet important mouvement volontaire de la jeunesse est une institution typiquement suisse, et plus du 50% de la jeunesse participent à cette activité sportive* (Perret, 1957, p. 497).⁴³ Cette instruction a pour objectif de « donner aux jeunes gens qui ont quittés l'école et qui ne sont pas encore incorporés dans l'armée la possibilité de s'entraîner dans les disciplines de base, ainsi que dans les branches ski, natations, orientation, alpinisme, etc. » (Perret, 1957, p. 497)

Jusqu'en 1971, L'Ecole fédérale *forma plus de 50'000 moniteurs pour l'IP* (Furrer, 2008). La structure de l'EFGS sera modifiée conséquemment à l'Ordonnance de 1947 et, en 1972, avec la votation de la « Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports ».

Initialement, l'EFGS qui devient par la suite l'Ecole fédérale de sport de Macolin (EFSM),⁴⁴ occupe des fonctions essentiellement militaires. Mais celles-ci *ont ensuite été développées dans le domaine civil en tant que centre de cours (pour associations), de recherche (institut pour l'étude du sport) ou de documentation, comme école (moniteurs de « Jeunesse+Sport », maîtres de sport) et office fédéral*. La formation des maîtres de sport sera réorganisée en 1999. Macolin devient ensuite *la haute école spécialisée fédérale de sport et est rattachée à la haute école spécialisée bernoise. Depuis 1998, l'EFSM dépend du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports*. Dès 1999, celle-ci est réunie à l'Office fédéral du sport. En 2005, l'EFSM et l'Institut des sciences du sport sont regroupés au sein de

⁴³ La statistique avancée n'est qu'indicative car l'auteur ne l'étaye aucunement.

⁴⁴ En 1988 l'EFGS change d'appellation et devient l'EFSM en abandonnant toute référence à la gymnastique.

la Haute école fédérale de sport de Macolin (Eichenberger, Ecole fédérale de sport de Macolin (EFSM), 2012).

Dans la loi constitutionnelle de 1972, le chapitre VII et l'article 13 spécifie le rôle de l'EFGS :

¹ L'Ecole fédérale de gymnastique et de sport exécute les tâches incombant à la Confédération en vertu des dispositions sur l'encouragement de la gymnastique et des sports.

² Elle est un centre d'instruction et de cours pour la formation des cadres.

³ Elle entretient un institut de recherche scientifique dans le domaine des sports, auquel incombent également des tâches d'assistance médicale.

⁴ Elle dirige notamment le mouvement *Jeunesse et Sport* et les examens d'aptitudes physiques lors du recrutement, soutient le développement de l'éducation physique par un service d'information de propagande, de consultation et de documentation et exécute des tâches d'ordre technique et administratif pour la Commission fédérale de gymnastique et de sport.⁴⁵

La Commission fédérale de gymnastique et de sport, *composée de représentants des cantons, des écoles, des fédérations et de la recherche scientifique*, est l'organe technique de la Confédération en matière de gymnastique et de sport. Celle-ci est consultée avant toute décision importante concernant le domaine de l'éducation physique. De plus, elle *exerce la surveillance sur l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport et sur Jeunesse et Sport*.⁴⁶

3.6 L'Instruction préparatoire sous la critique citoyenne et l'Ordonnance de 1947

La gymnastique scolaire, intégrée aux mœurs, ne fut jamais réellement discutée, sauf concernant des innovations ou modifications du programme et des méthodes. Mais elle ne fut pas véritablement remise en cause en tant que discipline scolaire.

En revanche, l'Instruction préparatoire, elle, *fut en butte aux attaques nombreuses et violentes, [concernant] son principe, puis plusieurs de ses formes* (Burgener, 1970, p. 507). Bien que les critiques étaient relativement isolées et rares durant la guerre jusqu'en 1943-1944,

⁴⁵ *Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.954-955.

⁴⁶ *Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.954-955.

elles se multiplièrent et prirent de l'ampleur, dès 1945, à la fin des hostilités. Le DMF en provoque, lui-même en publiant ses projets d'ordonnance des 9 novembre 1945 et 19 août 1946. Nonobstant l'appui de l'opposition pour l'éducation physique générale, celle-ci se montre virulente lorsque l'aspect civil laisse place à la dimension militaire. « Elle approuvait l'éducation physique, mais civile, libre de toute influence militaire, et volontaire, sans aucune sanction ». (Burgener, 1970, p. 508) Dans la presse, les arguments varient selon les différents articles : « Tandis que les milieux protestants se plaignaient de perdre la jeunesse accaparée par l'Etat et que des paysans se dressaient contre trop de gymnastique dans les cours postsecondaires,⁴⁷ les fédérations sportives protestaient contre la baisse des subsides déjà si minimes par rapport à ceux de l'ancienne gymnastique préparatoire.⁴⁸ » (Burgener, 1970) Dans le milieu scolaire, on condamne implacablement l'ingérence de l'Etat au sujet de l'instruction publique inhérente aux cantons :

« La Confédération n'avait pas le droit [...] de fixer le nombre d'heures de gymnastique par semaine, d'imposer la culture physique comme branche obligatoire dans les licences magistrales, d'ajouter un stage à Macolin aux candidats du brevet fédéral, de subventionner les fédérations d'adultes en proportion de leur travail dans l'instruction préparatoire, de faire de l'Ecole fédérale un bailli de la gymnastique en Suisse (*Turnvogt*) et enfin d'hypothéquer l'avenir par l'interprétation extensive des compétences de Macolin. » (Burgener, 1970, p. 508)

Les critiques se tariront majoritairement après l'ordonnance de 1947, notamment en raison de prescriptions plus souples.

Avant de procéder à l'analyse de la nouvelle ordonnance, la contextualisation de la période conduisant à cette révision est essentielle. L'instruction préparatoire, qui s'appuyait sur l'Organisation militaire de 1907, et, après 1941, sur l'ordonnance du 1^{er} décembre et des pleins pouvoirs, était encore en vigueur. Initialement prévue *pour une durée maximale de huit ans*, celle-ci *choquait l'opinion publique par certaines stipulations impératives* (Burgener, 1970, p. 514). Toutefois, ces dispositions étaient légalisées car prises en accord total avec la Commission parlementaire, certes *imposées par les nécessités momentanées de notre effort*

⁴⁷ *Kirchenblatt für die reform*, 30 août 1945, Schweiz, Basel; Ibid., 26 août 1946; *Bauernblatt für die Nordwestschweiz*, 17 novembre 1945.

⁴⁸ *Basler Nachrichten*, 16 décembre 1946; *Seeländer Volksstimme*, 5 octobre 1946, Biel.

militaire.

A la résolution du conflit, le décalage entre les idéaux nouveaux, pacifistes, et l'aspect martial et disciplinaire de l'ordonnance contrastaient. *Il fallait songer à une ordonnance nouvelle dans les limites de la loi militaire* (Burgener, 1970).

Un premier projet (9 novembre 1945) est alors élaboré, relativement similaire à celui de 1941, car maintenant l'article 16 concernant l'instruction préparatoire :

« L'instruction préparatoire a pour but de préparer la jeunesse suisse, dès la fin de la scolarité obligatoire, à ses tâches de citoyen et à la défense nationale. On s'efforcera, par l'éducation physique et la pratique de la gymnastique et des sports, d'affermir le caractère des jeunes gens. » (Burgener, 1970, p. 517)

De plus, le livret d'aptitudes physiques et l'examen de fin de scolarité, éléments capitaux de l'ingérence de la Confédération et du DMF sur l'éducation physique, sont reconduits.

Un second projet, du 19 août 1946, *adapte l'ancienne ordonnance du 1^{er} décembre 1941 aux circonstances nouvelles et abandonne certaines dispositions prises en vertu des pleins pouvoirs, soit l'obligation du livret d'aptitudes physiques et les cours complémentaires* (Burgener, 1970, p. 517). Ces cours complémentaires obligatoires, moyen coercitif de pression et de contrôle des jeunes ayant ratés le test d'aptitudes annuel postscolaire, sont désormais supprimés.

En outre, le livret d'aptitudes physiques qui n'avait plus raison de subsister comme *pièce intégrante et obligatoire du livret de service*, est relégué. C'est une manière d'affirmer la volonté de *marquer l'indépendance de la gymnastique scolaire par rapport à l'instruction préparatoire*. (Burgener, 1970, p. 440)

Au sujet de la gymnastique scolaire, l'ordonnance « maintient tout de même plusieurs innovations d'importance, avec un soin du détail qui souligne la volonté bien arrêtée du législateur de donner à l'éducation physique dans les écoles une forme précise malgré la diversité des cantons. » (Burgener, 1970, p. 517). L'éducation physique est obligatoire pour les garçons. *La Confédération recommande aux cantons de prescrire aussi un tel enseignement pour les jeunes filles.*⁴⁹ Trois heures hebdomadaires sont obligatoires⁵⁰, ainsi qu'une heure de théorie. Un examen physique de fin de scolarité, *obligatoire et conforme aux directives fédérales*, re-

⁴⁹ Projet du 19 août 1946, 8 pages, art.2, al.2.

⁵⁰ Deux heures prévues dans « des conditions rurales difficiles ».

présente le point novateur de l'ordonnance. La Confédération se réserve le droit, en plus d'inspecter (art. 15) et de légiférer, de constater des résultats de l'enseignement de l'éducation physique.

L'instruction obligatoire (art. 28-30) est déclarée *expressément facultative, civile, et sous réserve de la surveillance fédérale, cantonale* (Burgener, 1970, p. 518). Les généralités sont habituelles : *défense de fumer et de boire de l'alcool ; neutralité confessionnelle et politique, aide des grandes associations sportives, subsides fédéraux*. Auparavant dans un rôle basique de conseiller technique, la Commission fédérale devient *l'organe officiel du département dans tous les domaines de l'éducation physique*.

Cette nouvelle ordonnance se distingue en abandonnant *tout ce qui relève d'une préparation immédiate au service militaire : tirs, activités techniques, préparations spéciales (automobile, vol à voile, radiotélégraphie)* (Burgener, 1970, p. 519), domaines transférés à l'armée (Service de l'instruction). Il s'agit donc d'une ordonnance axée sur l'éducation physique générale, sans dimension et visée militaire.

Le projet, après de nombreuses commissions et débats, ne rencontre pas véritablement d'opposition sur son principe, mais certaines retouches techniques. Il est *soumis au Département militaire et agréé par le Conseil fédéral* le 7 janvier 1947. La dénomination complète souligne une tendance nouvelle, allégée, à caractère civil : *Ordonnance encourageant la gymnastique et les sports (RS 5 134)*. Celle-ci sera valable jusqu'en 1972 et comprendra plusieurs révisions (1959, 1964, 1970). Une Ordonnance (du 29 mars 1960) *concernant les cours techniques prémilitaires* organisera l'instruction prémilitaire volontaire, distinctement de l'Ordonnance RS 5 134. Elle sera maintenue par l'Ordonnance du 26 novembre 2003 concernant l'instruction prémilitaire (Olnstr prém)⁵¹.

Les prescriptions nouvelles, plus souples, permirent de calmer les esprits échauffés contre l'aspect militaire toujours vivace et décrié de l'éducation physique, et ainsi d'arrêter *le recul général* subit par l'instruction préparatoire, voire même d'augmenter *la participation* (Burgener, 1970, p. 525).

À titre informatif, voici la statistique concernant l'instruction préparatoire de 1948 :

⁵¹ L'instruction prémilitaire volontaire doit préparer les jeunes au service militaire dans des domaines spécifiques. Le DDPS définit les domaines techniques dans lesquels des cours de l'instruction prémilitaire sont mis sur pied. Peuvent être autorisés à suivre des cours d'instruction les Suisses dès l'année de leurs 15 ans révolus jusqu'au moment de leur entrée à l'école de recrues, mais au plus tard jusqu'à l'année de leurs 20 ans révolus (Olnstr prém DDPS).

Jeunes gens en âge postscolaire	143'528
Participants aux cours de base	44'723 (31.2%)
Participants aux examens de base	53'724 (37.4%)
Réussites aux examens de base	46'243 (86.1%)

Figure 8. Statistiques de l'IP, 1948, BURGNER Louis, La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse, Kraus Reprint, Nendeln/Liechtenstein, 1970, p.526.

Les performances augmentent entre 1947 (85.2%) et 1948 (86.1%), et la participation à l'épreuve de base aussi, ce qui confirme l'impact tangible de la nouvelle ordonnance. L'augmentation du pourcentage de réussite s'explique notamment par l'introduction du système des points permettant aux candidats une compensation entre les disciplines, ce qui était inenvisageable auparavant.

Une nouveauté organisationnelle d'importance de la nouvelle ordonnance est le fait que cette instruction peut se pratiquer partout : il n'est plus nécessaire d'intégrer un groupe d'éducation physique, le candidat peut désormais *s'entraîner dans son propre milieu où le programme fédéral s'ajoute et s'adapte aux buts spécifiques* (scoutisme ; football ; etc.) (Burgener, 1970). Le cadre technique et administratif, dans son intégralité, est désormais *rendu à ses fonctions civiles, sauf deux exceptions : le maintien du lancer de grenades et celui des subsides militaires*. (Burgener, 1970, p. 525)

Il en va de même pour l'éducation physique scolaire. Celle-ci, dirigée par une sous-commission spéciale, s'engage maintenant dans le sens de la pédagogie moderne dans le but de se lier davantage avec les autres disciplines scolaires et se détache intégralement d'influence militaire. Une liberté et autonomie décisionnelle plus importante est alors donnée aux cantons.

3.7 L'éducation physique dans les manuels fédéraux : une évolution significative

Les parties précédentes 2.2 et 2.3 contiennent préalablement une analyse concise des manuels fédéraux de 1876, 1898, 1912 et 1927. Pour cette raison, un bref rappel est ici seulement nécessaire et utile au développement de l'analyse.

Je vais volontairement cibler les manuels des années 1942 aux années 1975, ce qui correspond à la période pertinente pour l'analyse. L'apport analytique est non négligeable car la période cible des années 1950-1970 n'est que chichement fournie en matière de sources historiques sur le sujet du développement de l'éducation physique en Suisse.

En analysant les programmes et la structure des différents manuels fédéraux, les premiers datant de la fin du XIX^e siècle à ceux plus récents de 1998, l'évolution de la perception de la pratique sportive ainsi que des enjeux et objectifs alloués à celle-ci transparaît de façon notable. L'éducation physique en Suisse, que ce soit dans « le domaine de ses intentions, des activités qu'elle préconise comme support, des méthodes utilisées ou des idéologies corporelles qu'elle véhicule » (Commission fédérale de sport, 2000), s'est profondément *réformée*. En effet, dans la Suisse de la fin du XIX^e siècle, « les sociétés de tir et de gymnastique détiennent le quasi-monopole de l'exercice physique pratiqué en collectivité, dans une atmosphère empreinte de discipline et de patriotisme. » (Guex, 2017). Cette tendance se reflète dans les premiers manuels fédéraux.

Au programme dans certaines écoles du pays dès le XIX^e siècle, les exercices physiques deviennent progressivement une discipline enseignable dans les années 1850 dans certains cantons.

Leur pratique devient obligatoire lors de l'Organisation militaire de la Confédération suisse de 1874, mais uniquement pour tous les garçons dès l'âge de 10 ans. Dès lors, le Département Militaire Fédéral désire « déplacer le centre de gravité de l'éducation militaire à l'école, et non pas à la caserne ».⁵² C'est une volonté émanant de l'autorité fédérale que d'inculquer les valeurs militaires et patriotiques « à la source », c'est-à-dire dans le cadre scolaire. Cette volonté d'influer, de formater le développement de la jeunesse est caractéristique de la période et du contexte européen. En effet, l'écrasante victoire prussienne à Sadowa contre l'Empire d'Autriche (1866) révèle aux autres nations la supériorité de la discipline, d'organisation et de l'entraînement militaire des prussiens. L'influence d'objectifs liés à la sécurité, au pouvoir et à la nation vont pénétrer une discipline propice car pouvant les rendre réalisables : l'éducation physique.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, la gymnastique occupe une place prépondérante dans le « champ des pratiques d'exercice corporel helvétique » (Quin, Le tournant "sportif" de la gymnastique féminine helvétique (1960-1985). L'association Suisse de Gymnastique Féminine entre spécialisation et professionnalisation, 2015, p. 429). Bien que dans les États voisins, le constat soit similaire jusqu'en 1900, « les transformations du XX^e siècle vont toucher la Suisse de manière singulière, dans la mesure où la tradition gymnique va demeurer très vivace et résister aux dynamiques de la « sportivisation (Defrance, 1995).

⁵² *Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale sur le projet d'une nouvelle organisation militaire*, 13 juin 1874, p.48.

« (La tradition gymnique) débutée avec l'exportation des pratiques sportives d'Angleterre hors des îles britanniques à la fin du XIX^e siècle [...] est marquée par l'imposition progressive des logiques compétitives à l'ensemble des pratiques d'exercice corporel (y compris dans le cadre de l'éducation physique scolaire (Quin, 2014)) et le développement d'une spécialisation à la fois des différentes modalités de pratique et des professions qui les entourent (entraîneurs, dirigeants, formateurs, etc.). » (Quin, 2015, p. 429)

Cet aspect caractéristique de l'éducation physique suisse est perceptible dans les différents manuels fédéraux d'un pays « à forte tradition gymnique ». Néanmoins, comme le spécifie lucidement l'historien Grégory Quin, « il convient de promouvoir une histoire empirique et documentée, la précaution valant encore davantage autour de la gymnastique, si fondamentale dans l'exacerbation des valeurs et représentations d'un « imaginaire national » (Anderson, 1996) helvétique. » (Quin, 2015, p. 432)

Le premier manuel officiel de 1876,⁵³ élaboré grâce à l'impulsion de la naissante Commission fédérale de gymnastique découlant de l'État fédéral (depuis 1848), répond à la volonté de créer un manuel unique en Suisse, instrument indispensable en vue de l'unification doctrinale. L'influence du DMF et du Conseil fédéral est perceptible car c'est sur leur approbation, le 5 juillet et le 1^{er} septembre 1876 que celui-ci est officialisé. Sa conception et son contenu sont extrêmement rigides, similaires à un véritable règlement militaire.⁵⁴ La finalité politique est clairement explicitée sur la couverture : « Ecole de Gymnastique pour l'instruction militaire préparatoire de la jeunesse suisse ». L'objectif est de préparer les jeunes garçons de 10 à 20 ans au service militaire.

Néanmoins, malgré une méthode martiale, dirigée et très mécanique, ce manuel marque une étape éloquente dans le processus de l'intervention fédérale : c'est la première fois que la Confédération, sous le couvert du DMF, édite un manuel scolaire suisse. L'influence de celui-ci est primordiale, car son contenu enseignable sera « dispensé aux instituteurs dans les écoles de recrues, dans les cours de perfectionnement et dans les écoles normales cantonales ». (Burgener, 1970, pp. 126-127)

⁵³ *L'École de gymnastique pour l'instruction militaire préparatoire de la jeunesse suisse de l'âge de dix à vingt ans*, 1876, 98p.

⁵⁴ *Ecole de Gymnastique pour l'Instruction militaire préparatoire de la Jeunesse suisse de l'Age de dix à vingt Ans*, Galley, Fribourg, édition de 1889, 103 pages, in 16.

Le manuel de 1898 ⁵⁵ est un prolongement structurel du précédent, bien que les exercices d'ordres et les exercices libres laissent le premier rôle à la gymnastique aux engins. Une mention d'éléments à vocation sanitaire est à relever.⁵⁶ La finalité éducative est principalement de développer la virilité, la force physique, l'agilité, la persévérance et l'initiative.

Ces deux premiers ouvrages représentent totalement l'influence nationaliste et patriotique à l'air du temps.

Comme nous l'avons précisé dans la partie 2 du présent travail,⁵⁷ la gymnastique scolaire aux prémices du XXe siècle est caractérisée par une lutte idéologique entre les partisans d'une gymnastique traditionnelle (la gymnastique allemande, Spiess), ceux d'une gymnastique suédoise, les défenseurs de courants scientifiques et sanitaires et les promoteurs du mouvement sportif. « Chaque méthodes envisage de façons très divergentes le mouvement et ses fonctions ». (Commission fédérale de sport, 2000, p. 20)

Le manuel de 1912,⁵⁸ nonobstant un certain favoritisme pour la gymnastique suédoise et l'aspect sanitaire, intègre des aspects des différents courants de l'exercice physique.

La visée politique demeure un contexte de préparation au service militaire.

Les visées sanitaires sont augmentées et on dénote une « accentuation très forte sur les effets physiologiques de la gymnastique qui doit développer et fortifier les poumons et le cœur ; corriger la tenue du corps ». (Commission fédérale de sport, 2000, p. 22)

La dimension éducative révèle trois axes principaux :

- Développement des qualités athlétiques (force, souplesse, résistance, agilité)
- Développement des qualités morales (courage, volonté, esprit d'initiative, décision)
- Favorisation de la sociabilité

L'édition de 1927 ⁵⁹ témoigne de la transformation progressive des pratiques et des conceptions liées. Après la Première Guerre Mondiale, le quatrième *Manuel fédéral de gymnastique pour l'éducation physique des garçons de sept à quinze ans*, bénéficie d'un renouveau pédagogique, et intègre concrètement pour la première fois le concept d'éducation physique. Il est doublement influencé par les médecins et les pédagogues. Une transition conceptuelle

⁵⁵ *Manuel de gymnastique pour l'instruction militaire préparatoire de la jeunesse de dix à seize ans*, 1898, 257p.

⁵⁶ Effets physiologiques : Influences sur les organes de la respiration et de la circulation.

⁵⁷ 2.2 et 2.3.

⁵⁸ *Manuel fédéral pour l'enseignement de la gymnastique dans les écoles suisses*, 1912, 227p.

⁵⁹ *Manuel fédéral de gymnastique pour l'éducation physique des garçons de sept à quinze ans*, 1927, 387p.

s'opère progressivement entre une gymnastique auparavant rigide et les jeux, les exercices populaires, le jeu et les sports de plein air. Cependant, le contraste entre l'éducation physique actuelle est toujours important, notamment dans les consignes :

« Les robes, les manteaux, les vestes et les cols durs sont à enlever et la chemise à ouvrir ». (Commission fédérale de sport, 2000)

Le dessein politique est « d'accroître la vigueur du peuple ainsi que la puissance de l'armée ». Les visées sanitaires sont « d'affermir la santé, d'habituer à une bonne tenue et de développer des habitudes hygiéniques ». (Commission fédérale de sport, 2000, p. 22)

L'aspect hygiéniste de la pratique sportive est, dans les années 30, toujours un critère prépondérant, notamment en rapport au plaisir et à la liberté, valeurs plus tardives dans la conception et la perception helvétique de l'éducation physique, mais aussi en Europe. Des musées de l'hygiène et des expositions internationales sont créés afin de valoriser le développement national dans le domaine de la santé et de l'éducation physique face aux autres nations. En 1930, un *message du Conseil fédéral à l'attention de l'Assemblée fédérale, concernant l'allocation d'un subside à la 1^{ère} exposition suisse d'hygiène et de sport, qui aura lieu à Berne, en 1931*,⁶⁰ est évocateur. Dans le développement du message, il est constaté que « des milieux très étendu de notre population s'intéressent aux questions d'hygiène ainsi que, d'une façon plus générale, au maintien et à l'amélioration de la santé publique ».⁶¹ On donne en exemple remarquable des expositions similaires organisés en *Allemagne à Berlin (1926)* et *Düsseldorf* ainsi qu'en France à *Strasbourg (1923)*. Le but de la manifestation et *l'importance qu'elle revêt pour notre pays* est explicité :

« L'éducation du peuple et son instruction dans les domaines de l'hygiène et de la culture physique sont une des nécessités du temps. Seul un peuple sain de corps et d'esprit peut maintenir de façon durable sa situation économique et son indépendance dans la rude concurrence actuelle des nations. [...] Il ne suffit pas qu'une fraction de notre peuple, surtout les habitants des grandes villes et des centres touristiques, pratiquent la gymnastique et le sport : la grande masse du peuple devrait être acquise à cette saine activité et c'est malheureusement loin d'être le cas. »

Les objectifs sont similaires à ceux précités dans le manuel et révèlent la préoccupation de l'époque d'une concurrence *vitale* entre les nations dans le domaine de l'hygiène et du sport.

⁶⁰ MESSAGE du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, concernant l'allocation d'un subside à la 1^{re} exposition suisse d'hygiène et de sport, qui aura lieu à Berne, en 1931, 6 juin 1930, Archives fédérales suisses, Feuille Fédérale, Volume 1, Cahier 24, n° d'affaire 2574, n° référence 10 085 968, p.677-675.

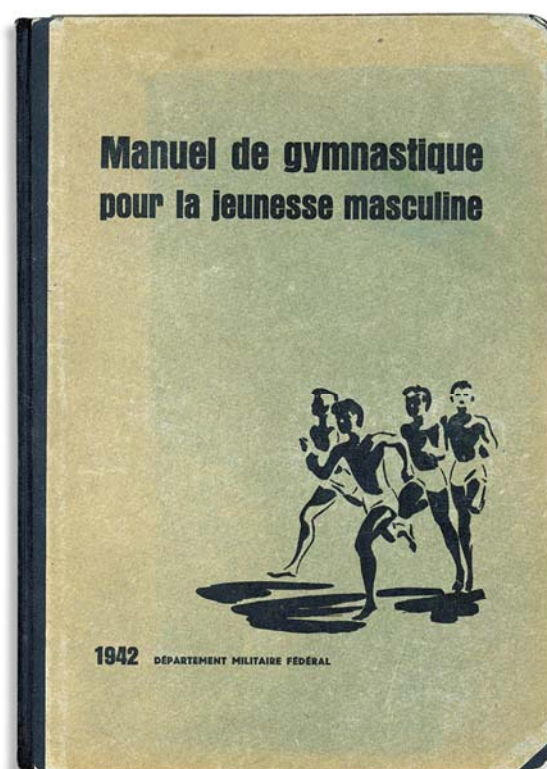
⁶¹ Ibid., p.677.

L'adage *Mens sana in corpore sano*, ou plus encore *mens fervida in corpore lacertoso*,⁶² transparaît dans ce plaidoyer pour la santé publique (De Coubertin, Revue Olympique, 1911). L'exposition, intitulée « *Hyspa* » (*Hygiene- und Sport-Austellung*) recevra de la part de l'Assemblée fédérale un subside de 300'000 francs (500'000 francs prévu).

Les enjeux éducatifs perceptibles dans le manuel sont de « favoriser le développement harmonieux des différents systèmes d'organes », de développer les facteurs de la condition physique et de « former le caractère (volonté, courage, maîtrise de soi, discipline personnelle) ». L'aspect social est récurrent en mettant en avant le développement chez l'enfant de « vertus pratiques » lui permettant de devenir ultérieurement un citoyen utile dans la société. De plus, les aspects réglementaire et disciplinaire de la gymnastique, du jeu et du sport doivent favoriser chez l'enfant une habitude à la soumission aux lois établies par la communauté.

La cinquième édition de 1942⁶³ vise la scolarité obligatoire mais aussi postscolaire, c'est-à-dire le quatrième degré (16-20ans), ce qui n'est pas inscrit dans la loi fédérale liée à la récente Ordonnance de 1941. Les cantons surveillent soigneusement l'enseignement de l'éducation physique, basé sur le manuel fédéral et sont responsables de l'entretien et contrôle des infrastructures sportives et du matériel. Les classes ont généralement trois heures hebdomadaires d'éducation physique selon les variantes suivantes :

Figure 9. 1^{er} de couverture du manuel fédéral de 1942, éditeur DMF, Bibliothèque cantonale universitaire Lausanne (BCUL).



- a) Trois heures, plus une activité sportive complémentaire (sports d'été, d'hiver, jeux, excursions, gymnastique appliquée) ;
- b) À la campagne (situation peu propice) : deux heures et le programme complémentaire en plus ;

⁶² Soit « un esprit ardent dans un corps musclé ».

⁶³ *Manuel fédéral de gymnastique pour la jeunesse masculine de 7 à 20 ans*, 1942, 440p.

- c) En montagne (condition très pénibles ; école d'hiver) : deux heures, ski et gymnastique appliquée y compris).⁶⁴

L'influence du contexte *psychotique* et du spectre de la Seconde Guerre renforce la conjoncture entre les besoins de la nation et l'éducation physique. La finalité politique est limpide : « éduquer la jeunesse en vue de la formation d'une armée forte et capable ». (Commission fédérale de sport, 2000)

Le programme est ainsi augmenté d'activités de plein air tel que la randonnée ou le camp et d'exercices dans les terrains des plus évocateurs : « exercice d'orientation et d'observation ; assaut d'une hauteur ; les chercheurs de pistes ; occupation d'un pont ; franchissement d'une chaîne de postes ; la petite guerre ; la lutte entre deux partis ; le jeu de guerre ; exercices de patrouilles avec carte et boussole ». ⁶⁵

Il est évident que les jeux et les exercices sont totalement assimilés à un contexte guerrier et militaire. Les capacités visées par l'entraînement et la pratique sont l'orientation, l'endurance, la résistance, la force, la tactique et les qualités morales telles que la volonté, le courage et la discipline. Chacune des pratiques physiques est systématiquement reliée avec ces capacités : le ski « affermit la volonté », la natation « endure le corps contre les intempéries », les exercices dans le terrain « lient l'enfant à sa patrie », les activités de combat procurent « le goût de la lutte ».

Un objectif sous-jacent est de cultiver le sentiment d'appartenance et d'allégeance à une communauté ; si l'on vulgarise quelque peu, cela équivaut à favoriser la cohésion nationale, dimension primordiale en cas de conflit militaire pour les autorités dirigeantes.

En conséquence, l'objectif principal est de créer, dès l'école primaire, un environnement fertile pour le développement de citoyens-soldats en devenirs efficaces, disciplinés et subordonnés, courageux et fidèles aux valeurs patriotiques nationales, indispensables à la sauvegarde de la nation helvétique. Ce manuel fédéral synthétise la conjoncture quasi-totale de l'éducation physique et du Département militaire fédéral. Elle est dorénavant un outil étatique servant une finalité politique et militaire dans un contexte international conflictuel.

Il contraste avec la future Ordonnance de 1947 qui fragmentera la dimension sportive et la dimension militaire (Service de l'instruction). Cette dernière étant la mission et la raison de la

⁶⁴ Arrêté du Département militaire fédéral, 15 avril 1942, 4 pages.

⁶⁵ *Manuel fédéral de gymnastique pour la jeunesse masculine de 7 à 20 ans*, 1942, éditeur DMF, Bibliothèque cantonale universitaire Lausanne (BCUL), p.6-7.

création de l'École fédérale de gymnastique et de sport à Macolin. Quant à la gymnastique scolaire, elle est désormais « dirigée par une sous-commission spéciales, exempte de toute influence militaire » (Burgener, 1970, p. 527) et s'engage peu à peu dans une voie pédagogique qui l'assimilera davantage aux autres disciplines du curriculum scolaire.

La sixième édition du manuel fédéral ⁶⁶ paraît en quatre volumes dès 1957 jusqu'à 1962. Un élément caractérise le changement opéré au niveau idéologique : le manuel officiel suisse de gymnastique n'est dorénavant plus l'apanage du sexe masculin, car destiné, pour la première fois, aux jeunes filles. En effet, celles-ci ne disposaient pas de référentiel fédéral mais de manuels édités par la Société Suisse des Maîtres de Gymnastique, à partir de 1916 à Zurich.

L'ouvrage s'est désormais affranchi d'influents militaro-politiques et s'oriente sur le développement harmonieux des aptitudes physiques et d'une éducation globale de l'enfant. C'est donc une borne marquant la transition considérable vers une démarche d'assouplissement général de l'éducation physique dans la période d'après-guerre. Il n'y a plus guère de considération d'ordre politique mais principalement sanitaires et éducatives. L'objectif principal est « d'apporter les principes qui régissent une vie saine ».

Les valeurs de l'État fédéral s'adaptent progressivement à la demande populaire et au contexte sociétal. Le manuel illustre un phénomène de sportivisation de l'éducation physique, initié timidement dans l'édition de 1927 et concrétisé dans les années soixante et septante qui entérine le sport comme une pratique corporelle de référence.

Lorsque l'on considère les six premières éditions successives de manuels fédéraux, couvrant près d'un siècle, il apparaît que ceux-ci représentent non seulement l'état de l'éducation physique masculine en Suisse, mais aussi la volition du Département militaire fédéral et de l'État fédéral. L'édition de 1942, éditée lors du conflit mondial, sous le régime des pleins pouvoirs et de la crispation internationale, reflète totalement le déséquilibre entre l'intégrité de la discipline et son utilisation. Il semblerait aujourd'hui totalement incohérent de programmer de la boxe et des exercices d'inspirations et de terminologies militaires à des élèves d'école obligatoire...

Ces manuels étaient renouvelés après une quinzaine d'années, afin d'adapter les contenus et les programmes aux objectifs et conceptions fluctuants.

⁶⁶ *Manuel suisse de gymnastique scolaire*, 1957-1962, 4 volumes, 666p.

Un élément notoire est l'introduction, puis la progression du sport dans les ouvrages de références scolaires. En 1876, il ne représente qu'environ 1% du contenu (Burgener, 1974, p. 45). Dans l'édition de 1957-1962, il représente environ 66% (2/3). L'augmentation est exponentielle.

Dans cette mutation continue, la pédagogie et la modernité vont peu à peu prendre le pas sur les nécessités militaires et la conception disciplinaire et rigide d'une discipline qui permet idéalement de dépasser le cadre scolaire et ainsi d'augmenter sa valeur pédagogique.

La méthode suisse d'éducation physique est éclectique :

« Elle repousse le suédisme, auquel elle emprunte cependant quelques engins (bancs suédois, espaliers) ; elle se refuse aux postulats de Hébert ⁶⁷, mais s'inspire de quelques-uns, par exemple dans l'importance accordée à la natation, dans la recherche de la gymnastique appliquée ; elle accepte les sports et les jeux, chers aux Anglo-Saxons, en les adaptant à notre mentalité et en les subordonnant aux besoins biologiques pour éviter tout excès. Notre méthode tient aussi compte des effets psychophysiologiques du mouvement. » (Burgener, 1970, p. 573)

Au début des années 1970, la Suisse se dote de nouvelles bases légales concernant la gymnastique et les sports (Commission fédérale de sport, 2000, p. 21). L'enseignement de l'éducation physique est rendu obligatoire pour les élèves des deux sexes, durant l'intégralité de la scolarité obligatoire jusqu'au secondaire supérieur. Les récents textes législatifs vont fortement influencés la série de manuels fédéraux parue entre 1975 et 1981 :

« L'ouvrage entérine la sportivisation de l'éducation physique à l'école. Le sport, pratique référentielle incontournable de la nouvelle société des loisirs, se confond parfois même avec l'éducation physique. Celle-ci a maintenant pour but « d'éduquer au sport », c'est-à-dire de donner aux élèves l'accès à une véritable culture sportive. On lui prête également l'ambition « d'éduquer par le sport » en contribuant au développement psychomoteur, cognitif, social et affectif de la personne. » (Commission fédérale de sport, 2000, p. 21)

La volonté de promouvoir la pratique du sport auprès de la jeunesse fait directement écho à la récente loi fédérale *encourageant la gymnastique et les sports* de 1972.

⁶⁷ Georges Hébert [1875-1957], officier de marine et éducateur français, promoteur d'une méthode d'éducation physique dénommée selon son nom « hébertisme ».

Cette démocratisation de l'éducation physique atteint son apogée dans l'ultime édition de 1998, où l'individu est au centre des considérations politiques et où l'éducation physique, partie intégrante du cursus scolaire, participe désormais à l'éducation d'un citoyen libre, autonome, critique et respectant les différences.

L'analyse des manuels fédéraux, bien que relativement condensée, rend compte du processus identitaire progressif d'une discipline au cœur d'enjeux dépassant son cadre fondamental. Ce processus de création identitaire et d'uniformisation de l'éducation physique suisse est sans cesse questionné par une logique sociétale propre au contexte historique. La discipline va subir de multiples variations de ses finalités, de mutations de ses pratiques et de changements de perception à son égard. Rarement innocents, les choix opérés d'une pratique, d'une méthode ou encore d'attribution d'une finalité sont révélateurs de l'influence exercée par les instances décisionnelles. Les *valeurs éducatives* de l'éducation physique représentent un enjeu formateur majeur et se trouvent parfois détournées à des fins nationalistes voire militaristes.

3.8 L'éducation physique dans la législation et « les débats parlementaires » des années 1960-1970

Dans les années 1950, au terme de la Seconde Guerre mondiale, « les transformations des équilibres géopolitiques et l'avènement d'une opposition entre de nouvelles puissances va rapidement impacter la sphère sportive » (Quin & Tonnerre, 2017). Le contexte conflictuel de la guerre froide va influencer le milieu sportif, notamment lors d'événements compétitifs internationaux, et entraîner un phénomène de boycott sportif (Monnin & Maillard, 2015), précédemment observable lors des Jeux Olympiques allemand de 1936.

Le système sportif suisse est alors dirigé par deux organisations distinctes : L'ANEP et le COS, la première représentant l'ensemble des fédérations sportives nationales (volontaires) et la seconde gère les affaires olympiques depuis sa création en 1912 (Quin & Tonnerre, 2017).

Lors des Jeux olympiques de Melbourne en 1956, *la non-participation de la délégation suisse souligne l'absence d'une véritable base légale pour les autorités politiques lorsqu'il s'agit d'imposer leurs vues aux institutions sportives* (Quin & Tonnerre, 2017). Assurément avant 1969, l'État peine à s'appuyer sur une base légale concernant les pratiques sportives en dehors du domaine scolaire.

En 1964, en addition du symposium se déroulant à Macolin, un événement va accentuer la nécessité d'un mouvement réformiste de fond dans le système sportif suisse qui le conduira notamment à la création de nouvelles bases légales dans les années 1970. Les Jeux Olympiques d'hiver à Innsbruck vont constituer « un véritable électrochoc pour le monde sportif helvétique » (Quin, 2015, p. 434) puisque la délégation suisse revient, pour la première fois, sans aucune médailles.⁶⁸

La conscience de la nécessité de fédéraliser les structures sportives afin d'améliorer les performances commence à germer dans certains milieux, notamment politiques.

Néanmoins, la tâche ne sera pas aisée pour les partisans d'une éducation physique nationale et à de l'étatisation du sport, notamment en raison d'un conservatisme important concernant la tradition sportive helvétique valorisant l'autonomie des sociétés et des fédérations gymniques et sportives.

Le graphique suivant permet d'illustrer et de périodiser les initiatives parlementaires visant à promouvoir et améliorer les structures et les performances du sport et du sport d'élite en Suisse.

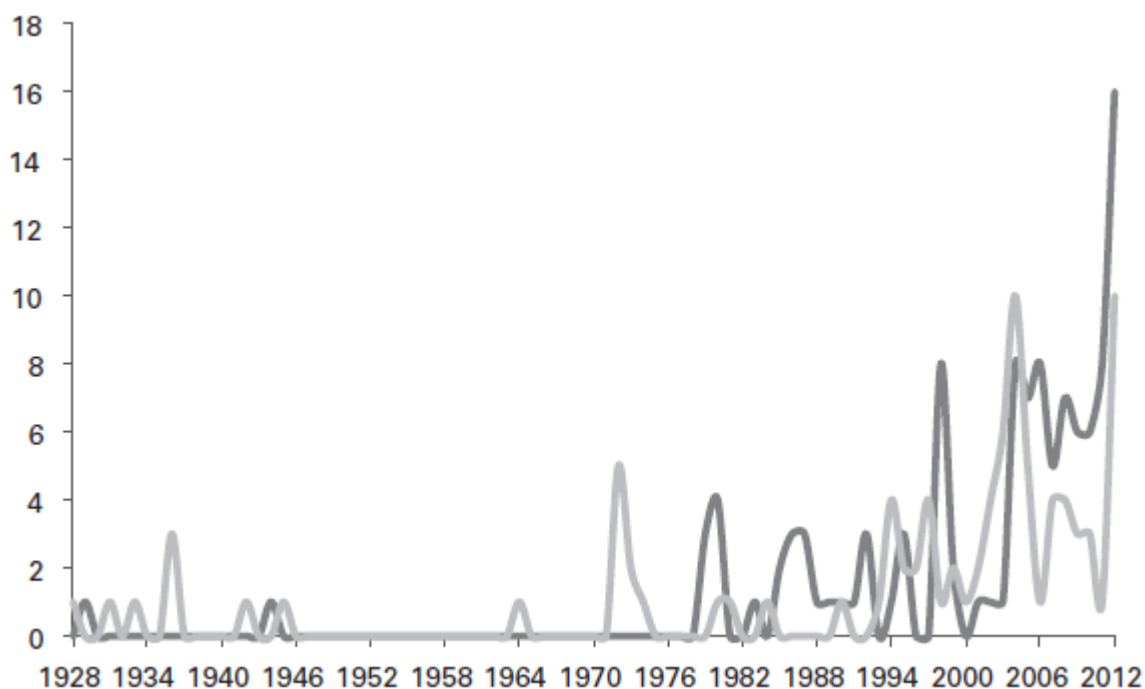


Figure 10. Graphique représentant les initiatives parlementaires visant à promouvoir le sport « performance » et d'élite (gris clair) ou, les initiatives afin d'éviter un développement négatifs (gris foncé), in WEBER Pierre-

⁶⁸ A ce sujet, on lira: Grégory Quin, Constitution et développement du sport scolaire dans le canton de Vaud (1970–2010), in: Jean-Nicolas Renaud, Julie Grall, Yann Delas (éds), Pensées sur le sport scolaire – Penser le sport scolaire, Paris 2014, pp. 125–131.

André, SAGER Fritz, Von Wehrmännern zu Sporttalenten. Zur Entwicklung der schweizerischen Politik für Leistungs- und Spitzensportförderung, Revue Suisse d'Histoire, SZG/RSH/RSS 65, 2015, Nr. 2.

La première initiative concernant le développement du sport date de 1928. Intitulé « *encouragement des exercices corporels* », ⁶⁹ le postulat proposé par un certain *Reinhard* lors des *délibérations de l'Assemblée fédérale* de la *Session d'été 1928* considère « que l'encouragement de la gymnastique et du sport est une des meilleures armes contre l'alcoolisme ». Il prévoit notamment des subventions d'infrastructures et l'institution d'un diplôme fédéral pour l'enseignement de la gymnastique.

La même année, la première ordonnance édictée par le Conseil fédéral en 1909 est révisée. Celle-ci est remplacée par *l'ordonnance encourageant la gymnastique et les sports* le 7 janvier 1947.

Au cours des années 1950 à 1960, l'intensification des efforts en faveur de la gymnastique et du sport lors de diverses interventions parlementaires est relevante. Le Conseil fédéral présente à l'Assemblée fédérale de nombreux projets allant dans ce sens.

Dans un postulat de 1956, ⁷⁰ le conseiller national Bachmann préconise *que l'on encourage et soutienne plus efficacement la gymnastique scolaire obligatoire, la préparation physique des jeunes gens après leur scolarité et l'activité hors service dans l'intérêt de l'armée*. Celui-ci est accepté en 1957.

En 1960, le conseiller national Kurzmeyer relève à travers une motion ⁷¹ *les effets négatifs dus à la prospérité économique et invite à examiner le problème de la lutte contre l'amollissement physique*. Il demande notamment

d'encourager les travaux de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport par une augmentation sensible de son budget et de la charger d'étendre son activité de manière que la préparation physique et morale du pays soit assurée.

L'EFSG doit également, selon lui, *s'assurer la collaboration des cantons, des universités, de l'Association suisse des maîtres de gymnastiques, des associations nationales de gymnastique*

⁶⁹ REINHARD, *Encouragement des exercices corporels*, postulat n°68 (2311), Archives fédérales suisses, Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale, Feuille fédérale, 1928, Volume 2, Cahier 27, n° de réf. 10085325, p.300.

⁷⁰ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1029-1042.

⁷¹ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1031.

et de sport, des groupements professionnels et des syndicats. L'effort de centralisme organisationnel et la volonté de juguler tous les acteurs dans un but et une direction commune est évident. La motion est acceptée en 1962.

Jusqu'au parlement, des débats s'engagent sur l'apparent « affaiblissement de la jeunesse » (Loudcher & Aceti, 2014) et l'échec retentissant de la délégation suisse à Innsbruck en 1964. Des discussions concernant *les transformations structurelles du système sportif suisse* se poursuivent dans les années 1966-1969. Le chef du DMF, Paul Chaudet, sollicite « un soutien continu pour le sport de haut niveau ».⁷² Des conseillers nationaux réclament

Une action rapide et efficace en faveur de la généralisation de la pratique des sports sans cependant oublier le sport de pointe qui, outre les avantages qu'il présente pour notre tourisme, constitue un élément remarquable d'attraction pour notre jeunesse dans la réalisation de notre objectif général. (Quin & Tonnerre, 2017)

En 1964, le conseiller national Meyer (Lucerne) soumet au Conseil fédéral *un postulat invitant à prendre des mesures pour améliorer les conditions physiques de la jeunesse et les performances des sportifs d'élites*.⁷³ Le postulat est accepté l'année même.

L'année 1966, en se basant sur la motion *Kurzmeyer*, le conseiller national Wanner demande au Conseil la prise, *par un arrêté fédéral urgent*,⁷⁴ de dispositions transitoires permettant d'organiser l'entraînement physique des jeunes filles après la scolarité, ainsi que la création de bases légales *propres à assurer l'éducation physique féminine*. La motion est acceptée sous forme de postulat.

L'examen des différentes interventions parlementaires démontrent une incohérence et une insuffisance dans les dispositions légales actuelles, datant d'avant la Première Guerre mondiale (1874 puis 1907-1909).

Les premières conséquences de cette prise de conscience sont la création d'un *Comité National pour le Sport d'Élite* (CNSE en 1966), une augmentation de la subvention du Conseil fédéral et la mise sur pied de l'*Aide Sportive Suisse* (ASS dès 1970). Les modifications constitutionnelles et législatives des années 1969-1972 vont représenter l'aboutissement de ce mou-

⁷² *Sport*, en première page du journal, le 12 février 1964.

⁷³ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1032.

⁷⁴ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1032.

vement réformiste faisant passer le *champ sportif suisse* dans une nouvelle dynamique (Eichenberger, 1997, pp. 95-97).

L'objectif central est de concéder *davantage de moyens aux meilleurs athlètes et à leurs fédérations, sans perdre de vue la masse des pratiquants*. (Quin, 2015)

La problématique est toutefois complexe, car ces débats cristallisent une certaine méfiance, déjà révélée lors de la création de l'EFGS dans les années 40, vis-à-vis du processus d'étatisation du monde sportif. L'*Association Nationale de l'Éducation Physique* (ANEP) représente cette vision craintive, car soucieuse d'une perte conséquente d'influence et de pouvoir décisionnel dans la gestion des fédérations sportive. Le procès-verbal de la 45^{ème} Assemblée des délégués de l'ANEP en 1966 est édifiant :

« Nous ne connaissons pas le sport d'Etat et nous n'en voulons pas ». ⁷⁵

Bien que la majorité des fédérations dirigées par l'ANEP refuse tout dirigisme de l'État, celle-ci ne considère alors pas la centralisation, elle développe pourtant des services considérables pour le développement de la pratique sportive en Suisse. Dès 1924, *le Service médical*, et depuis 1938, *le Sporttoto*, qui distribue *des millions de francs au profit de l'équipement et développement des infrastructures, de l'entraînement et des concours*. (ANEP, 1972)

L'ANEP est en quelque l'organisation *faîtière du sport helvétique*. Ses statuts, *organisés selon le code civil, garantissent une pleine autonomie aux fédérations*. Elle demeure *neutre sur le plan politique et confessionnel* mais elle refuse *une immixtion quelconque de l'Etat dans ses affaires*. (ANEP, 1972, p. 19)

L'association établie à Berne, dès 1962, a, par le biais de la SST (Société du Sport-Toto), *fait accorder des millions de francs à l'aménagement de l'Ecole de Macolin et des centres sportifs du Rotsee/Lucerne, de St-Moritz et de Mürren*. (Burgener, 1974, p. 50)

L'ANEP représente tout de même quasiment deux millions d'adhérents répartis dans 63 fédérations dans les années 70.

En collaboration avec le Comité olympique suisse (COS), et après la débâcle des Jeux olympiques d'Innsbruck, elle négocie avec les autorités fédérales un soutien grandissant *en faveur des compétitions internationales*.

⁷⁵ Archives ASGF, documents relatifs à l'ANEP et au sport élite (1967–1981), procès-verbal de l'Assemblée des délégués de l'ANEP, le 12 novembre 1966, p. 4–5.

Elle devient en 1977 l'Association suisse du sport (ASS), puis sera ensuite regroupée avec le COS et le Comité national pour le sport d'élite (CNSE) afin de devenir l'Association olympique suisse (1997) et finalement Swiss Olympic dès 2001.

principale bénéficiaire de la SST, cette manne financière lui permet d'importants investissements dans le sport en Suisse. Les cantons et les fédérations partagent aussi une part des gains réalisés par la Société du Sport-Toto, ce qui permet de dynamiser les investissements « sportifs » dès les années 50 et surtout dans les années 70 :

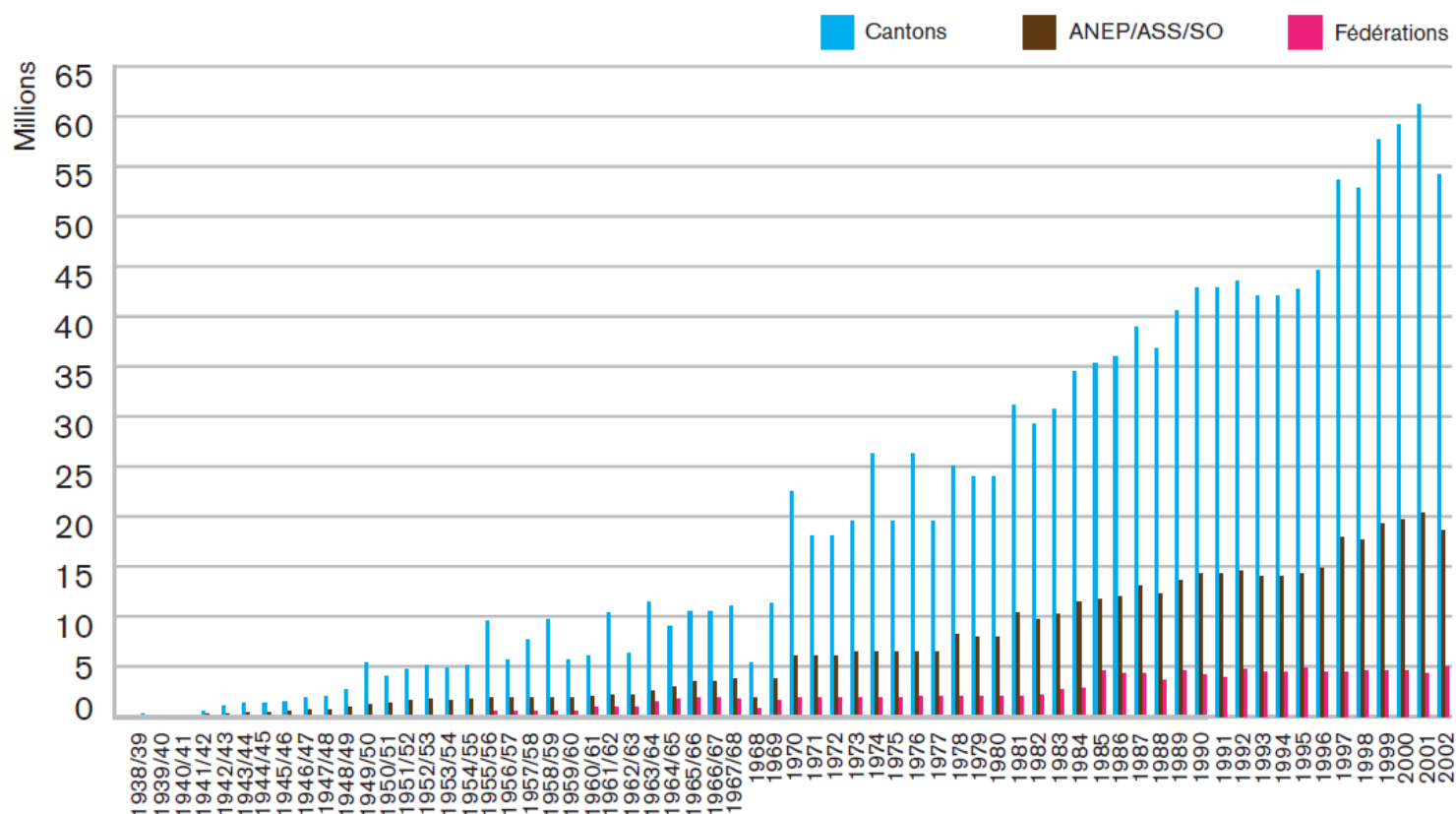


Figure 11. Graphique représentant la part attribuée (en millions) aux Cantons, à l'ANEP et aux Fédérations entre 1938-2002. * ANEP = Association nationale d'éducation physique; ASS = Association suisse du sport; SO = Swiss Olympic. Société du Sport-Toto, 75 ans au service de la promotion du sport, Ed. SST, Bâle, 2003, p.23.

La première observation concerne la somme allouée par la SST pour la promotion sportive suisse, exception faite de la période 1939-1942 freinée par la Guerre. Le soutien financier est considérable, et la SST a soutenu de nombreux investissements dans le monde du sport suisse, également sous la forme de crédits que les cantons pouvaient amortir au fil des ans sur leurs contributions (Société du Sport-Toto, 75 ans au service de la promotion du sport, 2003). En

1958, la SST avait déjà redistribué 95 millions de francs : *64 millions pour les cantons, 19 millions pour l'ANEP, 6 millions directement pour la construction de divers stades et 5 millions pour les centres de sport à Macolin et Mürren.*

Une seconde constatation est l'augmentation des contributions exponentielle, notamment à partir des années 70 et de l'intégration de l'encouragement pour le sport dans la constitution fédérale. En 1988, la SST fêtera alors le jubilé des cinquante ans, les cantons auront préalablement reçu *653 millions, l'ASS (ex ANEP) 200 millions et les fédérations plus de 60 millions.*

Le rôle financier de la SST est décisif pour le développement et la dynamisation du sport de pointe mais aussi de l'activité sportive populaire en Suisse.

Finalement, en 1968, le conseiller national Cadruvi présente une *interpellation demandant que l'Etat soutienne les efforts privés consacrés au développement des sports et au maintien de la santé.*⁷⁶

Comme nous avons pu le constater, les interventions parlementaires s'intensifient dans le milieu des années 1950 jusqu'aux années 70 et vont revendiquer majoritairement une augmentation de l'interventionnisme étatique dans le domaine de l'éducation physique notamment pour des considérations sanitaires, sociétares et compétitives. Elles amènent le Conseil fédéral à initié un projet qui prendra forme avec l'introduction d'un article constitutionnelle et d'une loi en faveur de l'encouragement de la gymnastique et du sport (éducation physique).

Des interventions concernent aussi le soutien étatique de projet de nature privée favorisant le sport suisse élite. Nous l'avons vu avec la SST, qui sponsorise conséquemment des fédérations privilégiées telles que l'ASF (puis SFL, Swiss Football League) et la SIHF (Swiss Ice Hockey Federation), mais aussi et surtout les cantons et l'ANEP (qui deviendra Swiss Olympic). Le développement du sport élite est considérable, toutefois la législation imposera aussi un développement du sport loisir et scolaire, équilibre nécessaire à la promotion efficiente d'une éducation physique populaire.

⁷⁶ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports* (Du 1er septembre 1971), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1971, Volume 2, Cahier 39, n° réf. 10099968, p. 785-801.

3.9 L'éducation physique dans la constitution fédérale : de l'Instruction préparatoire à Jeunesse et Sport.

Un courant réformiste, nous l'avons observé précédemment, se trouve renforcé dans sa position par l'édition d'Innsbruck en 1964, prend forme à la fin des années 60. À partir de 1968, l'EFSG de Macolin, *les autorités et les milieux intéressés* préparent une *campagne minutieuse* qui cible le rattachement des sports à l'instruction publique (Burgener, 1974, p. 52). Le Conseil fédéral concentre ses efforts dans une direction similaire.⁷⁷ Il est évident, à ses yeux, que l'éducation physique doit être intégrée dans le département de l'instruction et ne plus relever du Département militaire fédéral.

Nonobstant certaines réticences principalement conservatrices émanant des fédérations, le Conseil fédéral soumet un message à l'Assemblée fédérale le 10 septembre 1969, concernant *l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27^{quinquies} sur l'encouragement de la gymnastique et du sport*.⁷⁸

Il souligne le fait que la constitution fédérale ne contient *aucune disposition concernant la gymnastique et le sport* et que les prescriptions en vigueur sont *toutes fondées sur la loi d'organisation militaire de 1907* et visent avant tout à développer l'aptitude au service militaire. Selon lui, il est *indispensable* qu'une disposition constitutionnelle confère à la Confédération le droit d'édicter des prescriptions sur l'encouragement de la gymnastique et du sport, car la situation présente est problématique :

Aujourd'hui, l'effort ne peut porter que sur la préparation en vue du service militaire. Ainsi la loi ne permet pas d'encourager l'éducation physique des femmes, laquelle, du point de vue de la santé publique, est aussi importante que celle des hommes. Il faut donc que l'organisation de la gymnastique et du sport cesse d'être encouragée au seul titre de la préparation en vue du service militaire. Elle doit être élargie de façon qu'elle s'adresse à toute la jeunesse et à l'ensemble des hommes et des femmes du pays.

Les motifs précités par le Conseil dans le but de légitimer l'introduction de *l'encouragement de la gymnastique et du sport* dans la constitution sont multiples. Ils se divisent en cinq catégories principales.

⁷⁷ « Bereits durch seine Stellung in der Bundesverfassung wird klar, dass Art.27 quinquies dem Erziehungsweisen, und nicht der Landesverteidigung zuzuordnen ist » *Message du Conseil fédéral*, 10 septembre 1969, p.9.

⁷⁸ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27^{quinquies} sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1029-1042.

La première concerne *la santé publique*.⁷⁹ En s'appuyant sur diverses recherches scientifiques ainsi que de nombreuses statistiques, l'argumentaire illustre le problème de la sédentarisation de la population et des problèmes sanitaires engendrés. Le sport *peut et doit jouer un rôle très important dans le domaine de la santé publique*, en parade au manque de mouvement nuisible.

La seconde, sans surprise, touche à la *défense militaire* et à l'importance d'avoir une population masculine entraînée et dont la résistance physique et morale *joue un rôle primordial* en cas de guerre.

La troisième est *l'éducation*. Relativement brève, la partie exprime l'importance des *valeurs pédagogiques et éthiques* résultant d'une *activité sportive bien dirigée*.

La pénultième catégorie, moins pertinente, concerne *l'organisation judicieuse des loisirs*. Puisqu'au cours des dernières décennies, la durée du travail a considérablement diminué, il faut donc occuper la population active. *La gymnastique et le sport offrent d'excellentes possibilités à cet égard. Ils donnent à la jeunesse l'occasion de s'affirmer, d'extérioriser son besoin d'affrontement et de faciliter l'épanouissement d'une sociabilité spontanée et d'une saine camaraderie*.

Finalement, l'ultime catégorie évoque la posture de *la Suisse dans les compétitions sportives internationales*. Pour atteindre le succès, dans le sport d'élite mondial, une structure et un cadre d'entraînement spécifique est essentiel. Actuellement, la tâche incombe à l'ANEP et aux associations affiliées. Cependant,

ces organisations ne sont plus en mesure de satisfaire à toutes les exigences actuelles sans l'aide de la Confédération. Dans le monde entier, à l'est comme à l'ouest, l'Etat soutient financièrement le sport, à la fois pour le vulgariser le plus possible et pour réaliser des performances élevées.

Le dualisme formulé, c'est-à-dire à la fois le développement du sport élite et celui du sport « de masse » est le point d'orgue de la volonté réformatrice. Les ambitions affichées sont donc multiples, et la nécessité d'un soutien de la part de la Confédération apparaît comme étant une condition sine qua non. L'habileté politique et diplomatique dans le discours argumentatif est indéniable. Le but étant de fédérer tous les acteurs de la gymnastique et du sport, les nombreuses fédérations et associations, les motifs impliqués concernent l'ensemble des traits caractéristiques du sport helvétique : l'aspect sanitaire, militaire, éducatif, ludique et compétitif.

⁷⁹Motifs pour lesquels l'encouragement de la gymnastique et du sport doit être intensifié, III, in *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport* (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Volume 2, Cahier 41, n° de réf. 10099274, p.1033-1035.

Il est toutefois étonnant de ne pas voir, dans le projet consultatif de 1969, d'argument en faveur des droits des jeunes filles et des femmes concernant la pratique sportive. Cet « oubli » sera comblé dans le projet de loi fédérale de 1971.

L'assemblée fédérale, après consultation du message consultatif, arrête, six mois plus tard, l'insertion dans la constitution fédérale d'un article sur l'encouragement de la gymnastique et du sport.⁸⁰ En voici le contenu :

Art. 27^{quinq}uies

¹ La Confédération a le droit d'édicter des prescriptions sur la pratique de la gymnastique et des sports par la jeunesse. Elle peut, par une loi, rendre obligatoire l'enseignement de la gymnastique et des sports dans les écoles. Il appartient aux cantons d'appliquer les prescriptions fédérales dans les écoles.

² Elle encourage la pratique de la gymnastique et des sports chez les adultes.

³ Elle entretient une école de gymnastique et des sports.

⁴ Les cantons et les organisations intéressées seront consultés lors de l'élaboration des lois d'exécution.

Le présent arrêté est soumis à la votation du peuple et des cantons le 27 septembre 1970.

Dans la presse suisse, notamment romande, les articles au sujet de la votation sont nombreux. *Le Nouvelliste* publie plusieurs articles dont un intitulé *La Confédération veut encourager le sport en le « démilitarisant »*.⁸¹ Celui-ci cite le rôle actuel de la Confédération qui *se borne essentiellement à encourager la gymnastique postscolaire (instruction préparatoire) et le sport militaire (Ecole fédérale de Macolin sur Bienne)*. Il résume aussi les propos du conseiller fédéral Gnaegi lors d'une conférence de presse sur le projet d'article constitutionnel :

La civilisation moderne a transformé profondément nos conditions de vie. Le manque de mouvement et l'amollissement physique sont les conséquences néfastes de la motorisation, de l'automatisation et de l'urbanisation. Cette évolution affecte de plus en plus la santé publique, et l'Etat, dès lors, ne peut pas s'en désintéresser.

La rédaction exprime ensuite que le projet est *en gestation* depuis longtemps et que la lenteur administrative et procédurale n'est pas positive pour *la santé physique et morale* de la jeunesse. Le transfert dogmatique de l'I.P. (instruction préparatoire) du DMF à Jeunesse et

⁸⁰ Arrêté fédéral insérant dans la constitution fédérale un article 27^{quinq}uies sur l'encouragement de la gymnastique et des sports (Du 18 mars 1970), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1970, Volume 1. Cahier 12, n° réf. 10099430, p.505-506.

⁸¹ *La Confédération veut encourager le sport en le « démilitarisant »*, Le Nouvelliste, 4 octobre 1969, p.2.

Sports et au Département de l'intérieur est perçu comme bénéfique car *la spécialisation est encouragée, en ce sens que tous les jeunes [...] bénéficieront d'une instruction spéciale dans le sport qu'ils pratiquent, alors que les sociétés seront indemnisées pour ce travail.*

Un autre article intitulé « *Jeunesse et sport* »⁸² qui insiste sur le caractère totalement *facultatif* de la participation au futur remplaçant de *l'enseignement post scolaire de la gymnastique*, qui était depuis 1942 encadré par la Centrale fédérale d'instruction préparatoire pour la gymnastique, le sport et le tir jusqu'en 1971. Il précise encore que la nouvelle structure *élargira le programme en englobant une trentaine de disciplines sportives tout en admettant aussi les jeunes filles de 14 à 20 ans, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.* La conclusion est représentative de la critique antimilitariste de l'enseignement post scolaire : *C'est dire qu'il ne sera plus nécessaire de lancer la grenade à 45m pour faire des examens de base d'un footballeur, par exemple.*

Un article dans *La Gazette* sur les votations fédérales relève l'aspect égalitaire de l'article constitutionnel qui *mettra fin à une discrimination entre fille et garçons, les plaçant enfin sur un pied d'égalité.*⁸³ De plus, *les associations féminines bénéficieront d'une aide comparable à celle octroyée aux associations réservées aux hommes.*

*La Liberté*⁸⁴ publie un article similaire en vue de la votation, tout en faisant le point sur la situation cantonale du sport à l'école. La prise de position du journal est limpide :

Le week-end tout proche des 26 et 27 septembre est attendu avec impatience par tous ceux, qui conscients de la nécessité du développement de la gymnastique et du sport pour la femme aussi bien que pour l'homme, à l'école comme chez les adultes, les handicapés physiques et les personnes âgées, et soucieux d'une meilleure représentation de la Suisse dans le concert des sportifs de compétition, attendent une saine réaction du peuple suisse en face d'un problème que l'on a trop longtemps laissé à l'écart.

Dans ces différents articles, les recommandations de votes sont unanimement favorables au projet. Le projet semble répondre autant aux aspects compétitifs de l'éducation physique qu'aux aspects de développement, d'intégration et de santé publique. Il semble enfin adapté

⁸² « *Jeunesse et sport* », *Votation fédérale le 27 septembre 1970*, Le Nouvelliste, 4 juillet 1970, p.35.

⁸³ *Votations fédérales des 26 et 27 septembre, Droit au logement – Encouragement de la gymnastique et du sport*, La Gazette, 24 septembre 1970, p.8.

⁸⁴ *En marge de la prochaine votation sur le sport, La situation du sport à l'école dans notre canton*, La Liberté, 25 septembre 1970, p.21.

la pratique physique avec le contexte sociétal. Il demeure cependant certaines interrogations, particulièrement fédéralistes, comme par exemple concernant la marge d'autonomie cantonale. Comme l'exprime un article dans le Journal du Haut-Lac : *Reste à connaître les moyens. Jusqu'où l'Etat central sera-t-il le maître ? Dans quelles mesures les cantons bénéficieront-ils de compétences qui complèteraient fort bien les lois et prescriptions qu'ils appliquent déjà dans la pratique du sport à l'école ?*⁸⁵

Les débats parlementaires relatifs à cet objet, ainsi qu'aux propositions des commissions du Conseil des Etats et du Conseil national donneront des réponses à ces interrogations.

L'unique critique que nous ayons trouvé en compilant la presse évoque la peur d'un certain *totalitarisme*⁸⁶ et d'uniformisation scolaire, bien que les arguments ne soient difficilement défendables de manière cohérente, car les cantons conserveront une part importante d'autonomie en matière d'éducation cantonale. Cette peur de la politisation du sport et de l'éducation physique est partagé par l'ANEP et les fédérations sportives. C'est pour cette raison que l'institution n'accepta aucun financement de l'Etat, et bénéficia profitablement dès 1938 du soutien de la SST (Société du Sport-Toto).

Sans surprise, le projet sera accepté en votation le 27 septembre 1970 par 524'361 voix (74.63%) contre 178'283 ainsi que par la totalité des cantons.⁸⁷ C'est par une écrasante majorité que la disposition constitutionnelle est validée et que le peuple attribue l'éducation physique à la responsabilité, non plus de la défense nationale, mais bien de l'éducation.

En marge de la votation, il convient désormais d'édicter une loi d'exécution fédérale. Dans le message émanant du Conseil fédéral à l'attention de l'Assemblée fédérale est évoqué cette nécessité et les nouvelles dispositions. L'enseignement postscolaire de la gymnastique et des sports (IP) devient *un programme moderne d'éducation physique désigné par l'appellation générale de Jeunesse et Sport [...] soutenu dans une large mesure par la Confédération*. De plus, les *tâches de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport, ainsi que celles de la Commission fédérale de gymnastique et de sport sont précisés dans les dispositions légales*.⁸⁸ La loi veut donc *contribuer à maintenir et à améliorer la santé et les forces vitales de notre peuple*,

⁸⁵ *Jeunesse et Sport*, Le Journal du Haut-Lac, 31 octobre 1969, p.4.

⁸⁶ *Oui à l'encouragement de la gymnastique et du sport*, Le Nouvelliste, 18 septembre 1970, p.29.

⁸⁷ Tableau des résultats complets en Annexe, n°2 : Votation populaire du 27 septembre concernant l'arrêté fédéral sur l'encouragement de la gymnastique et des sports.

⁸⁸ *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports (Du 1^{er} septembre 1971)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1971, Vol. 2, Cahier 39, n° réf. 10099968, p.785-786.

menacées par l'évolution de la technique de plus en plus rapide que connaît notre monde moderne. Le critère de « santé vitale » du peuple est récurrent dans l'utilisation politique de l'éducation physique. Toutefois, l'aspect de la défense nationale n'est plus majoritaire, ce sont désormais aussi des considérations sanitaires, paritaires et pédagogique tel que *l'épanouissement général de l'individu* qui ressortent.

Concrètement, voici l'article premier de la nouvelle *Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)* ⁸⁹ :

I. But

Article premier

La présente loi vise à encourager la gymnastique et les sports dans l'intérêt du développement de la jeunesse, de la santé publique et des aptitudes physiques. A cet effet, la Confédération :

- a. Edicte des prescriptions sur l'éducation physique à l'école ;
- b. Dirige le mouvement *Jeunesse et Sport* et en assume pour l'essentiel les frais ;
- c. Soutient les fédérations civiles de gymnastique et de sport, ainsi que d'autres organisations sportives ;
- d. Encourage la recherche scientifique dans le domaine des sports ;
- e. Subventionne la construction de places de gymnastique et de sport ;
- f. Entretient une école de gymnastique et de sport ;
- g. Nomme une commission de gymnastique et de sport.

La loi est constituée de seize articles. Les changements majeurs sont les 3 heures obligatoires d'éducation physique scolaire, la diversification des disciplines et la spécialisation de la formation d'enseignants spécialisés. La loi marque la transition de l'IP et l'enseignement post scolaire à Jeunesse et Sport, ainsi que la genèse du sport-études.

Une ordonnance, du 21 octobre 1987, précisera les dispositions en 51 articles. Elle sera modifiée par la Loi fédérale du 17 juin 2011 sur l'encouragement du sport et de l'activité physique (LESp).

L'enseignement de l'éducation physique, organisé au niveau national, uniformisé, dépend désormais du Département de l'Intérieur et intègre enfin le sexe féminin.

Par ces mesures « adoucissantes », l'espoir est ainsi de revaloriser une éducation physique post scolaire qui peinait de plus en plus à attirer la jeunesse avec des contenus « militaires » tels que *grimper à la corde ou lancer la grenade* ». ⁹⁰

⁸⁹ *Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.951-957.

3.9.1 Jeunesse et Sport. Institué dans le cadre de la loi fédérale de 1972, et remplaçant l'Instruction préparatoire, Jeunesse et Sport (J+S) est *l'instrument principal de la Confédération pour l'encouragement du sport.*⁹¹ Dirigé par Macolin et ses offices cantonaux (Burgener, 1974, p. 55), le mouvement a pour but *de parfaire l'entraînement des sportifs des jeunes de la 10^{ème} à la 20^{ème} année, ainsi que de les amener à vivre sainement.*⁹² J+S a été conçu en tant que *programme destiné aux jeunes en âges postscolaire.* L'institution a pour objectif *de combler une lacune après la scolarité obligatoire, en incitant ces derniers à continuer à faire du sport.*⁹³ L'adhésion est volontaire (Art. 7 dispositions générale, n°2).⁹⁴ Les cantons organisent *Jeunesse et Sport* sous la direction de la Confédération et en collaboration avec les fédérations et organisations intéressées (n°3). De plus, toutes les organisations suisses disposant de moniteurs reconnus peuvent y collaborer (n° 4).

Le programme, spécialisé par discipline, *est soutenu par des subsides aux moniteurs et aux participants par diverses assurances (accident, maladie, responsabilité civile), par du matériel gratuit de tous genres et d'autres avantages (films, transports à prix réduit, etc.).* (Burgener, 1974, p. 55)

Le nombre de disciplines, environ une trentaine (38), toujours en croissance, sont les suivantes :

Alpinisme, athlétisme léger, aviron, badminton, basket, canoé, course d'orientation, cyclisme, condition physique des filles, condition physique des garçons, escrime, randonnées à ski, randonnée et activités de plein air, football, gymnastique des filles, gymnastique des garçons, gymnastique et danse, handball, hockey sur terre, hockey sur glace, gymnastique « nationale » (lutte, etc.), judo, lutte gréco-romaine ou libre, lutte suisse, natation, patinage, plongée sous-marine, plongeurs, polyathlon d'été et d'hiver, randonnées à bicyclette, saut à ski, ski, ski de fond, sports pour invalides, tennis, tennis de table, volley, waterpolo (Burgener, 1974, p. 55).

Elles sont évidemment amenées à évoluer, certaines disparaîtront et d'autres feront leur apparition selon les fluctuations du domaine sportif suisse. Le contraste est important en rapport à

⁹⁰ *Jeunesse et Sport*, Caméra-sport, 10 juillet 1969, Sport et société, vidéo de 14 minutes, <https://www.rts.ch/archives/tv/sports/camera-sport/7255577-jeunesse-et-sport.html>

⁹¹ *Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.578.

⁹² Art. 7, III *Jeunesse et Sport, Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.953.

⁹³ *Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.579.

⁹⁴ *Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972)*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.953.

la programmation de l'IP et des cours d'éducation physique postscolaire précédant. La terminologie spécifiquement militaire et les exercices physiques relevant de la préparation au service militaire sont intégralement passé à la trappe. Un autre aspect novateur est l'intégration des jeunes filles à toutes les activités prônées par J+S, effet tributaire de la récente loi fédérale égalisant (enfin) la pratique sportive aux deux sexes.

Le développement participatif est probant :

	Jeunes en âge J+S	Participation à J+S	Branches sportives proposées
1973	615'000	235'000	17
1985	730'00	440'000	28
1990	610'000	470'000	30
1991	590'000	470'000	33
1992	570'000	480'000	35

Figure 12. Tableau statistiques J+S entre 1973-1992, Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.580.

Le nombre de participants ainsi que les disciplines augmentent, nonobstant une diminution du nombre de jeunes en âge J+S (14-20ans) dès 1985. L'engouement pour le mouvement semble prometteur.

Prématurément, les fédérations sportives et les cantons vont demander *l'abaissement de l'âge minimal J+S*.⁹⁵ La Confédération ne répond pas favorablement à la requête, et 23 cantons ont dès lors créé *des programmes annexes à J+S destinés aux plus jeunes*. Quatre interventions parlementaires visant à abaisser l'âge J+S sont déposées ultérieurement :

- 87.397 Motion Dirren du 20 mars 1987, Loi encourageant la gymnastique et les sports. Révisions. Rejetée le 9 octobre 1987 par le Conseil national.
- 88.505 Postulat Bührer du 21 juin 1988, Encouragement de « Jeunesse + Sport ». Rejetée le 30 novembre 1988 par le Conseil des Etats.
- 90.758 Motion du groupe radical-démocratique du 2 octobre 1990, Jeunesse + Sport
- 90.833 Motion Rüesch du 4 octobre 1990, Jeunesse + Sport.

⁹⁵ Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.577-587.

Le Conseil fédéral est alors chargé *d'examiner les moyens de soutenir les efforts en vue de promouvoir le sport auprès des jeunes de 12 à 14 ans, voire de 10 à 14 ans.*⁹⁶

Actuellement, J+S propose des cours et des camps dans *près de 70 sports et disciplines. Près de 77'000 cours ou camps ont lieu chaque année, regroupant environ 1 million de participations (617'000 enfants et jeunes, certains étant comptés plusieurs fois).*⁹⁷ L'âge J+S comprend désormais les jeunes de 5 à 20 ans, ce qui exprime le soutien croissant et la volonté de la Confédération de développer l'activité physique dès le plus jeune âge.

La charte éthique de J+S symbolise les valeurs sociales et sociétales, passablement divergentes de celles de l'Instruction préparatoire. La charte est identique aux valeurs fondamentales de la Charte d'éthique du sport de l'actuel Office fédéral du sport (OFSP), Swiss Olympic et des fédérations nationales, comprenant neufs principes, véritable *devoir pour tous afin de promouvoir un sport sain, respectueux et loyal* :

1. Traiter toutes les personnes de manière égale.
2. Promouvoir l'harmonie du sport avec l'environnement social.
3. Renforcer le partage des responsabilités.
4. Respecter pleinement les sportifs au lieu de les surmener.
5. Eduquer à une attitude sociale juste et à un comportement responsable envers l'environnement.
6. S'opposer à la violence, à l'exploitation et au harcèlement sexuel.
7. S'opposer au dopage et à la drogue.
8. Renoncer au tabac et à l'alcool pendant le sport.
9. S'opposer à toute forme de corruption.⁹⁸

Il est intéressant de constater que les considérations patriotiques et de défense nationale ne représentent plus un argument. Celles-ci sont désormais axé sur un sport durable et fair-play, respectueux de l'environnement, de la différence et favorisant la socialisation et l'intégration *dans et par le sport.*⁹⁹

⁹⁶ *Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport*, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.581.

⁹⁷ *Jeunesse+Sport*, <https://www.jugendundsport.ch/fr/home.html>, consulté le 23.01.2019.

⁹⁸ *La Charte d'éthique*, Swiss Olympic, <https://www.swissolympic.ch/fr/athletes-entraîneurs/valeurs-ethique/charte-ethique.html>, consulté le 23.01.2019

⁹⁹ *Intégration*, <https://www.jugendundsport.ch/fr/ethik/integration.html>, consulté le 23.01.2019.

Évidemment, la mise en place de la nouvelle loi, tout comme le montre le développement du mouvement J+S, nécessite un certain temps et des changements considérables dans l'organigramme de l'éducation physique suisse. La réforme va augmenter fortement le budget annuel de la Confédération, des Cantons et des Communes dans ce domaine (créations de postes, infrastructures). Il faudra plus d'une décennie pour parvenir à instaurer durablement la réforme dans la pratique. L'introduction de la troisième heure hebdomadaires de gymnastique scolaire des filles, par exemple, va nécessiter *la construction de cinq cents salles nouvelles* (Burgener, 1974). Une statistique révèle l'effort à fournir en termes d'infrastructure : en 1942, une enquête organisée par l'ANEP décompte 1'094 salles de gymnastique et de sport en Suisse, répartie dans 728 communes (Les terrains et locaux de gymnastique, de jeu et de sport en Suisse, 1942, p. 57). En 2012, soit septante ans plus tard, le rapport de synthèse sur les installations sportives en Suisse (Balthasar, Andreas et al., 2013) de l'OFSPD recense 6'779 salles de gymnastiques et de sport.¹⁰⁰

En sa qualité d'autorité de surveillance, la Commission fédérale de gymnastique et de sport (CFGs) doit établir un rapport statistique quinquennal sur l'enseignement de l'éducation physique. Le premier compte-rendu ultérieur à la réforme de 1972, c'est-à-dire le rapport de 1976-1977, illustre la situation. Il fait la distinction entre la scolarité obligatoire (école primaire) et la scolarité post-obligatoire (école secondaire).

Premièrement, *88% des 36463 classes d'école [primaire] en Suisse a bénéficié des 3 heures de gymnastique hebdomadaires prescrites par la loi, et 82% dispose d'une salle de gymnastique ou d'une piscine.*¹⁰¹ Les résultats sont moins positifs concernant l'école secondaire, où environ un tiers des 3000 classes n'ont pas leur 3 heures hebdomadaire de gymnastique. Néanmoins, elles sont plus de 90% à avoir une salle de gymnastique.

Il est nécessaire de rappeler qu'avant 1972, l'enseignement obligatoire n'existait pas au degré secondaire, ce qui explique le décalage statistique. Le taux d'infrastructure est en revanche élevé, ainsi que le taux d'élèves ayant bénéficié des 3 heures hebdomadaire de gymnastique, ce qui atteste d'un effort considérable afin d'ajourner en légalité avec la nouvelle loi la pratique sportive et l'éducation physique scolaire.

Deuxièmement, les cantons soulignent le fait que *certaines disciplines sportives scolaires, telles que le patinage et la natation, dépendent de la présence d'installations*, nécessité qui, selon eux, *accentue le clivage entre cantons « pauvres » et cantons « riches »*.

¹⁰⁰ Représente 21.2% sur un total d'environ 32'000 équipements d'installations sportives.

¹⁰¹ *L'éducation physique à l'école, Elle entre dans la pratique*, Journal du Valais, 18 avril 1978, p.16.

Il semble évident qu'en termes d'infrastructures, une inégalité existe entre une région rurale faiblement peuplée et une région urbaine densément peuplée. Mais selon les statistiques précédentes, respectivement 82% et 90% de la population scolaire bénéficie d'une salle de gymnastique à partir des années 1976-1977. Le constat est donc favorable et l'effort concédé depuis 1972 important.

Dans la presse helvétique, les articles semblent majoritairement favorables, dès 1968 concernant le projet, puis ensuite la réalisation et le développement du mouvement J+S.

En 1969, dans le Journal du Haut-Lac, J+S est présenté comme *une tâche d'intérêt national pour le bien-être de notre jeunesse et de la population tout entière*.¹⁰² La plupart des articles définissent le mouvement, comme par exemple dans Le Peuple valaisan :

« Jeunesse + Sport » est une institution qui, placée sous la direction de l'école fédérale de gymnastique et de sport et des services cantonaux pour J+S, offre à la jeunesse la possibilité d'exercer une activité sportive sous la conduite de moniteurs compétents.¹⁰³

Le mouvement est présenté à travers ses nombreux avantages (subsidés ; assurances ; examen médical gratuit ; transport demi-tarif ; matériel prêté par la Confédération ; films et documents de l'EFSG en prêt gratuit) dans *La Liberté*.¹⁰⁴ Dans une édition plus tardive¹⁰⁵ du quotidien fribourgeois, J+S est une *nécessaire institution* dont il est désormais *inutile de rappeler les bienfaits* et qui comble *la lacune entre le sport scolaire et le sport des adultes*. De plus, l'aspect *prophylactique* est mis en avant, terme récurrent dans la presse au sujet de l'apport de J+S pour la jeunesse et la société.¹⁰⁶ L'aspect sanitaire de l'activité physique est primordial dans l'argumentaire des autorités fédérales, de J+S et de l'EFSG. Il apparaît très clairement dans la loi fédérale de 1972. Le sédentarisme en augmentation dans la société actuelle doit être combattu à travers une activité physique bénéfique à la santé et *prophylactique*. L'usage de statistiques concernant les maladies cardio-vasculaires et les problèmes physiques (dos principalement) en augmentations est fréquemment répandu dans le débat autour de l'éducation physique.

Officiellement démarré le 1^{er} juillet 1972, J+S est dès le mois de novembre, défini comme *un immense mouvement* suscitant un *énorme intérêt* dans tout le pays. Il sera donc nécessaire

¹⁰² *Quels sont les buts de « Jeunesse et Sport »*, Le Journal du Haut-Lac, 18 mars 1969, p.6.

¹⁰³ *Faisons connaissance avec Jeunesse + Sport*, Le Peuple valaisan, 8 mars 1974, p.4.

¹⁰⁴ *Avantages de Jeunesse et Sport ?*, La Liberté, 30 août 1972, p.20.

¹⁰⁵ *Jeunesse+Sport ouvre son cœur, Nécessaire institution*, La Liberté, 2 décembre 1987, p.40.

¹⁰⁶ *Jeunesse et Sport*, Le Nouvelliste, 6 octobre 1981, p. 3 et *J+S : bientôt vingt ans !*, La Liberté, 13 décembre 1991, p.3.

*d'intensifier la formation de moniteurs (et monitrices) ainsi que d'experts afin de pouvoir faire face à toutes les demandes.*¹⁰⁷

En 1974, selon le quotidien valaisan *Le Nouvelliste*, le mouvement national *a pris une telle extension qu'une réorganisation de sa direction centrale est imposée.*¹⁰⁸

En 1980, à titre d'exemple, dans le canton du Valais, plus de 15'245 jeunes (4721 jeunes filles) ont participé à des activités J+S, ce qui représente le 43% de la jeunesse valaisanne en âge J+S. Pour les encadrer, 2'045 moniteurs et monitrices *se sont engagés dans les 764 cours organisés.*¹⁰⁹

Lorsque le mouvement national approche vingt ans d'activité, durant l'année 1990, 470'180 adolescents ont participé à des cours de sport sous l'égide de J+S.¹¹⁰

Lors de son année jubilaire (25ans), le nombre de participants sera en progression (environ 4%). Ce ne seront pas moins de 870'000¹¹¹ *jeunes de 10 à 20 ans – 40% de filles et 60% de garçons* qui prendront part à un cours J+S.¹¹² 18,1 millions d'unités-participants (leçons à 90 min x participants) seront dispensées par 120'600 monitrices et moniteurs, soit 27% de femmes et 73% d'hommes. La Confédération *a versé 47,4 millions de francs pour l'indemnisation de ces derniers, soit près de 54 francs par jeune.* Concernant les disciplines J+S de prédilections, ce sont le football, le ski, la gymnastique ainsi que les excursions en plein air qui trônent. La formation des monitrices et moniteurs, qui incombe de droit à la Confédération (EFSM), aux cantons, aux fédérations sportives et associations de jeunesse décomptera pour cette année-là 42'000 personnes formées dans plus de 1'700 cours (diminution de 4%).

En 2004, le mouvement représentera environ 105'500 *moniteurs qualifiés dans plus de 75 disciplines.* J+S organisera plus de 47'700 *cours et camps* qui seront fréquentés par 377'200 *garçons et 212'800 filles.* (Furrer, 2008)

Voici à titre informatif une statistique illustrant l'évolution de l'activité sportive en Suisse entre 1978 et 2008 :

¹⁰⁷ *Le développement futur de « Jeunesse – Sport », Le Nouvelliste, 4 novembre 1972, p.17.*

¹⁰⁸ *Jeunesse+Sport, Réorganisation du service fédéral, Le Nouvelliste, 4 janvier 1974, p.10.*

¹⁰⁹ *Activités 1980, Le Nouvelliste, 2 juin 1981, p.8.*

¹¹⁰ *J+S : bientôt vingt ans !, La Liberté, 13 décembre 1991, p.46.*

¹¹¹ Participations multiples prises en compte.

¹¹² *Jeunesse et Sport, Le nombre de participants est en progression, La Liberté, 20 décembre 1997, p.37.*

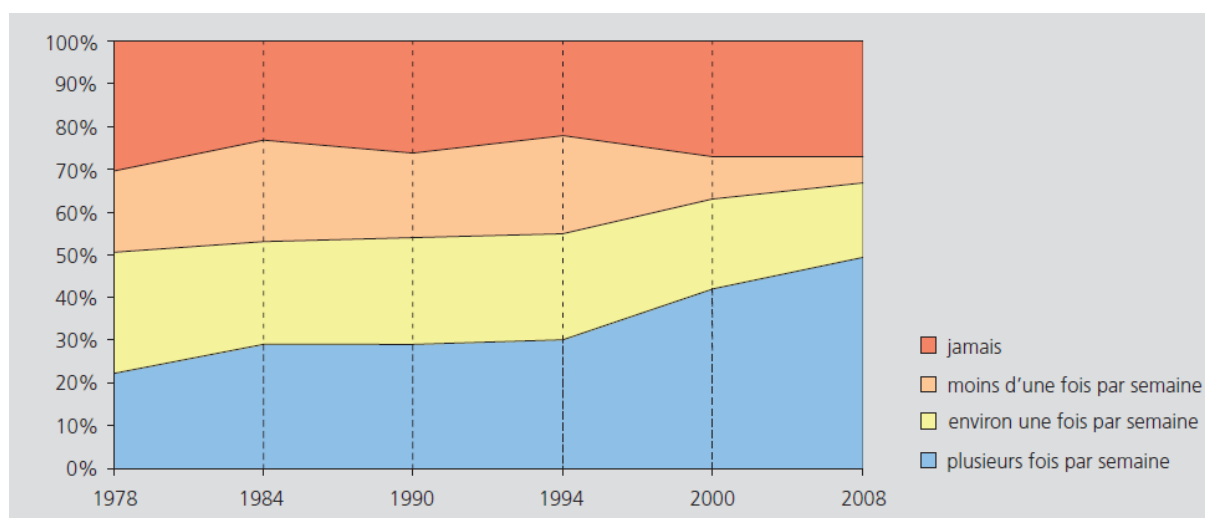


Figure 13. Evolution de l'activité sportive en Suisse entre 1978-2008. La comparaison s'appuie sur les enquêtes réalisées précédemment par Swiss Olympic. Dans ces éditions antérieures, la différence entre « (quasi) quotidiennement » et « plusieurs fois par semaine » n'existait pas. Nombre de personnes interrogées : échantillon de 1000 personnes dans les premières enquêtes, 2064 en 2000 et 10'262 en 2008. In Lamprecht, M., Fischer, A. & Stamm, H. P. (2008): Sport Suisse 2008: comportement sportif de la population suisse. Macolin: Office fédéral du sport, 2008, p.9.

Le comportement sportif de la population suisse montre que *la pratique du sport est en progression* (Lamprecht, Fischer, & Stamm, 2008), notamment après la loi de 1972. Lors des 30 années compilées par l'enquête, *la proportion de personnes faisant du sport plusieurs fois par semaine a plus que doublé* (de 22% en 1978 à 49% en 2008). On peut observer deux pics de progression, le premier entre 1978-1984 et le second entre 1994-2008.

Bien que la majorité des avis rencontrés dans la presse romande soient positifs et encensent l'action du mouvement national, une brochure datant de 1971 et provenant d'un cercle gauchiste de l'organe de la Ligue marxiste révolutionnaire, *La Taupe* (Le sport: embrigadement des jeunes, 1970), éditée à l'occasion des votations fédérales, dénonce un *embrigadement* de la jeunesse par le sport. Les auteurs préconisent un *boycott systématique* de « *Jeunesse et Sport* ». Le mouvement est, selon eux, un outil de *la bourgeoisie* afin d'inculquer les *valeurs fondamentales de la société*. Bien que la terminologie extrême-gauchiste et la tendance complotiste de l'argumentaire nuisent au sérieux du propos, la dénonciation de l'imbrication du domaine militaire, politique (*classe dirigeante, bourgeoisie*) avec le sport, notamment le mouvement J+S est toutefois intéressant.

En effet, J+S, *une organisation puissante, au champ d'action très vaste, bien structurée et généreusement financée par la Confédération, est provisoirement rattaché au Département militaire fédéral, ce qui, lui conserve un décevant relent de caserne.* (Curdy, 1972)

Certains points, notamment *l'examen d'aptitude physique de fin de scolarité* ainsi que le *Livret J+S* (Curdy, 1972, pp. 97-98), représentent des points d'interrogations qui ne seront pas réglés dans l'ordonnance fédérale et témoignent d'une indéniable réminiscence de l'influence militaire dans la politique sportive fédérale.

Il faudra attendre l'année 1984 avec le transfert de l'EFGS au Département fédéral de l'Intérieur (DFI). Ce changement *permet au sport de se dégager de l'emprise de l'Armée et de se rapprocher des offices fédéraux chargés de la santé et de l'éducation* (Chappelet & Mrkonjic, 2011). Celle-ci va, en 1988, changer d'appellation et *abandonne toute référence à la gymnastique* en devenant l'Ecole fédérale de sport de Macolin. Cependant, en 1998, *sous l'impulsion du conseiller fédéral Adolf Ogi*, le Gouvernement intègre l'EFSM dans le *nouveau Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)* (Chappelet & Mrkonjic, 2011). L'indépendance du Département militaire ne sera donc que brièvement réalisée et non entièrement.

4 Conclusion

L'analyse de l'évolution de l'éducation physique en Suisse est révélatrice des enjeux sociétaux et des finalités poursuivies à travers une discipline à forte valeur éducative. L'exploration du *processus d'intégration des pratiques physiques* (Quin, 2009) dans le système scolaire suisse et les mœurs, puis dans la constitution fédérale illustre l'évolution de la société et son rapport à l'EP ainsi que l'émergence de politiques sportives nationales.

La difficulté d'analyser, d'un point de vue nationale, une discipline scolaire développée puis appliquée au niveau cantonal est palliée par les moments clés de l'histoire fédérale de l'éducation physique, dès 1874, 1904-1907, 1941 et 1969-1972.

Bien que le processus soit relativement similaire aux expériences des pays européens, notamment lors du phénomène de « sportivisation » de la gymnastique, *l'antériorité* et *l'enracinement* de la tradition gymnique en Suisse, qui se reflète notamment dans les manuels fédéraux, amène certaines *spécificités chronologiques*. Par exemple le processus de sportivisation de l'éducation physique ne se réalise tardivement, durant les années 1950-1960, voire dans la période 1970-1980 avec la publication de manuels *entérinant l'érection du sport comme la pratique corporelle de référence*. (Quin, 2009)

La Confédération, soucieuse d'assurer à ses futurs soldats *un développement physique optimum* (Curdy, 1972, p. 89), en se basant sur la Loi de l'Organisation militaire de 1874, créer l'instruction militaire préparatoire visant à encadrer l'entraînement physique des jeunes hommes dès la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à leur vingtième année. Cette première étape induit une corrélation entre l'éducation physique, qui représentait alors majoritairement la gymnastique traditionnelle, et la dimension militaire de la défense nationale. Des valeurs telles que la virilité, la résistance, la discipline, l'abnégation, la force et la puissance physique, la camaraderie, sont des caractéristiques qui seront alors indissociables de la pratique sportive postscolaire, véritable antichambre du service militaire. Jusque dans les manuels scolaires fédéraux, la martialité et la rigidité de la pratique sportive se percevront, notamment dans les éditions de 1876 à 1942. L'éducation physique est alors engagée sur un terrain dangereux. La différenciation avec les *jeunesses d'Etat*, au niveau de la méthode, des finalités, des moyens et des pratiques est parfois relativement mince, notamment du côté alémanique.¹¹³ L'aspect éducatif de la pratique physique est alors « concentré » sur la valorisation de *l'accroissement*

¹¹³ Lire à ce sujet l'article de Martin J. Bucher « *Wir tragen die flatternden Fahnen der Zukunft!* », *Die Nationale Jugend der Schweizer Pendant zur deutschen Hitlerjugend*, Revue Suisse d'histoire, Tome 61, Cahier 3, 2011, p.315-340.

*de la vigueur du peuple et l'éducation de la jeunesse en vue de la formation d'une armée forte et capable.*¹¹⁴

Ce sont alors des considérations envers un ensemble, une population qui priment et non l'individu.

L'ordonnance de 1909 concernant l'instruction militaire préparatoire, profusément renforcée par l'ordonnance de 1928, conserve toutefois un caractère facultatif. Nonobstant le refus par le peuple et les cantons, en 1940, du projet du DMF *qui visait à instituer une instruction centralisée et comprenant trois types de cours obligatoires (gymnastique, tir et cours prémilitaires) pour les jeunes gens aptes au service*, la Confédération soumet une nouvelle ordonnance controversée en 1941 *en se fondant sur les pleins pouvoirs qui lui étaient conférés du fait de la guerre* (Furrer, 2008). Celle-ci rend obligatoire le livret d'aptitudes physiques et l'examen de fin de scolarité, éléments capitaux de l'ingérence du DMF dans la politique d'éducation physique.

La Centrale fédérale d'instruction préparatoire pour la gymnastique, le sport et le tir à Macolin qui encadre la formation prépare *les fondations* de la future Ecole fédérale de sport dès 1944, lieux *symbolique* du rattachement de l'éducation physique nationale et du Département militaire fédérale.

L'ordonnance de 1947, *assouplie*, a pour but de répondre aux critiques virulentes d'après-guerre à l'égard de l'instruction préparatoire et l'immixtion du Département militaire et de l'Etat dans le domaine de l'éducation. Elle sera valable jusqu'en 1971 lorsque les textes législatifs seront modifiés.

Dans les années 1950-1960, en plus d'un processus de sportivisation de l'EP, attesté entre autre dans les manuels fédéraux et l'apparition de nouvelles fédérations et associations sportives, des débats parlementaires éclosent sur de nombreux aspects liés à la pratique sportive tels que l'implication de l'Etat dans l'EP, du développement du sport d'élite, des infrastructures, du soutien à l'EFSG. Les débats et la problématique sur l'éducation physique suscitent l'intérêt de la population, comme l'atteste le taux de participation au vote de 1971, et les nombreux articles de presse. L'engouement populaire pour le sport et les événements sportifs nationaux et internationaux est grandissant. L'aspect financier et structurel est désormais considérable, afin de répondre à la demande nationale d'infrastructures et de formation des cadres mais aussi de parvenir à être compétitif sur le plan international et dans le sport élite. L'échec en 1964, aux Jeux Olympiques d'Innsbruck est un déclencheur dans le développement d'une

¹¹⁴ Finalités politiques des manuels fédéraux de gymnastique de 1927 et de 1942.

nouvelle dynamique sportive et d'une conscience de la nécessité d'une structure décisionnelle *fédéraliste* pouvant agir globalement et s'appuyer sur une base légale. Comme l'exprime Francis Messerli, membre conseiller de l'institution, dans l'ouvrage commémoratif du COS :

Le COS peut être fier de son activité passée et des résultats obtenus par les athlètes suisses lors des Jeux Olympiques, lesquels constituent, il ne faut pas l'oublier, une sorte de test de la santé et de la vigueur physique de la jeunesse des diverses nations. (Messerli, 1962, p. 82)

Dans les instances dirigeantes de l'EP, telle que l'EFSG et la Confédération, l'éducation physique apparaît alors comme étant un remède efficient contre les *nouveaux* problèmes sanitaires liés au mode de vie *contemporain*, au problème sociétal croissant de sédentarisation. L'IP étant initialement destinée à la préparation physique et morale pour le service militaire, devient peu à peu *un instrument de la santé publique*, visant par son action à *former des hommes sportifs, capables de trouver dans la pratique de l'exercice physique l'épanouissement de leur personnalité et la source de leur équilibre psychosomatique* (Curdy, 1972). Le changement d'appellation en 1959 de l'IP à EPGS (Enseignement postscolaire de la gymnastique et des sports)¹¹⁵ évoque une considération désormais plus individualisé et favorisant le développement de l'activité physique indépendamment des objectifs militaires. Il témoigne de la transition vers une éducation physique pour la santé et les loisirs, qui sera le *modus operandi* du mouvement national *Jeunesse et Sport* dès 1972. L'EPGS va connaître un succès notoire et contribuer au *développement du mouvement sportif dans de nombreuses régions*. (Curdy, 1972, p. 90)

À la fin des années soixante, en continuation logique des débats parlementaires au sujet de l'EP, la discipline va progressivement, dès le projet de 1969 jusqu'aux votations de 1970, être introduite dans la constitution fédérale puis dans la loi en mars 1972. La loi *encourageant la gymnastique et les sports* paraphe l'implication de l'Etat dans le domaine de l'éducation physique tournée vers l'avenir et le développement, après s'être basé plus de trente ans sur l'organisation militaire *poussièreuse* de 1907 et l'Ordonnance de 1947.

L'année 1972, comme le rappelle Kaspar Wolf actuel directeur de l'EFSG, lors de la réunion annuelle des chefs d'offices cantonaux de l'EPGS, est une année *historique pour le sport suisse*, car en adéquation du lancement du mouvement *Jeunesse et Sport*, elle coïncide avec deux anniversaires importants : *les 60 ans du comité olympique suisse et les 50 ans de*

¹¹⁵ Prescription du DMF du 18 septembre 1959.

*l'Association nationale d'éducation physique.*¹¹⁶ Ce discours reflète complètement la *spécificité helvétique* de collaboration étroite entre les autorités étatiques et les institutions civiles du sport suisse, dont l'EFGS en *constitue un cas typique* (ANEP, 1972, p. 68). En effet, la coopération entre l'EFGS, l'ANEP et la CNSE est relevante. Un exemple concret est la formation des entraîneurs dont *les cours de ce stage sont organisés par l'EFGS sur ordre de l'ANEP et sous le contrôle du CNSE.* (ANEP, 1972, p. 67)

De plus, l'année 1972 illustre l'évolution engagée dès 1964 des structures du sport d'élites, lors des Jeux Olympiques d'hiver à Sapporo où la délégation suisse *triomphe avec quatre médailles d'or, trois d'argent et trois de bronze* (3ème rang de l'informel classement des nations). (ANEP, 1972, p. 85)

Le mouvement national J+S va augmenter rapidement son offre et sa structure en adéquation à l'augmentation des participants et de la demande. Les valeurs transmises par celui-ci sont majoritairement distinctes de celles de l'IP. L'intégration, le développement personnel, l'équilibre, la santé, le fair-play sont mis en avant. Bien que certains acteurs de l'EP suisse voyaient préalablement en J+S un instrument concurrentiel déloyal car étatique, et d'obédience militaire, le mouvement se défendra *énergiquement de toute tendance à étatiser le sport, sans ne brimer en rien l'autonomie des associations sportives ni celles de l'école.* Il exercera *une influence indirecte, efficace et bénéfique, sur tout le mouvement sportif du pays.* (Curdy, 1972, pp. 91-92)

L'offre sportive est, dans les années 1970-80, désormais considérablement étendue et vise autant les jeunes (scolaire, post-scolaire, loisir), les adultes, les seniors et les sportifs d'élite et la coordination entre l'éducation physique scolaire, J+S, l'ANEP et l'EFGS semble constructive.

Actuellement, les enjeux et valeurs éducatives attribuées à l'éducation physique et au sport dépassent le cadre national et prouvent l'évolution considérable de leur utilisation politique et sociale. Initialement utilisée en Suisse pour le développement de valeurs disciplinaires et patriotiques, la pratique physique est désormais gage de développement durable international et outil transmetteur de valeurs positives. La DDC, direction du Développement et coopération, en collaboration avec l'OFSP et l'ONU, et avec l'initiative d'Adolf Ogi, alors *conseiller spécial pour le sport au service du développement et de la paix*, organisent en 2003 à Maccolin la première conférence internationale sur le sport et le développement. L'année 2005

¹¹⁶ *Jeunesse et Sport*, Le Nouvelliste, 22 décembre 1971, p.9.

sera désignée par une résolution de l'ONU comme « Année internationale du sport et de l'éducation physique » (DDC, 2005). Celle-ci invite les gouvernements, l'ONU, les agences de développement et les associations sportives à *exploiter les ressources du sport pour promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix* (DDC, 2005). La Suisse a un rôle considérable dans le soutien et le développement de cette vision novatrice de l'éducation physique.

La création en 2001, de l'UNOSDP (United Nations Office on Sport for Development and Peace) illustre la force éducative attribuée à la pratique d'une activité physique et sportive. Le discours de Nelson Mandela en 2000, lors des *Laureus Lifetime Achievement Award*, exprime la considération politique actuelle de l'éducation physique et du sport :

Sport has the power to change the world, the power to inspire, the power to unite people in a way that little else can [...] It is an instrument for peace.¹¹⁷

¹¹⁷ MANDELA Nelson, discours lors des *Laureus Lifetime Achievement Award*, 25 mai 2000, Monaco, France.

Bibliographie

Sources primaires

Archives de la Commission fédérale de Gymnastique, à Macolin

Archives de l'Ecole fédérale de Gymnastique et de Sport (dès 1946), à Macolin.

Archives de l'Office fédéral de l'Instruction préparatoire, 1942-1946, à Macolin.

Archives ASGF, documents relatifs à l'ANEP et au sport élite (1967–1981), procès-verbal de l'Assemblée des délégués de l'ANEP, le 12 novembre 1966, p. 4–5.

Bulletin sténographique du Conseil national, 1942, p.127.

Lettre circulaire de l'Association nationale d'éducation physique, du 3 décembre 1942, 4 pages.

Manuel de Gymnastique pour les troupes fédérales, première partie, exercices libres, 1862.

Manuel de Gymnastique pour l'Instruction militaire préparatoire de la Jeunesse suisse de 10 à 16 Ans. (1898). II^e édition, s. l., 1902, 257p.

Manuel fédéral pour l'Enseignement obligatoire de la Gymnastique dans les Ecoles suisses. Berne, 1912, 227p.

Manuel fédéral de Gymnastique pour l'Education physique des Garçons de 7 à 15 Ans. Berne, 1927, 387p.

Manuel fédéral de Gymnastique pour la Jeunesse masculine de 7 à 20 ans, 1942, Berne, 440p.

Manuel fédéral de gymnastique pour la jeunesse masculine de 7 à 20 ans, 1942, éditeur DMF, Bibliothèque cantonale universitaire Lausanne (BCUL), p.6-7.

Manuel suisse de gymnastique scolaire, 4 volumes, 1957-1962, 666p.

Archives fédérales suisses

Archives sur l'Instruction préparatoire, Département militaire fédéral, à Berne.

Feuille Fédérale (FF), Berne.

E7170B Turn- und Sportunterricht, 1958-1970 (E7170B#1980/120#333*).

E11032* Eidgenössische Sportkommission, 1922-2003.

Lois

Loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports (LEGS) (RO 1972 909).

Loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports (Du 17 mars 1972), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1972, Vol. 1, Cahier 12, n° réf. 10100146, p.951-957.

Messages et arrêtés

Arrêté du Département militaire fédéral, 15 avril 1942, 4 pages.

Arrêté fédéral insérant dans la constitution fédérale un article 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et des sports (Du 18 mars 1970), Archives fédérales suisse, Feuille fédérale, 1970, Volume 1. Cahier 12, n° réf. 10099430, p.505-506.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'allocation d'un subside à la Ire exposition suisse d'hygiène et de sport, qui aura lieu à Berne, en 1931, 6 juin 1930, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1930, Vol. 1, Cahier 24, n° de réf. 10085968, p.677-685.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'agrandissement de l'école fédérale de gymnastique et de sport à Macolin, du 4 juin 1965, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1965, Vol. 1, Cahier 25, n° réf. 10097749, p.1657-1669.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'article constitutionnel 27quinquies sur l'encouragement de la gymnastique et du sport (Du 10 septembre 1969), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1969, Vol. 2, Cahier 41, n° réf. 10099274, p.1029-1042.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports (Du 1^{er} septembre 1971), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1971, Vol. 2, Cahier 39, n° réf. 10099968, p.785-801.

Message relatif à l'abaissement de l'âge Jeunesse + Sport, Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1993, Vol. 2, Cahier 24, n° réf. 10107387, p.577-587.

Rapport du Département militaire fédéral au Conseil fédéral, 4 février 1942.

REINHARD, *Encouragement des exercices corporels*, postulat n°68 (2311), Archives fédérales suisses, Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale, Feuille fédérale, 1928, Volume 2, Cahier 27, n° de réf. 10085325, p.300.

WELTI Emile, *Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale sur le projet d'une nouvelle organisation militaire*, 13 juin 1874, p.48.

Ordonnances

Ordonnance sur l'Instruction préparatoire, du 1^{er} décembre 1941, 18 pages.

Ordonnance... encourageant la Gymnastique et les Sports (RS 5 134), du 7 janvier 1947, 9 pages.

Ordonnance du 28 juin 1972 concernant « Jeunesse et Sport », (OJ+S) (RO 1972 2375).

Ordonnance du 26 juin 1972 concernant la loi fédérale sur l'encouragement de la gymnastique et des sports, (RO 1972 1017).

Ordonnance du 21 octobre 1987 concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports (Ordonnance sur l'encouragement des sports) (RO 1987 1703), 28p.

Articles de Presse

A l'école fédérale de Macolin (1949, 14 octobre). *La Patrie valaisanne*, n°82, retranscrit du discours de M. Kobelt (conseiller fédéral), p.2.

Activités 1980 (1981, 2 juin). *Le Nouvelliste*, p.8.

Aux parents de notre jeunesse suisse ! (1947, 17 Janvier). *La Sentinelle*, n°13, p.2.

Avantages de Jeunesse et Sport ? (1972, 30 août). *La Liberté*, p.20.

Basler Nachrichten (1946), 16 décembre 1946, Basel.

En marge de la prochaine votation sur le sport, La situation du sport à l'école dans notre canton (1970, 25 Septembre). *La Liberté*, p.21.

Entraînement pour l'insigne sportif (1941, 25 Juillet). *Le Confédéré*, n°86, Martigny.

Faisons connaissance avec Jeunesse + Sport (1974, 8 Mars). *Le Peuple valaisan*, p.4.

J+S : bientôt vingt ans ! (1991, 13 Décembre). *La Liberté*, p.46.

Jeunesse et Sport (1971, 22 Décembre), *Le Nouvelliste*, p.9.

Jeunesse+Sport ouvre son cœur, Nécessaire institution (1987, 2 Décembre). *La Liberté*, p.40.

Jeunesse et Sport (1981, 6 Octobre). *Le Nouvelliste*, p. 3.

Jeunesse et sport, Votation fédérale le 27 septembre 1970 (1970, 4 Juillet). *Le Nouvelliste*, p.35.

Jeunesse+Sport, Réorganisation du service fédéral (1974, 4 Janvier). *Le Nouvelliste*, p.10.

Jeunesse et Sport, Le nombre de participants est en progression (1997, 20 Décembre). *La Liberté*, p.37.

Jeunesse et Sport (1969, 31 Octobre). *Le Journal du Haut-Lac*, p.4.

La Confédération doit-elle encourager le sport de compétition ? (1970, 19 Février). *Le Confédéré*, n°37, éditorial par Aloys Copt, conseiller national, p.1.

La Confédération veut encourager le sport en le « démilitarisant » (1969, 4 Octobre). *Le Nouvelliste*, p.2.

Le développement futur de « Jeunesse – Sport » (1972, 4 Novembre). *Le Nouvelliste*, p.17.

L'éducation physique à l'école, Elle entre dans la pratique (1978, 18 Avril). *Journal du Valais*, p.16.

L'Institut de Macolin, Conseil de Ville de Bienne (1944, 31 Mars). *La Sentinelle*, p.9.

Oui à l'encouragement de la gymnastique et du sport (1970, 18 Septembre). *Le Nouvelliste*, p.29.

Qu'est-ce que l'insigne sportif suisse (1941, 17 Avril). *L'Impartial*, n°18472, p.3.

Quels sont les buts de « Jeunesse et Sport » (1969, 18 Mars). *Le Journal du Haut-Lac*, p.6.

Seeländer Volksstimme (1946, 5 Octobre). Biel, p.12.

Votations fédérales des 26 et 27 septembre, Droit au logement – Encouragement de la gymnastique et du sport (1970, 24 Septembre). *La Gazette*, p.8.

Publication

Burgener, L. (1926). *La Confédération suisse et l'Éducation physique : textes et documents 1868-1962*, Berne, Dr. A. Wanger, 58 p.

Sources secondaires

- Anderson, B. (2006). *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, 224p.
- ANEP, (1942). *Les terrains et locaux de gymnastique, de jeu et de sport en Suisse, Enquête organisée par l'Association nationale d'éducation physique en 1942*, Zurich : ANEP, 142p.
- ANEP, (1972). *L'Association nationale d'éducation physique a cinquante ans*, Ed. ANEP, Haupt, Berne, 1972, 126p.
- Attali, M., & Saint-Martin, J. (2009). *L'éducation physique de 1945 à nos jours, Les étapes d'une démocratisation*. Paris: Armand Colin, 2^{ème} édition, 272p.
- Burgener, L. (1952). *La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse*. Nendeln / Liechtenstein: Kraus Reprint, Imprimerie coopérative de la Chaux-De-Fonds, vol. 1, 285 p.
- Burgener, L. (1970). *La Confédération suisse et l'éducation physique de la jeunesse*. Nendeln / Liechtenstein: Kraus Reprint, Imprimerie coopérative de la Chaux-De-Fonds, vol. 2, 705 p.
- Burgener, L. (1974). *L'éducation physique en Suisse: histoire et situation actuelle* (Vol. 1). Derendingen-Soleure: Habegger, vol. 1, 64 p.
- Burgener, L. (1984). Les sports dans les lois fédérales. Dans *Sport und Kultur - Sport et civilisations, Publication Universitaires Européennes* (éd. Série 35, Vol. 8). Fribourg: Peter, Lang.
- Bussard, J.-C. (2007). *L'éducation physique suisse en quête d'identité (1800-1930)*. Paris: L'Harmattan, 323 p.

Curdy, P. (1972). Jeunesse et Sport. *Études pédagogiques: annuaire de l'instruction publique en Suisse*, Tome 63, Payot Lausanne, p.89-101.

Eichenberger, L. (1994). *Die Eidgenössische Sportschule Magglingen 1944-1994: 50 Jahre im Dienst der Sportförderung*, Magglingen, Eidg. Sportschule Magglingen, 230 p.

Jaccoud, C., Tissot, L. & Pedrazzini, Y. (2000). *Sports en Suisse: traditions, transitions et transformations*, Actes du colloque « Sports suisses, sports en Suisse », Lausanne, Éditions Antipodes, 245 p.

Jaccoud, C., & Busset, T., (2001). Sports en formes: acteurs, contextes et dynamiques d'institutionnalisation, Actes de la journée d'études « L'institutionnalisation du sport », Lausanne, Éditions Antipodes, 2001, 262 p.

Messerli, F. (1962). *50 ans. Comité Olympique Suisse 1912-1962*. Lausanne.

Mosse, G. L. (1997). *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*. Paris: Abbeville.

Société du Sport-Toto, *75 ans au service de la promotion du sport*. (2003). Bâle: SST., 67p.

Revue et périodiques

Balthasar, A., Bieri, O., Laubereau, B., & Arnold, T. (2013). *Installations sportives en Suisse: statistiques 2012. Rapport de synthèse*. Macolin: OFSPO, 25p.

Bucher, Martin, J. (2011). « Wir tragen die flatternden Fahnen der Zukunft! », *Die Nationale Jugend der Schweizer Pendant zur deutschen Hitlerjugend*, Revue Suisse d'histoire, Tome 61, Cahier 3, pp.315-340.

Communications. (1918). Bulletin de l'Association suisse pour l'éducation physique, n°1.

Chappelet, J.-L., & Mrkonjic, M. (2011). *Politique et conjoncture en Suisse, Politique sportive et conjoncture en Suisse*, Des politiques au chevet de la conjoncture, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1^{ère} édition, 2011, pp.127-148.

Commission fédérale de sport. (2000). *L'éducation physique au fil du temps, Education physique*, Manuel 1, 2ème édition Manuel 1 (Eclairages théoriques), Editeur: Commission fédérale de sport, Brochure 1, 1.6.

DDC (Éd.). (2005, Mars). Un potentiel à exploiter : le sport peut contribuer au développement, à la paix et à l'éducation. *Un seul monde*(1), pp. 2-16.

De Coubertin, P. (1911, Juillet). *Revue Olympique* (67).

De Coubertin, P. (1926). Le droit au sport. *L'éducation physique* (11), pp. 335-337.

Defrance, J. (1995). L'autonomisation du champ sportif (1890-1970). *Sociologie et sociétés*, 28(1), pp. 15-31.

Education physique. (1941). n°33.

EFGS. (1974). *Ecole fédérale de gymnastique et de sport (EFGS), L'école de sports se présente*. Macolin: Service des publications de l'école de sports.

Elias, N., & Dunning, E. (1994), *la violence maîtrisée*, Sport et Civilisation, Paris, 1994.

Lamprecht, M., Fischer, A., & Stamm, H. (2008). *Sport Suisse 2008 : comportement sportif de la population suisse*. Macolin: OFSPO, 44p.

Le Gymnaste Suisse. (1930). par François Blomart, président de la Fédération royale belge de gymnastique, n°13, p.4.

Le Gymnaste Suisse. (1906). N°5, p.33-34.

Le Gymnaste Suisse. (1922). « Le problème de la fusion des mots « gymnastique et sports », n°9, p.3.

Le sport : embrigadement des jeunes. (1970). Brochure éditée par les cercles spartacus et la taupe, 25p.

Loudcher, J.-F., & Aceti, M. (2014). La "débâcle" suisse aux Jeux Olympiques d'hiver à Innsbruck en 1964 et ses conséquences sur l'organisation sportive nationale. *Stadion*, 38/39, pp. 183-205.

Monnin, E., & Maillard, C. (2015). Pour une typologie du boycottage aux jeux olympiques. *Relations internationales*, 162(2), pp. 173-198.

Mosse, G. L. (1997). *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*. Paris: Abbeville.

Quin, G. (2009). Notes de lecture. *Sciences sociales et sport*, 1(2), pp. 125-127.
doi:10.3917/rsss.002.0125

Quin, G. (2014). La "révolution conservatrice" de l'éducation physique vaudoise (1970-1986). *Revue Historique Vaudoise*, 122, pp. 243-258.

Quin, G. (2015). Le tournant "sportif" de la gymnastique féminine helvétique (1960-1985). L'association Suisse de Gymnastique Féminine entre spécialisation et professionnalisation. *Revue Suisse d'Histoire (SZG/RSH/RSS)*, 65(3).

Quin, G., & Tonnerre, Q. (2017). Histoire d'une non-participation olympique (1948-1956). *Revue Suisse d'Histoire (SZG/RSH/RSS)*, 67(3).

Revue internationale des services de santé des armées de terre, de mer et de l'air. (1960). « L'esprit de Macolin », Premier cours international de perfectionnement pour jeunes médecins militaires, année 33, no 1-2, p. 25-28.

Weber, P.-A., & Sager, F. (2015). Von Wehrmännern zu Sporttalenten. Zur Entwicklung der schweizerischen Politik für Leistungs- und Spitzensportförderung. *Revue Suisse d'Histoire*, 65(2).

Revue militaire suisse (RMS)

Burgener, L. (1986). L'armée et l'éducation physique en Suisse (1848-1894). *Revue Militaire Suisse*, n°131, 5, p.227-232.

Grosjean, G. (1941). L'insigne sportif suisse. *Revue Militaire Suisse*, n°86, 9.

Mysyrowicz, L. (2007). L'armée suisse et l'éducation nationale. *Revue Militaire Suisse*, Thématique – Histoire militaire, p.25-29.

Perret, G. (1957). École fédérale de gymnastique et de sport de Macolin: trait d'union entre le sport et l'armée, le civil et le militaire. *Revue Militaire Suisse*, n°102, 10.

Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)

Bussard, J.-C. (2006), Éducation physique, « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F10422.php>, consulté le 13.06.2018.

Eichenberger, L. (2012), Ecole fédérale de Macolin de sport de Macolin (EFSM), « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16348.php>, consulté le 06.06.2018.

Furrer, M. E. (2008), Instruction militaire préparatoire, « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F8702.php>, consulté le 15.08.2018.

Guex, M-H. (2017). Olympisme, « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16345.php>, consulté le 14.01.2019.

Marcacci, M. (2015). Gymnastique, « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16333.php>, consulté le 16.08.2018.

Marcacci, M., & Busset, T. (2018, Janvier 23), Sport, « Dictionnaire historique de la Suisse », URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16332.php>, consulté le 15.06.2018.

Sites

Jeunesse+Sport, <https://www.jugendundsport.ch/fr/home.html>, consulté le 23.01.2019.

Intégration, <https://www.jugendundsport.ch/fr/ethik/integration.html>, consulté le 23.01.2019.

La Charte d'éthique, Swiss Olympic, <https://www.swissolympic.ch/fr/athletes-entraîneurs/valeurs-ethique/charte-ethique.html>, consulté le 23.01.2019.

Ressources documentaires

Bonardelly, H.-L. (1944, 13 Mars). Une école pour former notre jeunesse, interview enregistrée dans les studios de Radio-Genève, « archives de la RTS », <https://www.rts.ch/archives/radio/divers/emission-sans-nom/6147500-une-ecole-pour-former-notre-jeunesse.html>, consulté le 25.04.2018.

Macolin, au cœur du sport suisse, archives de la RTS, dossier sport, 9 documents audio et vidéo à consulter, <https://www.rts.ch/archives/6126638-macolin-au-coeur-du-sport-suisse.html>, consulté le 25.04.2018.

Tilman, J.-J. (1969, 10 Juillet). Jeunesse et Sport, Caméra-sport, « Sport et société », vidéo de 14 minutes, <https://www.rts.ch/archives/tv/sports/camera-sport/7255577-jeunesse-et-sport.html>.

Annexes

N°1 : Emergence des fédérations et associations sportives en Suisse

1874	F. Ouvrière S. de Gymn. Et de Sport (sociétés du Grütli)
1883	U. Vélocipédique et Motocycliste S.
1886	F. S. d. Soc. d'aviron
1893	S. Féd. d. Pontonniers
1895	As. S. de Football (ASF)
1896	As. S. de Tennis
1897	U. Cycliste S.
1898	As. S. de Golf; Automobile-Club d. S.
1900	F. S. d. Sports Equestres
1901	Aéro-Club S.
1903	As. S. de Bobsleigh et de Tobogganing
1904	F. S. de Ski
1905	F. S. d'Athlétisme Amateur ; Amis de la Nature
1908	F. S. de Hockey s. Glace ; A. S. de Gymnastique féminine
1909	F. S. d'Amateurs de Billard
1910	As. S. de Gymn. Et de Sport des UCJG
1911	U. S. de Patinage
1912	Comité Olympique Suisse/ COS
1913	F. S. de Boxe ; F. des Eclaireurs S.
1914	F. S. d'Escrime ; F. Motocycliste S.
1916	U. de Touring Ouvrier S.
1918	F. S. de Natation
1919	F. S. de Hockey sur Terre ; F. Catholique S. de Gymn. Et de Sport
1920	As. Sportive Universitaire S.
1921	F. S. des Soc. de Navigation
1922	Association nationale d'Education physique / ANEP
1924	F. S. de Patinage à Roulettes
1925	F. S. de Canoé
1926	F. S. d'Auberges de Jeunesse
1929	F. S. de Basketball Amateur

1931	As. S. des Quilleurs ; F. S. de Tennis de Table
1932	Interassociation S. de Ski ; U. Sp. S. des Cheminots
1933	S. S. de Sauvetage ; A. S. des Boules (Boccia)
1934	F. S. des Boules
1936	As. F. des Corps de Cadets ; A. S. de Judo et Budo
1939	U. S. du Yatching
1941	F. S. d. Groupements corporatifs ; Interassociation S. de Natation
1942	As. S. de Curling
1946	F. S. de Ski Nautique
1947	F. S. Haltérophile Amateur ; F. S. de Rinkhockey
1952	F. S. de Badminton
1953	F. S. de Tir à l'Arc
1954	F. S. de Danseurs Amateurs
1956	F. S. de Crosse sur Glace
1958	F. S. de Volley-Ball
1959	F. S. de Casting
1960	F. S. de Sports subaquatiques
1967	F. S. de Skibob
1968	F. S. de Pétanque

N°2 : Votation populaire du 27 septembre concernant l'arrêté fédéral sur l'encouragement de la gymnastique et des sports

Cantons	Electeurs	Bulletins rentrés	Participa- tion en pour-cent	Bulletins n'entrant pas en ligne de compte		Bulletins entrant en ligne de compte	Oui	Non	Vote des cantons	
				Blancs	Nuls				Oui	Non
Zurich.....	288 366	170 242	59	5 058	19	165 165	128 498	36 667	1	
Berne.....	280 258	93 095	33,2	1181	113	91 801	68 913	22 888	1	
Lucerne.....	77 986	29 536	37,9	522	9	29 005	19 028	9 977	1	
Uri.....	9 682	4 954	51,2	141	76	4 737	2 925	1 812	1	
Schwyz.....	24 532	10 692	43,6	143	4	10 545	5 856	4 689	1	
Unterwald-le-Haut.....	7 064	1 994	28,2	25	1	1 968	1 112	856	1/2	
Unterwald-le-Bas.....	7 196	3 862	53,7	62	6	3 794	2 474	1 320	1/2	
Glaris.....	10 456	4 538	43,4	61	5	4 472	2 902	1 570	1	
Zoug.....	16 750	9 069	54,1	142	31	8 896	6 262	2 634	1	
Fribourg.....	51 238	16 558	32,3	234	58	16 266	11 414	4 852	1	
Soleure.....	60 224	23 717	39,4	400	402	22 915	17 346	5 569	1	
Bâle-Ville.....	65 814	25 826	39,2	739	12	25 075	20 983	4 092	1/2	
Bâle-Campagne.....	52 461	19 300	36,8	210	12	19 078	15 134	3 944	1/2	
Schaffhouse.....	18 874	14 377	76,2	808	5	13 564	10 868	2 696	1	
Appenzell Rh.-Ext.....	13 624	6 952	51	176	17	6 759	4 061	2 698	1/2	
Appenzell Rh.-Int.....	3 827	1 358	35,5	24	1	1 333	775	558	1/2	
Saint-Gall.....	98 491	52 273	53,1	1 053	121	51 099	33 711	17 388	1	
Grisons.....	42 233	19 234	45,5	433	18	18 783	12 498	6 285	1	
Argovie.....	109 034	70 021	64,2	2 801	42	67 178	46 111	21 067	1	
Thurgovie.....	45 849	26 816	58,5	977	12	25 827	18 461	7 366	1	
Tessin.....	58 025	17 057	36,3	309	36	16 712	13 526	3 186	1	
Vaud.....	130 181	41 275	31,7	801	38	40 436	33 004	7 432	1	
Valais.....	57 332	15 702	27,4	234	27	15 441	11 790	3 651	1	
Neuchâtel.....	43 054	15 501	36	287	11	15 203	11 875	3 328	1	
Genève.....	75 511	27 434	36,3	837	5	26 592	24 834	1 758	1	
Total	1 648 062	721 383	43,8	17 658	1 081	702 644	524 361	178 283	Cantons acceptants 19*/8 Cantons rejetants —	
						Majorité absolue: 351 323				

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'encouragement de la gymnastique et des sports (Du 1^{er} septembre 1971), Archives fédérales suisses, Feuille fédérale, 1971, Vol. 2, Cahier 39, n° réf. 10099968, p.785-786.

Remerciements

Je voudrais adresser ma sincère gratitude à Grégory Quin, docteur, maître d'enseignement et de recherche à l'Institut des sciences du sport de l'UNIL pour sa considération et ses précieux conseils concernant le développement de la présente recherche.

De plus, mes sincères remerciements à mon conseiller Dr. Dominique Fankhauser à l'OFSPPO à Macolin pour son soutien et sa disponibilité.